

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15549 - 7 F DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JANVIER 1995

ER 1995 / 3

et de
grat
le u

Hervé Bourges
favori
pour présider
le CSA

Plus de 5 000 morts et disparus dans le séisme de Kobé

LE BILAN du tremblement de terre, qui a ravagé le 17 janvier la région de Kobé au Japon, dépassait en fin de semaine les 5 000 morts et disparus. 4 393 morts étaient officiellement recensés, samedi 21 janvier. Dans le grand port japonais dévasté, où notre correspondant a pu se rendre, on continue à fouiller systématiquement les décombres. Des équipes de sauveteurs français et suisses sont à pied d'œuvre pour aider aux recherches. Le flottement dans l'organisation des secours de la région sinistrée a déclenché une polémique à Tokyo, qui a contraint le premier ministre, Tomiichi Murayama, à s'expliquer, vendredi, devant le Parlement.

Les conditions de l'aide américaine sont vivement contestées à Mexico

La garantie pétrolière des crédits froisse le nationalisme mexicain

LE DÉBAT au Congrès des États-Unis met en péril le programme d'aide américaine au Mexique pour aider celui-ci à surmonter sa crise financière. Un refus menacerait le plan de redressement mexicain et risquerait d'entraîner une déstabilisation d'autres économies latino-américaines. Le programme, qui garantirait un total de 40 milliards de dollars de crédits américains au Congrès, notamment à la Chambre, des représentants. Le speaker républicain de la Chambre, Newt Gingrich, s'est déclaré, vendredi 20 janvier, « très inquiet » sur les chances d'adoption du projet et a suggéré qu'il soit d'abord présenté au Sénat. Au Mexique, l'utilisation du pétrole, symbole de l'indépendance nationale, pour gager les crédits américains soulève de vives oppositions.



Manceuvres politiques pour renouveler le CSA

Le conflit entre M. Balladur et M. Chirac pèse sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel

LE RENOUELEMENT du tiers des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) doit avoir lieu dans les trois prochains jours. Le président de la République, celui du Sénat et celui de l'Assemblée nationale doivent donc nommer chacun un des trois nouveaux membres de cette « autorité indépendante » chargée de contrôler, au nom de l'État, les radios et les télévisions publiques comme privées. Ils disposent ainsi d'un pouvoir régalien dont pourrait avoir à profiter le futur chef de l'État. L'importance des missions confiées au CSA est telle que les choix de M. Mitterrand, M. M. Monory et Séguy ne peuvent être neutres et sont regardés non sans inquiétude par le premier ministre démissionnaire, qui ne dispose en la matière d'aucune autorité. Le projet porté à M. Séguin de nommer Philippe Labanle, journaliste au caractère indépendant,

connu pour ses réserves devant l'action du gouvernement, son opposition au traité de Maastricht et à la priorité monétaire, confirme que celui qui a tiré la candidature de M. Chirac vers la gauche est bien décidé à ne rien faire qui puisse faciliter la tâche de M. Balladur, si celui-ci est élu. Déjà, le chef du gouvernement n'avait guère apprécié que le président de l'Assemblée fasse nommer, en janvier 1994, une opposante à l'Europe de Maastricht, Denise Flouzat, au conseil de la politique monétaire de la Banque de France. La possibilité que Hervé Bourges soit nommé par M. Mitterrand à la présidence du CSA confirmerait aussi que le chef de l'État entend profiter des dernières nominations pour se faire une seule autorité pour mettre en place des hommes capables d'être de véritables contre-pouvoirs et avec lesquels devra longtemps « cohabiter » son successeur. Or M. Mitterrand, Monory et Séguy vont devoir nommer avant la fin de février trois membres du Conseil constitutionnel dont le rôle est croissant dans le fonctionnement des institutions.

Sir Michael quitte Sarajevo



Le général Michael Rose, chef de la mission britannique à Sarajevo, a quitté la ville mardi 20 janvier. Il a été remplacé par le général britannique Michael Rose. Le général Rose a été chef de la mission britannique à Sarajevo pendant plus de deux ans. Il a été remplacé par le général britannique Michael Rose. Le général Rose a été chef de la mission britannique à Sarajevo pendant plus de deux ans. Il a été remplacé par le général britannique Michael Rose.

Belphegor de retour au Musée du Louvre

LE DÉBUT des années 20, un feuilleton ténébreux en haléine, une partie de la France : Belphegor. Ce personnage mystérieux et fantomatique, hantait le Louvre, insaisissable. Assurément, il est de retour. Le « roi des ténements » est de retour. Le « roi des ténements » est de retour. Le « roi des ténements » est de retour.

Pierre Rosenberg, avait alors estimé qu'il n'avait fallu que quatre minutes à « vaudou » pour quitter le musée. Le 10 juillet 1994, un dimanche cette fois-ci, c'était un buste de Robert Nanteuil (1623-1678) qui avait disparu. L'auteur du dernier vol en date est donc « d'un culot et d'une pureté poétique ». Les vols sont de plus en plus nombreux. Le 11 janvier, les 950 cents de surveillance du Louvre ont été surpris par un voleur. Le 12 janvier, les 950 cents de surveillance du Louvre ont été surpris par un voleur. Le 13 janvier, les 950 cents de surveillance du Louvre ont été surpris par un voleur.

Les deux visages de l'insécurité

LE LIBÉRAL Gladstone reconnaît trois manières de mentir : le mensonge simple, le mensonge aggravé et les statistiques. Ce qui était vrai dans l'Angleterre du XIX^e siècle l'est moins aujourd'hui. Nos statistiques de l'insécurité ont fait des progrès. Les calculs de la délinquance restent imparfaits, qui prennent seulement en compte les crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie. Mais ils ont le mérite d'avoir conservé leurs défauts sur plusieurs décennies.

La comparaison est alors possible, à condition d'observer en plus près les productions, crime par crime, délit par délit. Il faut alors se garder des conclusions hâtives sur, par exemple, l'efficacité de la politique sécuritaire de Charles Pasqua. Exercice difficile. Les hommes politiques manifestent rarement une telle finesse, surtout quand une période électorale fait voler bas les chiffres de la délinquance et les indices des prix. Residue publique

versé le 20 janvier, l'homme âgé de 78 ans, des crimes et délits constatés en 1994 est une donnée statistique. Elle traduit un phénomène global, sensible dès 1992, de « la » délinquance. A s'en tenir à cette vue d'ensemble, l'élément marquant est l'envolée constatée, ces quinze dernières années, dans tous les pays européens. De 1980 à 1994, on est ainsi passé en France de 574 000 à 3,9 millions de faits constatés. La progression semble aujourd'hui mal

La mort de Bernard Dumon

Le président de Saint-Louis Bouchon est l'un des dix victimes de l'accident d'un Fison 20 sur l'aéroport de Bourget, vendredi 20 janvier. Sa mort remet en question l'avenir du deuxième groupe agroalimentaire français, qui s'est également diversifié dans le secteur pétrolier.



La haute couture au piège de la mode

Les collections d'été des grands couturiers sont présentées à Paris du 21 au 26 janvier. Dernière l'engouement médiatique, les exigences de rentabilité économique, la concurrence du prêt-à-porter... et celle de la chirurgie esthétique.

Au pays des rebelles tamouls

Au Sri-Lanka, dernière étape de son périple asiatique, le pape a été boycotté par les bouddhistes. La visite de Jean Paul II vient après un récent cesse-le-feu entre l'armée de Colombo et les rebelles tamouls. Reportage à Jaffna, la capitale des « Tigres ».

« Le Monde Radio/Télévision »

Au sommaire de notre supplément hebdomadaire, la télévision et la « drôle de campagne », l'euthanasie sur TF1, l'enfermement sur France-Culture. Et tous les programmes.

lexique
t confirme
de au PR
SOLDE
Jacque
Jek
M 0146-0122-7 00 F

VANYA

42^{ème} RUE

LE FILM DE
LOU'S MALLÉ

DES "VANYA"
de ANDRÉ GRIGORY

LE FILM DE
"OULE VANYA"
de ANTON TCHERKHOV

Adaptation de DAVID MAXINE

FIN DE PÉRIPE Jean Paul II devait quitter Colombo, samedi 21 janvier, pour rentrer à Rome, à l'issue d'un voyage de onze jours dans la région Asie-Pacifique (Philip-

pines, Papouasie, Australie et Sri Lanka). ● LE CHEF de l'Eglise catholique a trouvé une île agitée par les passions religieuses. Les dignitaires du bouddhisme ont ainsi boy-

cotté - à la différence des hindous, des musulmans et des protestants - une rencontre inter-religieuse organisée à l'occasion de cette visite. ● UNE TRÈVE est, en revanche, en

vigueur, depuis le 8 janvier, entre le gouvernement et les Tamouls séparatistes du LTTE (Tigres), au nord de l'île, favorisée par les ouvertures de la nouvelle présidente Chandrika

Kumaratunga. Notre envoyé spécial à Jaffna, la « capitale » des rebelles, a constaté que si l'espoir d'aboutir à la paix y est grand, l'on ne veut pas s'y bercer de faciles illusions.

Les bouddhistes ont boycotté la visite de Jean Paul II au Sri Lanka

Pour la dernière étape de son voyage dans la région Asie-Pacifique, le pape a plaidé pour une solution pacifique du conflit entre le gouvernement de Colombo et les séparatistes tamouls, et pour une coopération renforcée entre les religions

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Des grappes humaines, sur les trottoirs ou sur les toits, entre des portraits du pape et des statues de Bouddha, sous des banderoles et des arcs de triomphe jaune et blanc, aux couleurs du Vatican, avaient accompagné, vendredi 20 janvier, au long des 25 kilomètres séparant l'aéroport du centre de la capitale srilankaise, le cortège d'un pape qui, à sa descente d'avion, avait embrassé un plateau portant un peu de terre du Sri Lanka - signe pour lui d'un premier voyage dans un pays. En dépit de cet enthousiasme, confirmé au cours de la visite de la cathédrale Sainte-Lucie, réplique en miniature de Saint-Pierre de Rome, la délégation du Vatican devait déchanter dès le lendemain.

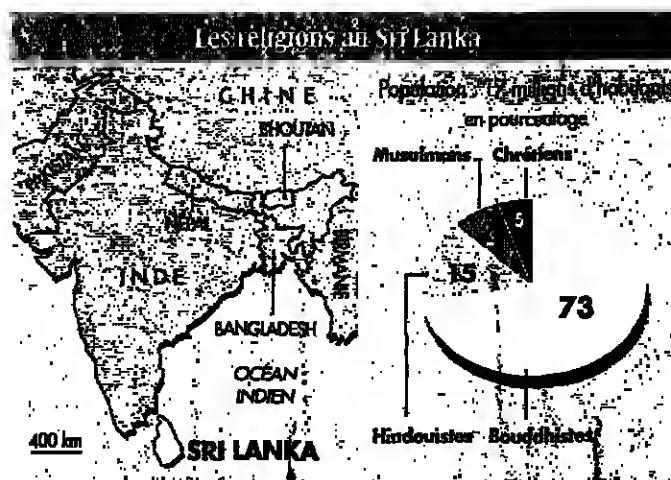
Dans un pays saigné par onze ans de guerre civile, où le catholicisme, vivant et riche en vocations locales (il n'y a presque plus de missionnaires européens), ne représente qu'une petite minorité, et où le bouddhisme, très majoritaire, compte une frange radicale, le succès de cette visite papale n'était pas garanti d'avance. En effet, si la rencontre inter-religieuse, qui promettait beaucoup, a bien eu lieu, samedi, au Centre de conférences du mémorial Bandaranaike, elle n'a réuni, outre la délégation catholique, que six musulmans. Les organisations bouddhistes ont, quant à elles, mis à exécution leurs menaces de boycottage. Déjà, à la veille de l'arri-

ivée de Jean Paul II, une trentaine de jeunes bouddhistes radicaux avaient manifesté en silence devant le « secrétariat » de la présidence. L'un d'eux menaçait même de s'immoler par le feu.

POLÉMIQUE AUTOUR D'UN LIVRE

A Assise, en Italie, au cours d'une cérémonie sans précédent qui avait réuni, en octobre 1986, plus de 200 responsables confessionnels du monde entier, Jean Paul II avait attaché son nom au dialogue inter-religions. Pour lui, ce boycottage des bouddhistes cingalais est donc un revers grave. Aussi, la délégation du Vatican à Colombo a-t-elle immédiatement répliqué, en mettant en avant des explications d'ordre local. Au Sri Lanka, berceau du « Petit Véhicule », un clergé militant fait pression sur le gouvernement pour que le bouddhisme devienne religion d'Etat, et la visite du pape aurait été un moyen de faire monter les enchères.

Est-ce la raison principale ? La polémique avait éclaté, en réalité, à cause de quelques paragraphes, maladroitement rédigés par le pape, dans son récent livre intitulé *Entrez dans l'espérance*, édité en France chez Plon et Mame. Pour tenter de désarmer l'attraction qu'il exerce en Occident, Jean Paul II avait qualifié le bouddhisme de « soteriologie » (NDLR : philosophie ou religion du salut) presque exclusivement négative. Le bouddhisme expliquait-il, est une forme de refus de la transcendance d'origine et de la création :



« C'est en grande partie un système athée. Nous ne nous délivrons pas du mal à travers le bien qui vient de Dieu, nous nous libérons seulement en nous élevant d'un monde qui est mauvais ».

Ces déclarations avaient surpris et choqué dans la communauté bouddhiste mondiale. Au Sri Lanka même, des excès avaient été exigés de l'Eglise catholique et, pour ne pas compromettre la visite du pape, Mgr Marcus Fernando, archevêque de Colombo, avait regretté ces extraits d'un livre qui, avait-il dit, « cause de la peine et des souffrances à nos frères bouddhistes ». Vaine consolation. Samedi, à Colombo, c'était la consternation. Le ministre de la culture et des affaires religieuses, Lakshman Yekobi, regrette l'attitude des bouddhistes soulignant que

ci n'étaient pas hostiles au pape mais que, séparés par une question théologique, ils n'avaient pas souhaité le rencontrer. De son côté, Mgr Rayappan, évêque tamoul de la cité septentrionale de Mannar, expliquait que les bouddhistes sont « très sensibles » en raison de leur position dominante. Il ajoutait : « Nous ne nous sentons pas pour autant offensés et respectons leur décision. Le dialogue va continuer ».

« JE VIENS EN AMI »

Dès vendredi, lors de la cérémonie d'accueil au « secrétariat » de la présidence de la République, devant Chandrika Kumaratunga le pape avait tenté d'apaiser les esprits : « Je viens de Rome en ami, comme pèlerin de bonne volonté ».

avait-il plaidé. Il avait aussi loué les qualités de « compassion, sympathie, équanimité », prêtées aux fidèles du bouddhisme, ainsi que les « vertus transcendantales » qu'il reconnaissait enfin à cette religion.

De même, au cours de la rencontre avec les musulmans et les hindouistes, s'est-il appliqué à montrer l'intérêt d'une coopération inter-religieuse, y compris pour la paix entre Cingalais et Tamouls (communauté qui compte 20 % de catholiques) : « La sauvegarde du riche héritage spirituel du Sri Lanka exige les efforts de tous les croyants, a déclaré le pape, pour proclamer le caractère sacré de la vie humaine, défendre la dignité et les droits de chaque individu, pour renforcer la famille et encourager le respect de l'environnement naturel ». Jean Paul II a ajouté que « la coopération inter-religieuse est une force puissante pour promouvoir des normes politiques, sociales et économiques fondées au plan éthique ».

UNE THÉOLOGIE SOUS-ESTIMÉE

La visite du pape s'est achevée, samedi, par une grande célébration, devant 350 000 fidèles, sur l'esplanade en bord de mer, au cours de laquelle il a béatifié Joseph Vaz, prêtre oratorien d'origine portugaise, né à Goa, en Inde, en 1651. Bravant la violence hostile de ses occupants hollandais de l'époque, ce prêtre avait développé l'Eglise catholique locale, convertissant même des bouddhistes.

chrétiens, avant de mourir à Kandy, au centre de l'île, en 1711.

Une vingtaine de religieux bouddhistes avaient fait part de leur intention d'assister à cette messe de béatification d'office - pour l'anecdote - l'autel avait été aussi construit par un architecte bouddhiste. C'est sans doute la preuve que l'opposition au pape n'était pas unanime dans leurs rangs. Un théologien thaïlandais écrit aussi, samedi, dans la presse locale, que ses coreligionnaires cingalais commettaient une erreur en boycottant le pape. Compte tenu de ces éléments, pour la troisième fois, Jean Paul II devait souligner dans son bémol que l'héritage du concile Vatican II n'était en rien menacé, que « l'Eglise catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans les autres religions ». Elle doit être « missionnaire » mais sans « prosélytisme », a-t-il dit.

A propos de ce boycottage qui a tenu le succès de cette brève visite du pape, il faudra sans doute regretter la sous-estimation de la théologie bouddhiste révisée par le livre du pape, mal conseillé en l'occurrence. Un Jésuite du pays, Aloys Piaris, devait déplorer la « faiblesse du schéma théologique à l'intérieur duquel le pape situe le bouddhisme par rapport au christianisme ». Et, soulignant que Rome traite « avec plus de sérieux » la théologie des religions asiatiques, il devait conclure : « C'est à ce moment-là que les chrétiens d'Asie entreront dans l'espérance ».

Henri Tilly

Drôle de paix dans Jaffna, capitale des rebelles tamouls

Le cessez-le-feu entre les Tigres et les troupes sri-lankaises laisse entrevoir la fin d'un conflit vieux de onze ans. Mais les négociations piétinent

JAFFNA

de notre envoyé spécial

Aux carrefours des routes de Jaffna, « capitale » septentrionale de la rébellion tamoule, les portraits des « martyrs » tombés au champ d'honneur de l'Eelam (la patrie) témoignent, jusqu'à l'obsession, de la « guerre de onze ans » qui a fait près de 30 000 morts dont 7 000 parmi les Tigres. En cette mi-janvier, sous le ciel menaçant d'une fin de mousson, les guérilleros honorent le plus connu de leurs héros défunts : l'ly Krishnakumar, alias Klittu, ex-« commandant » de la place forte de Jaffna, qui a préféré, en 1992, faire exploser son navire dans l'océan Indien plutôt que de tomber aux mains de l'ennemi. Dix autres combattants avaient péri avec lui.

Les gens du LTTE (Tigres de l'Eelam tamoul) le mouvement indépendantiste, ont le goût de la mise en scène : pour commémorer l'évé-

nement, une maquette de bateau grandeur nature a été construite dans le village natal de Klittu. Au centre se dresse une cabine fléchée de plusieurs hublots. A l'intérieur sont alignés les portraits hyper-réalistes de ces hommes aux visages étrangement inexpressifs devant lesquels défile une foule recueillie. Dans la fumée des bâtons d'encens et l'odeur sucrée des lampes à huile, chacun dépose une fleur de jasmin. Culte des morts, exaltation du sacrifice : ces monuments funéraires sont autant de temples païens où hommes en armes et villageois viennent rendre hommage aux guerriers disparus.

Jaffna, « libérée » en 1989 par les Tigres, qui continuent d'encercler la grande base militaire de Pallali, encore sous contrôle de l'armée de Colombo, coule pourtant des jours paisibles : depuis le 8 janvier, un cessez-le-feu y est en vigueur grâce au processus de paix lancé par la

présidente du Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga. La paix, le mot est ici sur toutes les lèvres. « Pour la première fois un gouvernement a reçu un mandat incontestable du peuple sri-lankais pour résoudre le conflit », note le porte-parole du LTTE, Anton Balasingam.

OUVRIR LES VOIES D'ACCÈS

« Les gens s'attendent à ce que le problème soit enfin réglé, juge pour sa part un professeur de l'université de Jaffna, mais après toutes les tentatives de paix qui ont échoué par le passé, nous restons tout de même sceptiques ». En dépit des ouvertures faites par Colombo, notamment sur l'embargo qui étrangle Jaffna, les négociations piétinent. Et la délégation gouvernementale envoyée, la semaine dernière, à Jaffna, est repartie les mains presque vides. L'insistance des Tigres à faire de l'ouverture des voies d'accès routières à la péninsule un préalable à toute discussion politique risque de retarder le vrai dialogue. Beaucoup, notamment dans l'armée, craignent que cette cessation des hostilités ne soit qu'une nouvelle manœuvre de la guérilla pour regrouper ses forces et renforcer son système de défense.

« Il faut que soient résolus les problèmes quotidiens du peuple de Jaffna qui vit dans des conditions très dures », martèle M. Balasingam. En dépit d'une levée partielle de l'embargo, à l'automne, les Tamouls de Jaffna mènent, en réalité, une existence précaire : il n'y a pas d'électricité, pas d'essence et, même si les marchés regorgent de fruits et de légumes, de nombreux articles de première nécessité manquent ou sont chers. Seuls des bateaux affrétés par la Croix-Rouge assurent le ravitaillement depuis Colombo et acheminent le courrier.

La circulation automobile est quasi inexistante et tout le monde roule à vélo. Les rares taxis ont des cycles à moteur fonctionnant grâce à un mélange de kérosène et de térbenthine. Les « diesels » exhalent une âcre odeur due à une autre

mixture : kérosène et huile de noix de coco ! Les plus riches se sont achetés des générateurs, les plus pauvres s'éclairent à la bougie.

Quand le soir tombe sur Jaffna, la ville ressemble à une sous-préfecture restée en marge du monde moderne, palmeraie piquetée de niches d'églises chrétiennes et de temples hindous. Le centre-ville porte peu de traces du conflit. Mais, sur le front de mer, les alentours de l'ancien fort construit par les Hollandais, naguère bastion des

tés féminines, reconnaissable à sa tonique sombre, au pantalon serré sur la cheville et aux cheveux courts à la garçonne. Trois portraits de kamikazes féminins des « Tigres de mer » se dressent à un carrefour pour rappeler l'exploit de ces jeunes femmes qui ont jeté, l'an dernier, leurs hors-bord sur des bateaux de la navy srilankaise.

Le LTTE administre Jaffna comme la capitale d'un pays indépendant. « Il n'y a pas un seul secteur d'activités que les Tigres n'aient

Des prêtres militants de « la cause »

« Les Tamouls ont fait la guerre au nom de la paix. Si les jeunes ont pris les armes, c'était en réponse aux violences que nous ont fait subir des gouvernements injustes et chauvins. On nous a entraînés dans la guerre. » Ainsi parle Thomas Savundaranayagam, évêque de Jaffna. Discours plutôt inhabituel pour un prêtre, mais qui donne le ton de cette Eglise catholique qui n'hésite pas à vanter les mérites du glaive. « En tant que catholique je réprouve la violence », ajoute l'évêque, mais en tant que Tamoul, je suis militant de la cause. « L'Eglise est puissante en pays tamoul : les « Tigres » savent qu'il leur faut son soutien, et les prêtres, de leur côté, cautionnent le pouvoir des rebelles dans la péninsule. Il n'est guère étonnant, dès lors, que certains prêtres de Jaffna se soient opposés à la visite du souverain pontife ainsi entendue : Jean Paul II n'est venu qu'à Colombo, terre cingalaïse.

Le père Emmanuel, responsable du séminaire Saint-François d'Assise, a même écrit au pape pour l'exhorter à repousser son voyage. Sa lettre a été signée par de nombreux prêtres. « Je lui ai demandé de se rendre à Jaffna ne serait-ce que pour deux heures et d'embrasser la terre tachée de sang de notre sol. Mais le Saint-Père ne m'a pas répondu ».

gouvernementaux, offrent un spectacle désolant : maisons écroulées, stade en ruine, cinéma effondré témoignent des durs combats qui ont opposé les Tigres aux soldats srilankais, mais aussi aux troupes indiennes lors de l'intervention de New Delhi dans la péninsule, à l'automne 1987.

Le LTTE a formé ses propres forces d'ordre et des policiers vêtus d'uniformes et de calots bleus, écusson rouge frappé d'une tête de tigre rugissant sur la manche, patrouillent, matraque à la main. Parfois, on croise un combattant en tenue camouflée, bardé de carabines, la kalachnikov en bandoulière. Ou une « Tigressa » des uni-

les Tigres est perdu », avertit un professeur. Pas de presse libre, un contrôle total et permanent de la vie des citoyens : il est peu étonnant, dès lors, que l'on entende si peu de critiques envers un parti que les plus hardis qualifient, sans commentaire, d'« autoritaire », voire de « dictatorial ». « Même si tout le monde, loin s'en faut, n'aime pas les Tigres, ils restent cependant le symbole de la lutte de la communauté tamoule, humiliée par la majorité cingalaïse depuis trop longtemps, ajoute le même enseignant, sous le sceau de l'anonymat. En cela, le LTTE reste populaire. Mais le souhait des gens est qu'il occupe le terrain, pas qu'il règne ».

PLEINE AUTONOMIE

Réalité ou faux-semblant ? Le discours des Tigres se fait nettement plus modéré en cette période de trêve : « Nous sommes prêts à envisager une alternative à l'Eelam en échange de l'établissement d'une pleine autonomie pour les régions tamoules », assure ainsi le brillant idéologue barbu du mouvement LTTE, Anton Balasingam. Et d'ajouter, comme en réponse à la présidente Kumaratunga, qui a parlé récemment de « donner des pouvoirs étendus » à la minorité tamoule : « Si une solution permettant de garantir certaines aspirations fondamentales de notre peuple est trouvée, il n'y aura plus lieu de continuer notre lutte pour l'indépendance politique ». « Je me bats pour mon peuple ». Sur la ligne de front, tout est calme, mais le « commandant » Vellai, vingt ans, ne semble pas se faire beaucoup d'illusions sur l'issue du processus de paix en cours. « Tout dépend du gouvernement », dit-il en souriant. En face, à quelque 500 mètres, commencent les premières lignes srilankaises. Devant un bunker où veillent ses hommes, Vellai montre la capsule de cyanure que chaque Tigre porte autour du cou : « Je ne tomberai jamais vivant aux mains de l'ennemi », dit-il.

Bruno Philip

Un kaléidoscope religieux

● Histoire. Le Sri Lanka garde trace d'une histoire tourmentée dans le kaléidoscope de ses religions. Le bouddhisme, très majoritaire, est venu, dès avant notre ère, de l'Inde. C'est aussi chez ce puissant voisin du Nord que sont arrivés les Tamouls, habitant le sud du sous-continent. Quant aux musulmans (« Moors »), ils sont les descendants de commerçants arabes et sont établis surtout dans le sud-est et à Colombo. ● Colonisation. Les religions chrétiennes ont, quant à elles, été amenées par les colonisateurs européens successifs. Le protestantisme a été pour la première fois importé par les Hollandais, un temps maîtres de l'île. La colonisation anglaise (1802-1948) a renforcé les dénominations groupements religieux réformés, parmi lesquelles elle puisait ses

fonctionnaires. Le catholicisme, lui, a été introduit par les Portugais, à partir de 1505. Combattu par les calvinistes hollandais, il a été « sauvé », au XVII^e siècle, par le Père Vaz, canonisé, le 20 janvier, par Jean Paul II.

● Tamouls. Les hindous du nord de Ceylan, souvent dits « Tamouls de Jaffna », ont, eux, été réceptifs, à partir du XIX^e siècle, à l'action de missions catholiques. Ils sont près d'un demi-million, soit le cinquième de cette communauté, à suivre l'enseignement de Rome - près de la moitié des catholiques de l'île. Au XIX^e siècle, le colonisateur anglais avait favorisé la venue d'autres hindous, du Tamil Nadu (sud de l'Inde) dans le centre de Ceylan. Ces Tamouls (dits « des collines ») ont été amenés sous contrat sur les plantations de thé. Ils ont fini par se compter en centaines de milliers. A l'inverse de leurs coreligionnaires du Nord, ils n'ont pas appuyé la lutte armée pour l'indépendance lancée en 1983 et aujourd'hui incarnée par les Tigres du LTTE.

مكتبة الأهل

السلامة العامة

Offensive et contre-offensive dans le sud du Soudan

Le régime de Khartoum, auquel la France est accusée d'apporter son soutien, tente, une fois encore, de réduire la rébellion.

La guerre n'en finit pas de ravager le sud du Soudan, dont la population - animiste ou chrétienne - continue, depuis de longues années, de s'opposer au pouvoir de Khartoum, qui représente le « Nord » - arabe -

phone et islamisé. L'armée gouvernementale a commencé son offensive de la saison sèche. Mais le principal mouvement de la rébellion sudiste, celui du colonel John Garang, continue à se battre et semble s'être engagé dans une

nouvelle phase de sa résistance, avec de nouveaux appuis dans cette partie de l'Afrique. Aussi cet interminable conflit implique-t-il, plus que jamais, l'ensemble de cette région. Curieusement, selon les rebelles et des rumeurs persistantes, la France est accusée d'apporter son soutien au régime militaire-islamiste de Khartoum. Mais, aux yeux des observateurs et des experts occidentaux, cette aide ne saurait être déterminante.

Le régime de Khartoum, auquel la France est accusée d'apporter son soutien, tente, une fois encore, de réduire la rébellion.

NAIROBI

de notre correspondant
Kapota doit tomber : le colonel Garang, chef de la principale faction de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), n'a guère d'autres moyens de redorer son blason. Les combats font rage depuis la mi-décembre autour de cette bourgade de la province d'Equatoria-Orientale, reprise à l'APLS par les forces gouvernementales, en mai 1992. Et John Garang, qui va de revers en revers depuis l'éclatement de son mouvement en août 1991, a concentré le maximum de maquisards autour de la ville. « Kapota est encerclée, affirme Steven Wond, le porte-parole du mouvement rebelle à Nairobi, et sa chute n'est qu'une question de jours ».

Dans les milieux humanitaires, qui suivent de près l'évolution des combats, on reconnaît la nécessité de cette victoire - plus psychologique que stratégique - à Kapota pour les combattants sudistes, mais on hésite encore à parier sur un succès de l'APLS. Pourtant, la situation du colonel Garang s'est sensiblement améliorée, depuis le mois de septembre.

Le chef rebelle aurait reçu de nouvelles livraisons d'armes, probablement d'origine américaine, par l'intermédiaire de l'Ouganda. Des sources concordantes ont fait état de fournitures algériennes - façon pour le pouvoir en place à Alger de contre le soutien que le gouvernement de Khartoum est accusé d'apporter aux maquis islamistes. D'autres livraisons seraient d'origine zimbabwaise, au nom d'une certaine solidarité africaine contre l'impérialisme américain. Si, à Nairobi, l'indépendance du Soudan est une cause majeure, les non gouvernementaux (ONG) d'obédience chrétienne, qui vivent dans les peuples noirs, agnostes ou chrétiens, du sud du Soudan le dernier rempart en Afrique contre le « terrorisme islamique ».

Un « échange » franco-soudanais ne s'est pas vérifié sur le terrain

En outre, les maquisards soudanais peuvent désormais compter sur le soutien de l'Érythrée, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Khartoum en décembre 1994, et sur celui de l'Éthiopie, dont les rapports avec le régime du général Omar El Bechir seraient au plus bas.

« Pour avoir une idée des projets de Garang, explique un observateur basé à Nairobi, il faut suivre les mouvements des populations. Or les Dinkas (la tribu de John Garang qui forme le gros des réfugiés sudistes) ont été récemment avertis vers trois destinations : le camp de Kakuma au Kenya (un allié de toujours de la rébellion), au camp de Nakush, à proximité de Kapota - car, s'il s'empare de cette localité, Garang veut en faire une base militaire et il a donc besoin d'un camp de personnes déplacées aux alentours pour nourrir ses soldats avec l'aide humanitaire détournée - et, enfin, vers l'Éthiopie, d'où les réfugiés soudanais avaient été chassés en 1991, après le renversement du régime du colonel Mengistu par les rebelles tigréens. Ces derniers, longtemps soutenus par Khartoum, sont en train de renouer les alliances traditionnelles de la région, en suivant

les clivages religieux, chrétiens contre musulmans.

Reste à savoir si l'APLS saura profiter de ces nouveaux appuis pour retrouver son unité, ou au contraire si les multiples divisions, encouragées avec succès par Khartoum depuis quatre ans, ne vont pas davantage s'approfondir. Riek Machar, chef du Mouvement pour l'indépendance du Sud-Soudan, qui a fait défection en 1991, a laissé ses anciens compagnons d'armes s'opposer, seuls, aux offensives de l'armée gouvernementale, espérant affaiblir John Garang. Mais, aujourd'hui, sa tribu lui reproche de se livrer à des razzias dans le pays dinka plutôt que de combattre les « Arabes » du Nord.

Lain Akol, un Chilik, ancien compagnon de dissidence de Riek Machar, fait cavalier seul depuis six mois à la tête du Mouvement populaire de libération du Soudan unifié. Quant à William Nyuon, ancien « numéro deux » de l'APLS, il écume le sud du pays pour le compte de Khartoum, attaquant indifféremment les positions des maquisards partisans de Garang et les camps de réfugiés. À cette liste, il faut encore ajouter la faction de Kenbino Kuanyin, dinka aussi, évadé des prisons de John Garang en 1993, et qui, depuis, se bat dans la province du Bah-el-Ghazal aux côtés des nordistes. « Le gouvernement soudanais cherche à sonifier le sud », conclut un expert de l'ONG.

STRATÉGIE DE DIVISION
La stratégie de division de Khartoum touche aussi la province de l'Equatoria-Orientale, fief de la tribu zande. L'APLS s'y est implantée en 1991 après un accord politique avec le régime. Mais, depuis l'été 1994, le pouvoir a encouragé l'Érythrée, l'Éthiopie et les forces armées de la région à s'opposer à l'APLS. Le régime de Khartoum, depuis peu, la junte tenniste renouée des derniers - après avoir sans doute négocié un accord avec le gouvernement local - afin de déstabiliser les rebelles sur leur flanc sud, point faible du système de défense de la guérilla tournée vers le Nord.

Mais, réfugiés ou non, le porte-parole de l'APLS à Nairobi préfère parler d'une « présence de mille cinq cents militaires soudanais acheminés en avion par les autorités de Khartoum, fin 1994, sur le site de Dunga (dans le nord-est du Zaïre), sans doute grâce à l'entremise de la France ». Selon l'APLS, le gouvernement français aurait usé de ses



bonnes relations avec le maréchal Mobutu.

Le rôle de la France dans cette guerre civile suscite beaucoup d'interrogations dans cette partie de l'Afrique. Depuis la « livraison » du ténor Carlos par le gouvernement de Khartoum, les observateurs les plus qualifiés reconnaissent que tout cela reste du domaine de la rumeur ou de la spéculation, qu'ils n'ont pu vérifier sur le terrain les termes d'un « échange » franco-soudanais.

Qu'il s'agisse d'une médiation française pour faciliter les mouvements de l'armée gouvernementale à travers la République centrafricaine et le Zaïre ou encore de photos-satellite des régions méridionales du Soudan qui auraient été fournies aux militaires de Khartoum.

« L'AFFAIRE CARLOS »
« A-t-on vraiment besoin de photos-satellite pour faire la guerre au Sud-Soudan ? » s'interroge un ex-

banque de développement agricole soudanais, mais, depuis 1988, elle a gelé tout contact. L'FMI investissements privés, rares sont les firmes françaises à s'intéresser au Soudan. Alcatel était sur le rang pour moderniser le réseau téléphonique de Khartoum, mais, semble-t-il, le projet n'a pas abouti.

Le FMI reprend sa coopération avec Khartoum

LE SOUDAN redevient fréquentable aux yeux de institutions financières internationales. Placé en quarantaine par le Fonds monétaire international (FMI) en août 1993, privé de toute possibilité d'emprunt en raison de l'accumulation d'arriérés de paiement (1,6 milliard de francs, soit 8,5 milliards de francs), Khartoum n'est plus considéré comme un pestiféré.

Alors qu'il y a deux ans, le FMI envisageait de faire pression sur le Soudan pour le contraindre à se retirer de la coopération avec le régime de Khartoum, la coopération reprend en fait sa dette en échange d'un programme de réformes économiques. La semaine dernière, le FMI a été félicité avec le feu vert du FMI pour reprendre son assistance technique au Soudan.

Jusqu'alors, la Banque mondiale, l'autre grande institution financière internationale, était restée en retrait. À la mi-1993, elle a rompu ses relations avec le régime du général Omar El Bechir en fermant son bureau dans la capitale soudanaise. Des problèmes d'arriérés non payés expliquent aussi ce geste, même si les sommes en jeu apparaissent dérisoires (31 millions de dollars). « Qu'ils soient lauriers et nous réactiverons notre relation », assure un responsable de la Banque.

Quant à la France, elle a rapporté - officiellement - aucun soutien au Soudan en dehors d'une aide alimentaire par le biais d'organisations non gouvernementales (ONG). La Chaire française de développement (CFD), bras financier du ministère de la coopération, détient une participation dans une

banque de développement agricole soudanais, mais, depuis 1988, elle a gelé tout contact. L'FMI investissements privés, rares sont les firmes françaises à s'intéresser au Soudan. Alcatel était sur le rang pour moderniser le réseau téléphonique de Khartoum, mais, semble-t-il, le projet n'a pas abouti.

LA VOLONTÉ DE DIEU
Il est vrai que le Soudan, avec pour seuls exportations du coton, de la gomme arabique et un peu de minerais, est un pays économiquement très dépendant de la planète. Plus précis, le FMI l'évalue à 224 dollars par an, soit trois fois moins que celui d'un Égyptien.

Pays islamique, le Soudan mène une politique électorale. Les prix sont libres, les subventions pour les produits alimentaires en voie de disparition les importations se font sans entraves (à l'exception d'alcool et des armes), et un programme de privatisation est en chantier. Le régime peut s'enorgueillir d'une réussite : l'économie a crû de 6 % en 1993-1994. Cette année, la hausse attendue est de 7,6 %. Selon l'étude du FMI, faite en novembre, mais la hausse des prix a été de 60 %. Les plus démunis souffrent des premiers à en souffrir. Mais le président s'est défendu : « Nous ne pouvons pas faire d'importer que les gens vivent dans des conditions égaies, c'est la volonté de Dieu ».

J.-P. T.

Le président tunisien cherche à séduire la classe moyenne en favorisant la consommation

COINCÉE entre une Algérie en perdition et une Libye à la dérive, la Tunisie par contraste fait figure d'oasis de paix et de prospérité. Les islamistes y ont été réduits au silence par la répression. L'opposition n'a guère droit au chapitre. Mais l'économie est florissante. En 1994, le pays a affiché une croissance du produit intérieur brut proche de 5 %. Les finances publiques sont saines - avec un déficit budgétaire inférieur à 2 % du PNB. L'inflation est modérée et la balance commerciale s'est nettement améliorée, l'an passé. Seul point noir, le chômage. Les jeunes chômeurs, notamment sans qualification, ont peu de chance de trouver un emploi.

Dans ses interventions, le président Zine El Abidine Ben Ali ne cesse de répéter que la croissance économique est « la pierre angulaire » d'une société « saine » - en clair débarrassée des islamistes - mais aussi que « la force et l'immortalité d'une société résident essentiellement dans la solidarité et l'abandon de la classe moyenne ». Il ne s'agit pas de mots creux. Derrière le discours cache une stratégie pour chasser la « classe moyenne » parée de toutes les vertus.

Depuis des mois, les Tunisiens peuvent s'offrir à leur goût

plus ultra des appareils électroménagers, en particulier d'énormes réfrigérateurs américains en comparaison desquels les modèles tunisiens font pâle figure. Dans un discours prononcé, le 7 novembre 1993, à l'occasion du sixième anniversaire de son accession au pouvoir, le successeur du président Habib Bourguiba est allé plus loin en proposant de « mettre en vente, sur le marché national, une voiture [de] petite cylindrée [...] qui servirait de porte des bourses de toutes les familles à revenu moyen et faciliterait leurs déplacements pour vaquer à leurs affaires ».

OFFRE RÉDUITE
Relayée par une presse sous contrôle, l'idée du président Ben Ali a alimenté bien des conversations. Toutefois, candidats à l'acquisition d'une voiture qui allaient bénéficier, promettait le pouvoir, d'une réduction de taxation ramené à 20 % du prix hors taxes, au lieu de 100 % pour les modèles plus sophistiqués. Depuis le dossier est enterré. « On se demande si le projet sera jamais le jour », s'interroge un diplomate en poste à Tunis. Non pas que le chef de l'État ait renoncé à son projet. Mais son initiative, dictée par des considérations politiques, improvisée de bout en

bout, se heurte à des problèmes pratiques insurmontables. Les autorités tunisiennes ont en le tort de définir la « voiture populaire » par des critères techniques. Or la demi-douzaine de constructeurs étrangers admis sur le marché local ne disposent pas de modèle adéquat. Fabriquée par Renault, numéro un dans le pays, la Clio frise les 5 CV tandis que son concurrent, le groupe Peugeot, offre avec la 106 un véhicule de 4 CV mais, en pratique, monté à très peu d'exemplaires. Mieux aurait valu définir la voiture de M. Tout-le-monde par un critère de prix.

L'arrivée à échéance, le 31 décembre 1993, du système d'importation automobile en vigueur depuis 1989 a ajouté à la confusion. D'ordinaire, les importateurs se sont sélectionnés en fonction d'un strict cahier des charges qui n'a pas grand-chose à voir avec celui en vigueur jusqu'à maintenant. Mais les négociations ont pris du retard et aucune firme n'a encore été officiellement agréée. Pendant ce temps-là, la liste des candidats à la « voiture populaire » n'en finit pas d'allonger. Celle des mécontents aussi. L'opération de séduction du président Ben Ali a fait long feu.

Jean-Pierre Tuquoi

Fin de la crise de confiance entre M. Mandela et M. De Klerk

LE PRÉSIDENT Nelson Mandela et son prédécesseur, l'actuel vice-président Frederik De Klerk, ont mis fin, vendredi 20 janvier, à la pire crise qu'ait connue jusqu'ici le gouvernement d'union nationale en Afrique du Sud, en s'engageant à imprimer un « nouveau départ » à leurs relations.

La coalition gouvernementale, mise en place il y a huit mois, a été profondément secouée par l'affaire de l'immunité qui aurait été accordée, juste avant les élections d'avril 1994, à trois mille cinq cents policiers, dont le chef de la police et les deux anciens ministres de la police et de la défense. M. De Klerk a affirmé, devant les congrès du Parti national, jeudi 19, qu'il n'avait pas été informé d'une mesure « préjudiciable au sein de l'appareil policier ». À l'issue de leur entretien, les deux dirigeants ont redonné leur accord sur cette affaire, révisée il y a une dizaine de jours. Ils ont néanmoins souligné que les « discussions actuelles se poursuivent d'urgence » et que tout soit fait pour « rétablir la confiance mutuelle ».

(AFP)

■ CISJORDANIE : le chef de l'administration militaire israélienne en Cisjordanie occupée, le général Gad Zohar, a démissionné de l'armée, a rapporté, vendredi 20 janvier, le quotidien *Yediot Aharonot*. Cette démission est consécutive au refus du premier ministre de le nommer au poste de coordonnateur des activités militaires dans les territoires occupés, pour succéder au général Danny Rodich. Dans une déclaration au *Yediot*, le général Zohar a estimé qu'Israël aurait pu être « plus généreux » dans ses négociations avec les Palestiniens et « plus sensible à leurs problèmes ». Et d'ajouter : « Nous sommes du côté des plus forts et la générosité doit venir de nous. » (AFP)

■ ISRAËL-SYRIE : les négociations de paix reprendront, la semaine prochaine, à Washington, au niveau des ambassadeurs, a annoncé, vendredi 20 janvier, l'ambassadeur de l'État hébreu aux États-Unis. Selon Itamar Rabinovitch, des officiers supérieurs des deux pays devraient se joindre aux pourparlers, une dizaine de jours plus tard. Damas n'avait pas encore confirmé l'information, samedi dans la matinée, mais le ministre syrien des affaires étrangères Farouk el Charr avait déclaré, le 12 janvier, une reprise « prochaine » des négociations de paix syro-israéliennes, à Washington. (AFP)

■ BAHRÉIN : de violentes manifestations ont encore opposé, jeudi 19 janvier, des manifestants aux forces de l'ordre, mais le calme a été rétabli, vendredi, ont indiqué des sources diplomatiques à Manama. Dans un communiqué, le Front islamique pour la libération du Bahreïn, mouvement d'opposition interdit, a affirmé que plusieurs personnes avaient été blessées par les forces de l'ordre. Selon une autre formation d'opposition, le Comité pour la défense des prisonniers politiques à Bahreïn, vingt-cinq manifestants ont été tués. (AFP)

■ NIGÉRIA : une explosion sur une plate-forme pétrolière, au large de la côte, a fait, mercredi 18 janvier, six morts, dix-huit blessés et quatre disparus. Cet accident a touché une installation de la compagnie pétrolière Shell. La compagnie française Bouygues offshore faisait des travaux. On ignore la nationalité des victimes. Dix blessés, dont trois Français, ont été rapatriés à Paris. (AFP)

■ MALI : la principale base des rebelles du Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), fraction « arabe » de la rébellion touarègue, est tombée aux mains de l'armée, mardi 17 janvier, a annoncé l'état-major. Cette opération menée à Tin-Adema, à 400 kilomètres de Kidal, dans le nord du pays, s'est heurtée à « une farouche résistance », a précisé le communiqué, sans faire état du nombre de victimes. Le FIAA est le seul mouvement touarègue en guerre ouverte contre le gouvernement, après avoir renoncé au processus déclenché par la signature du pacte national, en 1993. (Reuters)

■ SIERRA LEONE : deux autres employés britanniques de la compagnie minière Sierroco (Sierra Leone Ore and Mine Company) ont été enlevés, vendredi 20 janvier, dans le sud-est du pays, par des rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), a annoncé un porte-parole du ministère de la défense, à Freetown. Mercredi, au moins dix membres du personnel de la compagnie minière, dont deux Britanniques, avaient été kidnappés par le RUF. (AFP)

■ CHINE : Deng Xiaoping est dans le coma et « il est peu probable qu'il vive au-delà de la fin du mois de mars », a affirmé, vendredi 20 janvier, le quotidien *Asian Wall Street Journal*, qui cite des sources chinoises. Les diplomates occidentaux pensent que sa mort n'est plus qu'une question de mois, écrit le journal, qui ne donne pas davantage de précisions sur la santé du numéro un chinois. (Reuters)

■ BIRMANIE : la dissidente Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, a peu de chances d'être libérée rapidement. La junte au pouvoir à Rangoun a fait savoir qu'il fallait attendre que soit achevée la rédaction de la Constitution, a-t-on appris, vendredi 20 janvier, de sources diplomatiques. Or, à leur avis, il faudrait probablement trois ans pour que soit achevée l'élaboration de ce texte. (Reuters)

Le Monde ÉDITIONS

PLANTU

Le pire est derrière nous

En vente en librairie

Moscou tente de rassurer les Occidentaux sur le sort des réformes économiques

Le Parlement a rejeté un projet de budget qui n'intégrait pas le coût de la guerre en Tchétchénie

A Grozny, les indépendantistes tchétchènes se sont repliés, vendredi 20 janvier, le long de la rivière Soujia. Des affrontements ont

éclaté près de Khasavjourt, au Daghestan voisin, jusque-là épargné. A la frontière tchétchène-ingouché, on signale des heurts

entre la population et les forces armées russes. La crise tchétchène doit être examinée à Bruxelles le lundi 23 janvier.

A Moscou, la Douma a rejeté le projet de budget 1995 qui ne prenait pas en compte le coût de la guerre en Tchétchénie.

MOSCOU

de notre correspondant
« Concernant la stratégie et la tactique des réformes en Russie, il n'y aura pas de changement », réaffirme Boris Eltsine. Anatoli Tchoubaï, le nouveau vice-premier ministre chargé de l'économie, qui doit se rendre dans quelques jours au Forum économique de Davos, a pour mission de dire qu'il ne peut être question d'un quelconque changement dans la voie économique suivie par le gouvernement en général et dans le domaine des privatisations en particulier. Quant au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, il avait déclaré, lundi 16 janvier, dans une allocution télévisée : « Sans équivoque : il n'y aura pas de retour en arrière. »

Ces tirs groupés visent à rassu-

rer les investisseurs étrangers et les financiers internationaux, très inquiets de l'évolution récente du pays. Davantage même que la guerre en Tchétchénie, les déclarations, fin décembre, du nouveau responsable des privatisations, Vladimir Poutinev, avaient semé la panique : il s'était dit favorable à la renationalisation des entreprises « privatisées par erreur », notamment dans les domaines de l'énergie et de l'aluminium, car ces ventes partielles « menaçaient la sécurité nationale ». « Cet homme n'a pas compris son rôle », a tranché Boris Eltsine, le 18 janvier.

PRÊT SOUS CONDITIONS

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a entamé, mercredi, à Moscou des discussions avec les responsables

russes. Ces négociations, qui devaient durer près d'une semaine, portent sur l'octroi à la Russie d'un prêt stand-by de 6,4 milliards de dollars (34 milliards de francs). Un mémorandum doit être élaboré et signé. A condition toutefois que la Russie soit capable de présenter un budget crédible : vendredi 20 janvier, la chambre basse du Parlement, dont l'une des rares prérogatives reste budgétaire, a rejeté le projet en deuxième (mais pas dernière) lecture, réclamant notamment que le coût de la guerre y soit inclus.

Dans son budget 1995 (231 000 milliards de roubles, soit 323 milliards de francs), la Russie compte sur 64 milliards à 69 milliards de francs de crédits extérieurs pour financer, sans recourir à la planche à billets génératrice d'inflation, les

deux tiers d'un déficit fixé à 7,7 % du PIB (71 000 milliards de roubles, soit 95,4 milliards de francs).

UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ

Avec la guerre en Tchétchénie, beaucoup d'experts pensent que les dépenses ne pourront être contenues. « Évidemment, nous devons revoir le budget, car la guerre est très coûteuse », a concédé le ministre des finances, Vladimir Potemkin (qui a été nommé au Conseil de sécurité, le nouveau « Politburo ») : pour lui, si la guerre « ne traîne pas », le budget d'austérité de 1995 pourra couvrir le coût de la destruction et de la « reconstruction » de la Tchétchénie. Ce coût, officiellement estimé à plus de 4 000 milliards de roubles (5,3 milliards de francs) pourrait

atteindre, selon d'autres sources, 15 000 milliards de roubles, soit plus de 20 milliards de francs. De « nouvelles recettes », assez nébuleuses, doivent être dégagées.

Le marché sanctionne chaque jour le Kremlin. Malgré les interventions de la Banque centrale, le rouble continue de plonger. Satisfait de la libéralisation des exportations de pétrole (dont les modalités restent toutefois peu claires), le FMI devra juger si le projet de budget anti-inflationniste est réaliste, notamment si, comme le dit Boris Eltsine, la guerre est « presque terminée ». Faute de quoi, ses crédits pourraient être engloutis avec l'inflation (16 % en décembre) ou servir à financer les « opérations de simple police ».

Jean-Baptiste Nauudet

La Croix-Rouge dénonce les violations du droit humanitaire en Tchétchénie

MOSCOU

de notre correspondant
Pas de trêve pour évacuer les blessés, pas de droit de visite aux prisonniers, mais des raids aériens qui touchent principalement les civils ; des hôpitaux et des réservoirs d'eau potable bombardés ; des obstacles « administratifs » qui bloquent l'aide : le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dénoncé, jeudi 19 janvier, les graves violations du droit humanitaire en Tchétchénie, où « la plupart des victimes sont des civils ». « Il est grand temps que les principes du droit humanitaire soient pris en considération », a lancé le chef de la délégation du CICR à Moscou, Thierry Meyerat, lors d'une conférence de presse. Le CICR a demandé un cessez-le-feu pour pouvoir évacuer les blessés et les civils pris au piège à Grozny. S'adressant aux « parties » en conflit, l'or-

ganisation suisse s'est, certes, abstenue de montrer Moscou du doigt. Mais c'est la Russie qui mène des raids aériens, elle qui refuse un cessez-le-feu ; elle qui « a ratifié la Convention de Genève », a souligné le chef du CICR à Moscou. Lors d'une rencontre, mardi 17 janvier, à Genève avec le chef de la diplomatie russe, Andreï Kozirev, le président du CICR, Cornelio Sommaruga, avait déploré « les terribles conséquences des attaques et des bombardements des populations civiles ».

Les autorités russes refusent au CICR le droit de visiter les prisonniers tchétchènes. Elles n'ont pas même fourni d'informations sur leur nombre et leurs lieux de détention. Du côté tchétchène, le CICR n'a pu visiter que 10 prisonniers sur près d'une centaine. La Russie semble tout mettre en œuvre, malgré des assurances de façade, pour retarder ou empêcher l'aide humanitaire aux

quelque 360 000 réfugiés et aux milliers de blessés. Le CICR en a compté plus de 2 000 du côté tchétchène et autant du côté russe, mais de nombreux blessés tchétchènes ne sont pas enregistrés dans les hôpitaux.

LE HCR « BLOQUÉ AVANT DE COMMENCER »

Même s'il est « difficile de dire » que l'aide est délibérément bloquée par Moscou, M. Meyerat a estimé que les autorités russes « n'avaient pas pris en compte la dimension humanitaire » du conflit, notamment en fermant les frontières sud de la Russie, y compris aux convois d'aide.

Les organisations humanitaires se heurtent aussi à des « problèmes » de visas. Lorry Hollingworth, un responsable des opérations du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) en Tchétchénie, « est arrivé à une série de problèmes ad-

ministratifs et douaniers. Invité par les autorités russes, le 27 décembre, à intervenir en Tchétchénie, le HCR s'attendait à une aide. « Ici nous avons pratiquement été bloqués avant de commencer », a déclaré M. Hollingworth au Washington Post. Conclusion de M. Meyerat : « le gouvernement [russe] doit prendre ses responsabilités pour améliorer l'aide humanitaire, et les autorités doivent soutenir l'aide et non pas l'empêcher ou la contrôler. »

Jean-Baptiste Nauudet

■ Le CICR a besoin de 43 millions de dollars. - Le Comité international de la Croix-Rouge a lancé, jeudi 19 janvier, un appel pour pouvoir récolter 43 millions de dollars nécessaires à la poursuite de son action, dans quelque 100 000 pays du monde.

Premier différend pour la nouvelle Organisation mondiale du commerce

Les Etats-Unis envisagent des rétorsions contre la politique européenne de restriction des importations de bananes

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant
Le 10 février, les Etats-Unis, s'appuyant sur leur législation commerciale nationale (la section 301 du Trade Act) et négligeant donc les procédures de règlement des différends de la toute nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC), devraient annoncer des mesures de rétorsion commerciale contre l'Union européenne, dont ils contestent l'Organisation commune de marché (OCM) de la banane.

Dans une lettre adressée le 10 janvier à Mickey Kantor, représentant spécial du président Clinton pour les négociations commerciales, Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé de la politique commerciale, a déjà protesté contre ce manquement programmé aux obligations souscrites par Washington dans l'accord signé en avril à Marrakech. La politique commerciale américaine, telle qu'elle est influencée par la nouvelle majorité républicaine au Congrès, est en train de donner raison aux pessimistes : l'OMC, ainsi dévoyée, n'organiserait pas le commerce international de manière plus équitable que le GATT, auquel elle succède, n'a été capable de le faire. Aujourd'hui comme hier, les Américains sont décidés à agir à leur guise.

L'OMC, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1993, limite les importations de « bananes dollars » en provenance des pays d'Amérique latine, afin de protéger la production communautaire (notamment des départements français d'outre-mer, des Canaries et de Madère) et celle des pays d'Afrique et des Caraïbes signataires de la convention de Lomé. Les Etats-Unis ne sont pas exportateurs de bananes (mis à part des tonnages très limités en provenance d'Hawaï), mais ils font valoir que leurs multinationales (Chiquita, Dole), qui ont investi dans les pays d'Amérique latine en tablant sur un accès équitable au



traité de Rome, un « protocole banane », qui leur permettrait d'importer sans droits de douane et à bas prix leur banane de la zone dollar. La mise en place du Marché unique ne permettrait plus de garder ainsi des marchés closés. En dépit des efforts des multinationales américaines, relayées dans la Communauté par plusieurs États membres, et avec une force toute particulière par l'Allemagne, les Douze adoptèrent la nouvelle OCM en février 1993.

La politique d'importation de l'Union avait déjà été vivement attaquée au GATT par les pays producteurs d'Amérique latine. Pour mettre fin à cette situation conflictuelle, les Douze ont conclu en février 1994 un arrangement avec quatre d'entre eux (la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua et le Venezuela). Les quotas d'importation ont été portés alors de 2 millions de tonnes à 2,2 millions, et l'Union a réservé une partie des licences disponibles à ces quatre pays fournisseurs, ce qui leur a permis de reprendre le contrôle de leurs exportations et de se soustraire, au moins partiellement, à la tutelle de Chiquita et des autres multinationales.

La politique d'importation de l'Union européenne, telle qu'elle résulte de l'OCM, figure dans l'accord de Marrakech (signé par l'ensemble des parties contractantes du GATT, dont les Etats-Unis), et l'arrangement conclu avec les quatre pays latino-américains y a été annexé.

MÉTHODE PROVOCATRICE

C'est sur une plainte de Chiquita, apparemment fortement appuyée par Bob Dole, le chef de la majorité républicaine au Sénat, que l'administration américaine a décidé de déclencher la procédure de la section 301 contre l'Union européenne, mais aussi contre la Colombie et le Costa Rica. Selon une méthode inédite et un tantinet provocatrice, M. Kantor a invité les organisations professionnelles

américaines à suggérer les mesures de rétorsion les plus efficaces (« Dites-moi donc où ça leur ferait le plus mal »). Cette phase d'investigation sera achevée le 10 février, et les services de M. Kantor annonceront alors à quelle sauce ils ont l'intention de manger ces indécrottables Européens.

Selon une tactique fréquemment utilisée par les Américains, les mesures de rétorsion seront probablement publiées, mais leur application différée. Le temps de faire place à la négociation et de s'employer à diviser le camp communautaire. Le terrain est favorable à de telles manœuvres : l'Allemagne, soutenue par le Benelux et le Danemark, hurle littéralement contre l'OCM, responsable, selon elle, de la hausse des prix des bananes (hausse amplifiée, explique-t-on à

en février. Bref, les Allemands (oubliant que, mis à part ce cas de la banane, ils sont, depuis plus de trente ans, les principaux responsables de l'existence de prix agricoles élevés dans la Communauté) sont à la recherche de toute occasion pour remettre en cause l'OCM. L'arrivée des Autrichiens, des Finlandais et des Suédois va renforcer leur main.

Cependant, les Français, les Anglais, les Espagnols, les Portugais, les Grecs, semblent déterminés à résister à ces attaques. Il n'y a certainement pas de majorité, aujourd'hui, au sein des Quinze, pour modifier l'organisation de marché. Si les Etats-Unis adoptent des mesures de rétorsion, l'Union pourrait introduire un recours, le premier du genre, devant l'OMC, voire décider des représailles dans le cas où

La Banque mondiale s'en mêle

Le différend américano-européen à propos de la banane n'intéresse pas seulement ces deux parties : les institutions financières internationales s'en mêlent aussi. Dans un récent rapport consacré à ce sujet, la Banque mondiale considère que la politique européenne, plutôt « inefficace », a des effets « pervers » et qu'il vaudrait mieux l'abolir, quitte à consentir aux pays d'ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) une aide directe en lieu et place du système actuel de subventions. Sur les quelque 2,3 milliards de dollars par an que coûte la politique bananière de l'Union européenne, 300 millions de dollars seulement tombent en réalité dans la poche des pays producteurs, affirment les auteurs de cette étude, qui constitue une attaque en règle contre Bruxelles.

Bruxelles, par l'action des multinationales, qui, en 1993 et 1994, ont délibérément sous-approvisionné les marchés d'Europe du Nord.

Le gouvernement de Bonn a déjà attaqué l'OCM devant la Cour européenne de justice de Luxembourg, qui l'a débouté en octobre 1994. Les Allemands ont introduit un second recours, reprochant à la Commission d'avoir outrepassé ses compétences en concluant un accord (que néanmoins tout le monde a signé) avec les quatre producteurs latino-américains. L'arrêt devrait tomber

les mesures américaines seraient appliquées. « Ce sera un test pour le fonctionnement des nouvelles règles du commerce international. C'est déjà la preuve que nous avons eu tort de ne pas rejeter clairement et catégoriquement la possibilité pour les Américains de faire appel à leur législation de défense commerciale nationale, aussi longtemps que les procédures de règlement des différends de l'OMC n'ont pas été menées à leur terme », souligne-t-on à Bruxelles.

Philippe Lemaître

La Belgique introduit le temps partiel dans la fonction publique

BRUXELLES

de notre correspondant
Le gouvernement belge a pris une initiative spectaculaire pour la création d'emplois en annonçant, vendredi 20 janvier, la semaine de quatre jours pour les volontaires et la possibilité du travail à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans dans l'administration.

Quel que soit leur âge, 80 000 fonctionnaires fédéraux pourront travailler un jour de moins par semaine en conservant, en moyenne, 90 % de leur salaire net (un peu moins pour les salaires les plus élevés). Ceux, âgés de cinquante-cinq ans, qui opteront pour le travail à mi-temps toucheront la moitié de leur traitement et une prime mensuelle de 2000 francs français, en gardant leurs droits pleins à la retraite. Des régimes aménagés de départ anticipé à la retraite sont aussi prévus.

A quelques variantes près, ces mesures sont applicables aux fonctionnaires des communes et des provinces. Les responsables des entités fédérées (régions et communautés linguistiques) sont invités à étudier des innovations analogues. Le ministre de la fonction publique s'est déclaré incapable d'évaluer le nombre des emplois qui seront ainsi créés indirectement. Mais c'est l'objectif poursuivi, plutôt que la réduction de la masse salariale. Dans un entretien accordé vendredi au quotidien *Le Soir*, Jean-Luc Dehaene, premier ministre, souligne que la croissance ne suffira pas pour réduire fondamentalement le chômage, qui touche actuellement 500 000 personnes dans le pays. Il préconise « la flexibilité accrue dans l'organisation du travail, la mise aux travailleurs ». Un accord, signé dans l'industrie chimique (750 entreprises, 100 000 salariés) devrait être conclu le 25 janvier. Il permettra lui aussi le passage au temps partiel et la retraite des cinquante-cinq ans.

Jean de la Guérivière

Le Parlement slovaque vote le programme économique gouvernemental

PRAGUE

de notre correspondant
Le Parlement slovaque a approuvé vendredi 20 janvier, par 83 voix sur 150, l'ambitieux programme de Vladimir Meciar, qui a promis que le niveau de vie de ses concitoyens rattrapera celui des Occidentaux en 2010. La coalition au pouvoir entend, d'ici à la fin de la législature, dans quatre ans, parvenir à une croissance annuelle de 5 %, ramener le chômage de 15 % à moins de 10 %, contenir l'inflation en deçà de 10 % et limiter le déficit budgétaire à 3 % du PIB.

D'autre part, M. Meciar, pressé par ses alliés de la démogogue Association des ouvriers (ZRS), a annoncé une renance des investissements dans les infrastructures et la construction de logements sociaux, financés hors budget.

Le cabinet veut privilégier le rachat des entreprises par leurs salariés et l'encadrement. La privatisation par coupons « devrait être lancée dans les plus brefs délais », a déclaré M. Meciar. En politique étrangère, le gouvernement a réaffirmé la volonté de la Slovaquie de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne.

L'opposition, qui juge les objectifs économiques du gouvernement « trop optimistes » et « irréalistes », a aussi violemment critiqué le projet de constitution d'une « garde nationale » et la maladresse du pouvoir sur les médias d'Etat.

Martin Plichta

مكتبة الشارقة

La Belgique introduit le temps partiel dans la fonction publique

Le général Rose quitte la Bosnie sans état d'âme

A la veille de son départ, le commandant de la Forpronu, contesté par les Bosniaques, défend son bilan

Le Britannique Michael Rose achève son mandat d'un an de commandant de la Force de protection des Nations unies (Forpronu) en Bosnie-Herzégovine. Il sera remplacé le 24 janvier par un autre général britannique, Rupert Smith, Michael Rose

quitte Sarajevo sur un bilan controversé. Du massacre sur le marché de Sarajevo en février 1994 à l'accord de « cessation des hostilités » d'il y a trois semaines, en passant par les « crises » de Gorazde et de Bihac, le général britannique fut au cœur

des turbulences bosniaques. « Nous ne pouvons pas défendre quoi que ce soit en tant que force de maintien de la paix, commente-t-il aujourd'hui. La protection et la défense sont des missions de guerre, des missions de combattants. »

SARAJEVO

Sir Michael Rose est le seul commandant de la Forpronu qui n'aura perdu ni ses nerfs ni son âme en Bosnie-Herzégovine. Il achève, satisfait, son mandat d'un an. Du massacre sur le marché de Sarajevo en février 1994 à l'accord de « cessation des hostilités » d'il y a trois semaines, en passant par les « crises » de Gorazde et de Bihac, le général britannique fut au cœur des turbulences bosniaques. Cynique et charmeur, fier et pétillant, il aura promené sa silhouette de lignes de front en salles de négociations, apparemment sûr de sa valeur et imperturbable face à des obstacles que d'autres auraient jugé insurmontables. Michael Rose est un combattant qui est parvenu à s'adapter à la diplomatie et aux médias. Il aime la guerre, indéniablement. Mais il n'aura été que le spectateur intéressé de celle de Bosnie, où il aura projeté la « neutralité » aux limites du contestable, aux limites du supportable diraient les Bosniaques.

Le général Rose est arrivé à Sarajevo un matin de janvier, accompagné de son supérieur français. Ce dernier, le général Jean Cot, estime alors que « le seuil de l'obscurité est dépassé », évoquant les enclaves musulmanes bombardées et les « casques bleus » impuissants. Poli, Michael Rose ne conteste pas cette conviction de l'officier français convaincu que la Forpronu et l'Otan doivent quitter des raids aériens sur les positions serbes. Quelques jours plus tard, Sarajevo est endeuillée par le bombardement du quartier de Dobrinja. Quatre obus s'abattent sur des habitations, tuant sept personnes, dont un enfant. Pour Michael Rose, « ancien » d'un des SAS (Special Air Service) durant la guerre des Malouines, c'est un nouveau baptême du feu. « Je comprends que l'on puisse devenir très frustré ici, car on voit chaque jour que des gens tirent sur une population civile qui ne peut pas résis-

ter », déclare-t-il à l'époque, avant de conclure toutefois : « On ne peut pas imposer la paix. La Forpronu n'en a ni les moyens ni le mandat. » L'attitude du général Rose ne variera plus.

« Nous ne pouvons pas défendre quoi que ce soit en tant que force de maintien de la paix, commente-t-il aujourd'hui. La protection et la défense sont des missions de guerre, des missions de combattants. » A deux reprises au cours de l'année 1994, les forces serbes de Bosnie ont violemment attaqué deux villes déclarées « zones de sécurité » des Nations unies, Gorazde et Bihac. Dans les deux cas l'Occident s'est ému et l'Otan a effectué des raids symboliques contre des positions serbes. A chaque fois le général Rose s'est ému de cette « escalade de la force » et il a bataillé pour éviter des raids occidentaux.

LA PRÉTENDUE « NEUTRALITÉ »

Le commandant de la Forpronu en Bosnie est d'abord fidèle à sa mission et à ses hommes, dont plusieurs centaines étaient alors retenus en otage par les Serbes. Mais selon plusieurs témoignages, le combattant Michael Rose aurait pris un réel plaisir, en certaines occasions, à annoncer au général serbe Radko Mladic que les avions allaient entrer en action. Il agissait de l'aventure, du pouvoir, d'impression d'être enfin le plus fort ?

Souvent, fuyant les réunions et les obligations, Michael Rose partait « visiter les champs de bataille ». Vérifier à la jumelle les avancées des fantassins, sentir l'odeur de la poudre, renouer avec les sensations fortes. Un jour en Bosnie centrale, déçu qu'une opération, il découvre une rivière et se jette à l'eau. « C'est la première fois que je me jette à l'eau », dit-il, « c'est la première fois que je me jette à l'eau ».

Le chef des « casques bleus » est respecté par ses troupes, même s'il ne leur accorde probablement qu'une confiance très limitée. Anarchoïde, francophone, il apprécie la liberté d'expression. Pendant des années, il a été « crise » éclatée, le commandant de la Forpronu retrouve ses instincts de chef d'équipe. Le sien est britannique, et trois lettres : SAS. Les commandants spéciaux de Sa Majesté sont envoyés en première ligne à chaque

et s'inquiète de savoir s'il est « bon » devant une caméra de télévision.

Son bilan en Bosnie-Herzégovine, le général Rose, en cette période de trêve fragile, le juge positif. « Aujourd'hui, les canons sont silencieux, l'hiver dernier les gens de Sarajevo vivaient encore dans les caves », dit-il. Il n'hésite pas à se féliciter, comme s'il se l'attribuait, de l'accord croato-musulman, conclu sous l'égide des Américains : « La Bosnie centrale est transformée », s'émerveille-t-il. Il considère que ses hommes remplissent une « mission héroïque » et supporte mal les critiques.

« Nous n'avons jamais tiré sur personne, dit-il. Nous allons ici et là, et nous sauvons des vies humaines. » Il s'élève contre la « propagande » des Bosniaques et « l'image qu'ils tentent de créer » lors des attaques contre Gorazde ou Bihac, afin d'« impliquer l'Otan ». Il s'affirme « neutre, impartial, mais pas indifférent aux positions du gouvernement bosniaque ». Il évoque même une « sympathie morale ». C'est la première fois en un an qu'il paraît accorder son estime aux victimes. Mais il s'en va.

« Nous avons créé les conditions pour que les armes se taisent »

Le chef des « casques bleus » est respecté par ses troupes, même s'il ne leur accorde probablement qu'une confiance très limitée. Anarchoïde, francophone, il apprécie la liberté d'expression. Pendant des années, il a été « crise » éclatée, le commandant de la Forpronu retrouve ses instincts de chef d'équipe. Le sien est britannique, et trois lettres : SAS. Les commandants spéciaux de Sa Majesté sont envoyés en première ligne à chaque

fois qu'un front s'embrace. A Gorazde, ils guident les avions de l'Otan et renseignent leur général heure par heure sur l'évolution de la situation. A Mladic, lorsque la ville est totalement encerclée par les Serbes, un photographe britannique qui parvient à traverser les lignes de front rencontre quelques « casques bleus » non répertoriés, au détour d'une clairière, trois SAS en mission secrète.

Les détracteurs du général Rose l'accusent d'avoir favorisé les conquêtes serbes en Bosnie. Sa prétendue « neutralité » ferait, dit-on, la joie du général Mladic, le commandant des forces serbes de Bosnie, avec qui il entretient des relations plus que cordiales. Réelle camaraderie ou sens de la diplomatie ? Au quartier général de la Forpronu à Zagreb, « Sir » Michael Rose est devenu, dans les conversations de couloir des diplomates, « Serb » Michael Rose. Lui balaise les reproches d'un sourire et justifie sa politique. « Nous avons créé les conditions pour une solution au conflit, pour que les armes se taisent. Maintenant, que les opportunités soient saisies par les dirigeants de ce pays avec l'aide de la communauté internationale, ce n'est pas de notre ressort. Ce n'est pas la tâche des forces des Nations unies de parvenir à une solution politique. »

« Si nous devions en venir au pire, si aucune solution politique n'était atteinte, certains diraient sans doute que la mission de maintien de la paix a échoué ; mais elle n'aurait pas échoué », conclut-il, désireux de convaincre que la trêve actuelle est un succès bien qu'elle ne soit encore appliquée en aucun point.

Dans quelques jours Sir Michael Rose quittera la Bosnie-Herzégovine, après avoir accueilli son successeur, le général Rupert Smith. Il part, et la presse locale, bosniaque ou serbe, se tait. Il s'est fait passer pour un homme respecté. Il part, comme un voyageur d'entreprise, vers d'autres plateaux et autres sommets.

Rémy Ourdan

Une prison spéciale pour les militaires chiliens

SANTIAGO

Le Parlement chilien a approuvé, jeudi 19 janvier, à la quasi-unanimité, un projet de loi autorisant la construction d'une prison réservée aux militaires reconnus coupables d'atteintes aux droits de l'homme sous la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1989).

Ce vote illustre à la fois, le pouvoir de pression conservé par les militaires - le général Pinochet est toujours commandant en chef de l'Armée de terre - ainsi que la volonté du Parlement de calmer la grogne des militaires. La Cour suprême examine en effet actuellement la condamnation, par une instance inférieure, à sept années de prison du général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète de la dictature (DINA), pour ses responsabilités dans l'assassinat à Washington d'un ministre du gouvernement Allemand, Orlando Letelier. Certains responsables politiques, comme M. Camilo Escalona, président du Parti socialiste, ont cru voir dans ce vote un « message adressé à la Cour suprême » pour qu'elle confirme la condamnation du général Contreras.

C'est parce que l'actuel ministre des Travaux publics, le socialiste Ricardo Lagos, avait refusé de signer un décret prévoyant la construction de cette prison spéciale qu'un texte en ce sens a été soumis au Parlement. La loi adoptée prévoit cependant la fin d'un privilège permettant aux militaires de payer des peines pour délits de droit commun dans des centres d'incarcération militaires, où ils semblaient avoir plus de commodités que de contraintes.

Sylviane Tramier

Eduardo Olivares

Washington lève partiellement les sanctions contre Pyongyang

LES ETATS-UNIS vont lever en partie les sanctions économiques contre la Corée du Nord, a annoncé le département d'Etat vendredi 20 janvier. Les firmes de télécommunications américaines pourront travailler en Corée du Nord et des liaisons directes pourront être établies entre les deux pays. Pyongyang pourra exporter aux Etats-Unis le magnésium (matériau réfractaire employé dans la sidérurgie), dont elle est un des premiers producteurs mondiaux. Les restrictions imposées aux pays tiers utilisant les banques américaines pour des transactions en dollars avec la Corée du Nord seront levées, ce qui déblocquera 11 millions de dollars d'avoirs nord-coréens. En échange, les Américains pourront utiliser des cartes de crédit en Corée du Sud et les journaux américains y établir des bureaux, après autorisation. Ces mesures font suite à l'accord signé en octobre sur le gel du programme nucléaire nord-coréen ; « un assouplissement supplémentaire dépendra de progrès vérifiés » dans son application, a indiqué le département d'Etat. - (AFP)

Les Etats-Unis lancent une campagne contre le crime organisé

BOSTON. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a annoncé, vendredi 20 janvier, que les Etats-Unis allaient appliquer cette année une « stratégie globale » pour lutter contre le crime organisé, le terrorisme et l'immigration clandestine. Ces dossiers constituent les priorités définies par M. Christopher pour 1995 dans un discours-programme sur la politique étrangère des Etats-Unis prononcé à l'université Harvard près de Boston. Le plan envisage de faciliter les écoutes téléphoniques aux Etats-Unis pour contrer l'immigration clandestine, de refuser des visas d'entrée aux personnes soupçonnées d'activités criminelles même si elles n'ont pas été condamnées et d'accélérer l'expulsion des immigrants illégaux. Washington prévoit de faire pression sur ses partenaires pour qu'ils extradent plus facilement les criminels en fuite et qu'ils luttent plus activement contre le blanchiment de l'argent de la drogue en assouplissant le secret bancaire. Sans coopération sur ces sujets, « les relations bilatérales en souffriront », a déclaré un haut responsable américain sous couvert de l'anonymat. - (AFP)

AMERIQUES

■ CUBA : la peine capitale a été maintenue par le procureur provincial de La Havane contre Ramon Basulto Garcia, accusé du meurtre d'un policier lors de la tentative de démantèlement le 4 août dernier, d'une vedette de transport de la capitale vers la Floride. L'après-midi, vendredi 20 janvier, après des débats de la défense. Selon eux, le procureur a requis cette peine fin novembre, mais la date à laquelle sera rendu le verdict n'est pas encore connue. Aucune information n'avait jusqu'à présent été diffusée sur les suites judiciaires de cette affaire. Selon les avocats, le policier, Gabriel Lamothe Caballero, dix-neuf ans, est mort lorsqu'il s'est jeté à l'eau après avoir été désarmé par Ramon Basulto Garcia. - (AFP)

■ Dix-huit réfugiés cubains ont accédé à Miami, jeudi 19 janvier, premier groupe à arriver aux Etats-Unis depuis l'exode des « balseros ». L'été dernier, les neuf hommes, quatre femmes et cinq enfants, apparemment en bonne santé, ont été interceptés par les services de l'immigration. Le 9 septembre, les Etats-Unis et Cuba ont conclu un accord prévoyant l'octroi par Washington d'au moins 20 000 visas d'entrée par an en contrepartie de la restauration par La Havane des « bateaux » à la frontière. Des discussions sur l'application de cet accord se sont conclues jeudi à New York, elles ont été qualifiées de « satisfaisantes », « constructives » côté américain. - (AFP)

■ Un séisme de magnitude 5,23 sur l'échelle de Richter a été enregistré, vendredi 20 janvier, dans le département andin de Boyacá. La secousse est une « réplique » plus faible du séisme de la veille, d'une magnitude de 6,5 sur l'échelle de Richter, qui avait secoué une grande partie du pays, faisant sept morts et seize blessés. - (AFP)

■ HAITI : un appel pressant à la communauté internationale a été lancé, jeudi 19 janvier, à la clôture de la réunion du comité ad hoc de l'Organisation des Nations unies pour l'aide aux pays caribbes. Pierre Mauroy a rendu hommage au président Clinton pour avoir, « en écoutant les voix et sans doute progressivement, l'attention américaine en Haïti, écarté les autres interventions que nous avons déplorées ». Le même jour, un accord de coopération portant sur 3 millions de dollars a été signé à Port-au-Prince entre le président Aristide et le directeur de l'Unesco, Federico Mayor. A New York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a proposé que les Nations unies prennent le relais le 31 mars de la force actuelle à large majorité américaine. - (AFP)

EUROPE

■ CONSEIL DE L'EUROPE : Moscou a relancé la procédure d'adhésion de la Russie à l'Organisation pan-européenne, gelée en raison de la crise tchèque. Un émissaire a été remis, vendredi 20 janvier, à Strasbourg, au président du Conseil de l'Europe, Miguel Angel Martinez, une requête en ce sens signée par le président Boris Eltsine, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, les présidents de la Douma et du Conseil de la Fédération de Russie. Moscou s'y engage à satisfaire toutes les recommandations faites par le Conseil, notamment en matière de démocratie et de droits de l'homme.

■ UNION EUROPEENNE : l'UE n'a pas besoin de réformer une nouvelle fois sa politique agricole commune (PAC) et elle n'a rien à craindre « dans l'immédiat » des agriculteurs des pays d'Europe centrale et orientale, a affirmé, jeudi 19 janvier, le nouveau commissaire à l'Agriculture, Franz Fischler, dans une allocution au Salon agricole de Berlin. En revanche, « de nouvelles tâches et certains défis gigantesques nous attendent », notamment dans les secteurs du sucre, du vin et des fruits et légumes, non concernés par les réformes de la PAC. Les agriculteurs de l'UE ont été condamnés à de lourdes peines de prison, vendredi 20 janvier, pour avoir tenté d'organiser en 1993 des attentats dans le centre de Londres. A l'issue de deux jours d'audience, Robert Fryer, 44 ans, originaire de Belfast, a été condamné à 25 ans de prison et son complice Hugh Jack, un Ecossais de 37 ans, à 20 ans d'emprisonnement. Les deux hommes ont été décrits par le juge comme des êtres « implacables et sans remords ». - (AFP)

■ ROUMANIE : le gouvernement a demandé la dissolution, vendredi 20 janvier, du Conseil des élus locaux de la minorité magyare, créé il y a une semaine à l'initiative de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR). Cette initiative a été qualifiée d'« action séparatiste » par le gouvernement. Lundi dernier, la présidence roumaine et plusieurs partis politiques, y compris de l'opposition dont l'UDMR est membre, avaient vivement réagi à un « projet d'autonomie régionale » réclamé par la minorité hongroise. La communauté magyare de Roumanie compte 1,7 million de membres (7,1 pc de la population), selon des chiffres officiels. - (AFP)

CONJONCTURE

■ ETATS-UNIS : le déficit commercial s'est une nouvelle fois creusé en novembre, atteignant 10,5 milliards de dollars (55 milliards de francs) en novembre, soit une hausse de 4,3 par rapport à octobre. Ce déficit, supérieur aux prévisions des analystes, reflète la robustesse de la reprise économique, qui stimule la demande intérieure et les importations. Ce résultat laisse prévoir un record historique du déficit commercial annuel des Etats-Unis en 1994, après celui de 152,1 milliards de dollars enregistré en 1987 et les 132,6 milliards de 1993.

Le Canada attend un budget d'austérité

Après la crise financière mexicaine, les économistes s'inquiètent de l'équilibre des comptes publics

MONTREAL

Alors que les indicateurs économiques de base, inflation, productivité industrielle et croissance, devraient en principe commander l'optimisme, une sourde inquiétude, répercutée par les analystes financiers et les économistes, s'est installée au Canada, après la forte baisse du dollar canadien, qui a terminé à 70,55 cents américains le 12 janvier.

Pressé de mettre de l'ordre dans les finances publiques du pays, le ministre Paul Martin promettrait, le 17, à la suite d'une longue réunion du cabinet du premier ministre Jean Chrétien, de « tailler dans les dépenses » pour réduire le déficit et alléger l'endettement du Canada, tenus pour responsables de la fragilité de la monnaie canadienne. Le même jour, la Banque du Canada relevait son taux d'escompte de près de 1 %, le portant à 8,21 %, et les grandes banques emboîtaient le pas en fixant à 9,25 % leur taux préférentiel.

Jeudi 19 janvier, alors que conjoi-

naient les pressions sur le dollar canadien, le gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, en poste depuis un an, citait « l'incertitude des politiques économiques », affirmant qu'il revenait au gouvernement d'apaiser la tempête : « Il nous faut un budget qui indique que la situation budgétaire va s'améliorer très vite ».

REDUCTIONS D'IMPOTS

La spéculation contre le dollar canadien a repris de plus belle à la suite d'une déclaration au journal The Globe and Mail de l'analyste financier torontois Albert Friedberg, prédisant que seule une chute de 10 % en un jour du dollar canadien amènerait le Canada à s'attaquer sérieusement à son endettement. « Parce que les Canadiens, par nature n'aiment pas les mesures radicales, nous aurons besoin de traverser une crise très forte. Cela viendra », affirmait M. Friedberg. Quelques jours plus tôt, l'institut de prévisions Fraser, d'Ottawa, avait estimé que la dette publique totale du Canada (gouvernement fédéral, provinces et municipalités), atteindrait 1000 milliards de dollars en 1996, contre 857,3 milliards de dollars au 31 mars 1994 - soit 120,6 % du produit intérieur brut du pays : 595,3 milliards pour le gouvernement fédéral, 250 milliards pour les provinces et 22,4 milliards pour les municipalités.

Si dans ses prévisions publiées à l'automne dernier, le palmarès canadien des finances confirmait son intention de ramener à 25 milliards en 1996 le déficit du budget fédéral (qui dépasse actuellement les 35 milliards de dollars), de toutes parts, ou presque, on lui demande

aujourd'hui de faire plus et plus vite pour rétablir l'équilibre budgétaire, même au prix de quelques augmentations d'impôts et qu'à sacrifier quelques vaches sacrées pour que les compressions soient équilibrées.

En écho à cette clameur qui monte, Ralph Klein, premier ministre de l'Alberta, dans l'Ouest canadien, qui avait pris les devants en 1993 en appliquant un sévère régime minuscule aux dépenses de son gouvernement, a cette semaine demandé à ses administrés de serrer les dents encore une année. Bien que la province s'achemine vers l'équilibre budgétaire en 1995, la baisse promise des impôts est repoussée à plus tard, et l'austérité est encore au programme, car la dette de la province, à 32 milliards de dollars, reste source de préoccupation.

Dans bon nombre de milieux financiers, on offre en exemple la province de l'Alberta au ministre canadien des finances, en laissant entendre que le Canada vit au-dessus de ses moyens.

Il y a une semaine, des rumeurs ont circulé voulant que le gouvernement fédéral laisse aux provinces un certain nombre de responsabilités de matière de protection sociale et de santé notamment. Le premier ministre Jean Chrétien a nié l'existence d'un plan de décentralisation massive, mais l'idée d'un désengagement du gouvernement fédéral de certains de ses domaines de compétence pourrait, dit-on, trouver leur terrain dans l'équipe gouvernementale conduite au défi de la discipline budgétaire.

Sylviane Tramier

Louanges ou Critiques,
dites-nous
ce que vous inspire
le nouveau Monde

3615 LEMONDE
2,19 frs la minute

FIDÉLITÉ. A l'occasion de son conseil politique, le CDS doit apporter, samedi 21 janvier à Paris, son soutien au premier ministre-candidat Edouard Balladur, dont les démocrates sociaux

ont été parmi les premiers fidèles. **DIRECTION.** Au cours de cette même réunion, que présidera pour la première fois François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, élu le

10 décembre 1994 à la tête de la formation centriste, le nouvel organisme de la direction du CDS sera soumis au vote des militants. **AMBI- TION.** Profitant de l'écarterment de

l'UDF et des déboires judiciaires de la principale de ses composantes, le Parti républicain, M. Bayrou, qui sera l'invité de « L'Heure de vérité », di- manche 22 janvier sur France 2, veut

élargir le CDS, tant vers le centre gauche que vers le centre droit, pour constituer un véritable parti de gouvernement, sur le modèle de ses amis du Parti populaire européen.

François Bayrou : « Le pouvoir se mérite autant qu'il se gagne »

Pour justifier son soutien à la candidature du premier ministre, le président du CDS nous déclare que c'est avec Edouard Balladur que son parti pourra « le mieux peser sur l'avenir de la France »

« Quel est l'ordre du jour du conseil politique du CDS, que vous allez présider pour la première fois ?

Deux points : la préparation de l'élection présidentielle et la perspective que j'ai proposée de construction du grand centre qui manque à la France. Les deux points sont d'ailleurs forcément liés. Il faut que notre vie politique change. Il y a une immense attente, inexprimée, qui ne trouve pas de réponse. Voyez le raz-de-marée d'inscriptions sur les listes électorales constaté en décembre. Voyez l'attention dont a bénéficié Jacques Delors. Tout cela n'est pas structuré et reste souvent implicite. Pourtant, c'est l'espérance « d'autre chose ». « Autre chose » que le retour du PS à ses archaïsmes idéologiques, que les combats internes aux forces de droite, en réalité l'attente d'une volonté de progrès et de modération.

D'une certaine manière, lors de son « 7 sur 7 », Jacques Delors lui-même a traduit cette attente toujours déçue. Pendant la première partie de l'émission, il décrit avec enthousiasme le pays qu'il voudrait construire, et, pendant la deuxième partie, il constate que la France n'existe pas, qu'il lui aurait permis de réaliser son rêve. Au cours de l'élection présidentielle, et après, je travaillerais à ce que désormais ces attentes trouvent enfin une réponse. Que se réunissent, de centre droit au centre gauche, en un parti de gouvernement, tous ceux qui forment la majorité, jusqu'au plus dispersé et le plus isolé, de la France.

Quel sont aujourd'hui ceux que vous voulez rassembler ? Notre division du passé à été une vraie diaspora. Beaucoup de ceux qui auraient travaillé ensemble si nous avions été unis et forts ont pris l'habitude d'une autonomie qui rendait presque la marginalité par rapport aux partis. C'est le cas de Raymond Barre ou de Simone Veil. D'autres, pour être efficaces, ont choisi les formations puissantes, c'est le cas d'Edouard Balladur ou de

Jacques Delors. Ceux-là l'ont fait avec loyauté pour le parti auquel ils ont adhéré, bien qu'on leur y ait fait souvent sentir leur différence. La plupart ont renoncé à l'engagement.

Et l'UDF ? Valéry Giscard d'Estaing a eu la lucidité et la cohérence d'exprimer, en démissionnant l'UDF, la volonté de construire un mouvement sur cet espace. Mais il s'est sans cesse heurté à la logique d'une confédération où chacun jouait pour son propre compte, même si nous avons été quelques-uns, Charles Millon ou moi-même, par exemple, à tout faire pour rendre l'ensemble solidaire. Mais le « chacun pour soi » l'a emporté. Et là comme ailleurs, c'est un poison mortel. C'est donc bien la méthode qu'il faut changer en définissant une perspective nouvelle.

« Nous insisterons sur trois sujets principaux : le progrès européen, la démocratie à rénover, l'impartialité de l'Etat. »

Comment qualifieriez-vous cette perspective ?

Création d'un parti de gouvernement qui réunira, du centre droit au centre gauche, en acceptant les nuances inévitables, tous ceux qui ont, dans l'ensemble, la même vision : avenir européen de la France, identité nationale revendiquée, assumée, mais ouverte, recherche d'une démocratie sociale renouvelée, pouvoir rapproché du terrain, impartialité et honnêteté de l'Etat. Disons démocrates et républicains de progrès, qu'ils soient aujourd'hui au CDS, au PR, à l'UDF, quelques-uns au RPR ou de ceux du PS, ou écologistes réalistes. Mais les plus nom-

breux, je le répète, ne sont nulle part, spectateurs désabusés d'un débat où ils ne peuvent pas trouver leur place.

Vous allez annoncer votre soutien à Edouard Balladur. Pour quelles raisons croyez-vous que le « nouveau centre » que vous décrivez se reconnaît en lui ?

Parce qu'il considérera que, parmi les candidats éligibles, c'est avec lui qu'il pourra le mieux peser sur l'avenir de la France. Edouard Balladur a la dimension de la fonction, l'autorité et la solidité. Il l'a montré. Il est entendu de sensibilités différentes, il rassemble. Il a placé son annonce de candidature sous le signe de la réconciliation des Français. Il a compris, pour reprendre une phrase de Jean-François Revel, que fait du politique qui veut changer les choses « consiste à proposer des réformes sans provoquer les révolutions qui empêchent les réformes de se faire ». Et ce souci de faire changer les choses en évitant les déchirements dans le tissu national, que certains lui reprochent, est très important pour nous. Autant de raisons de le soutenir.

Vous avez dit « alliés, pas ralliés ». Sur quels points négociez-vous avec M. Balladur ?

Pendant la période de préparation du projet de candidat, nous insisterons au moins sur trois sujets principaux : le progrès européen ; la démocratie à rénover ; ce qui se soit par une nouvelle répartition des pouvoirs ou par l'urgence sociale ; l'impartialité de l'Etat.

Comment pensez-vous que M. Balladur puisse à la fois soutenir sur ces points et se reconnaître dans la perspective que vous définissez et par Charles Pasqua ?

Etre élu, c'est rassembler une majorité. Tout élu incarne nécessairement un compromis et l'alliance de sensibilités différentes. C'est vrai à l'échelon de chaque commune. A plus forte raison à l'échelle de la France. On voit bien que, pour diriger la France, il faut nécessairement

comprendre et représenter le fort désir de sécurité et d'identité qui est le sien, et la forte attente de responsabilité et d'évolution. Charles Pasqua traduit une aspiration forte de la société française, qui est, pour moi estimable et que personne ne peut ignorer. Nous en traduisons une autre, au centre, qui pour l'instant n'avait pas d'expression très identifiée. Quel sera l'équilibre entre ces deux forces ? Cela dépendra de notre cohérence, et de notre organisation. Et c'est pourquoi il est urgent d'organiser cet espace pour en faire une puissance.

Que faites-vous de la candida-

ture de Raymond Barre ? Ne pourrait-on pas soutenir qu'elle pourrait vous aider, plus que le soutien à M. Balladur, à construire le centre que vous décrivez ?

Si vous me demandez si Raymond Barre a les qualités pour être président de la République, ma réponse est oui. Si vous me demandez si sa candidature serait légitime, ma réponse est évidemment oui. Je l'ai soutenu lors de la dernière élection et j'ai pour lui, le révérend, l'admiration et l'amitié. Mais regardez cet espace comme je l'ai décrit. Même s'il y a des nuances de personnalité et d'idées entre les deux hommes, ils

meurent en l'espace politique auquel ils appartiennent. Mais ce n'est pas pour autant que ces hommes d'Etat ne peuvent pas être influents et puissamment utiles à notre pays.

Le scrutin législatif de 1991 souligne l'érosion de son électorat, qui tombe à 12,6 % des suffrages. Très rapidement, il se brouille avec la SFIO sur la question scolaire et entame une inexorable dérive à droite. Il est si affaibli qu'il n'est même plus indispensable à la formation des diverses majorités. Alors que s'essaiment les premiers rapprochements européens, il ne participe ni à l'expérience de Pierre Mendès France (1954-1955), ni aux gouvernements de centre gauche de Guy Mollet (1956) et de Maurice Bourgès-Maunoury (1957). En mai 1958, l'un des siens, Pierre Fillin, reprend le chemin de l'hôtel Matignon, mais pour deux courtes semaines peu glorieuses. Déjà, il lui faut faire place nette à de Gaulle mis sur orbite par le 13 mai algérois.

Un premier désaccord oppose le MRP attaché au régime parlementaire, à de Gaulle, au sujet de la Constitution de la IV^e République adoptée en octobre 1946. Un an plus tard, la création du Rassemblement du peuple français (RPF), qui revendique l'exclusivité du label gaulliste, prive le MRP d'une partie de sa légitimité. En quête d'alliances, le MRP se tourne alors vers la SFIO et le PC. Cette coalition « tripartite » ne survit pas au départ des communistes en mai 1947. Le MRP conserve cependant le lien avec la SFIO au sein d'une « troisième force » qui renvoie dos à dos socialistes et gaullistes. Pivots des majorités tout au long de la première législature de la IV^e République, le MRP dirige quatre gouvernements, au détriment de sa force de séduction dans l'opinion.

Le scrutin législatif de 1991 souligne l'érosion de son électorat, qui tombe à 12,6 % des suffrages. Très rapidement, il se brouille avec la SFIO sur la question scolaire et entame une inexorable dérive à droite. Il est si affaibli qu'il n'est même plus indispensable à la formation des diverses majorités. Alors que s'essaiment les premiers rapprochements européens, il ne participe ni à l'expérience de Pierre Mendès France (1954-1955), ni aux gouvernements de centre gauche de Guy Mollet (1956) et de Maurice Bourgès-Maunoury (1957). En mai 1958, l'un des siens, Pierre Fillin, reprend le chemin de l'hôtel Matignon, mais pour deux courtes semaines peu glorieuses. Déjà, il lui faut faire place nette à de Gaulle mis sur orbite par le 13 mai algérois.

Un premier désaccord oppose le MRP attaché au régime parlementaire, à de Gaulle, au sujet de la Constitution de la IV^e République adoptée en octobre 1946. Un an plus tard, la création du Rassemblement du peuple français (RPF), qui revendique l'exclusivité du label gaulliste, prive le MRP d'une partie de sa légitimité. En quête d'alliances, le MRP se tourne alors vers la SFIO et le PC. Cette coalition « tripartite » ne survit pas au départ des communistes en mai 1947. Le MRP conserve cependant le lien avec la SFIO au sein d'une « troisième force » qui renvoie dos à dos socialistes et gaullistes. Pivots des majorités tout au long de la première législature de la IV^e République, le MRP dirige quatre gouvernements, au détriment de sa force de séduction dans l'opinion.

DÉCLIN HISTORIQUE
Le MRP n'a pas d'autre option que la réconciliation avec le gaullisme s'il veut enrayer son déclin historique, mais cette entente ne peut qu'être de façade. En 1962, à la première alerte suscitée par des propos du général contre l'intégration européenne, qui reste la pierre angulaire de l'engagement centriste, les ministres MRP quittent le gouvernement. Leur parti appelle, la même année, à voter « non » au référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Dans les urnes, le MRP chute au-dessous de la barre de 10 %.

A l'Assemblée nationale, il est encore affaibli par l'émergence du Centre démocrate, composé d'anciens représentants du Mouvement. La candidature de Jean Le-

cannet à l'élection présidentielle de 1965 et son succès relatif confortent un instant les racines de cette nouvelle formation. Alors que le MRP décide de se mettre définitivement « à sommeil » en 1967, le Centre démocrate espère profiter du retrait de De Gaulle, en 1969, et de la candidature d'Alain Poirer à la présidence de la République. Cet espoir sera de courte durée.

Entre les deux tours, il perd une partie de ses membres, qui font le choix de soutenir Georges Pompidou contre Alain Poirer, et qui s'en vont fonder autour de Jacques Duhamel le Centre démocrate et progrès (CDP), sensible au fait majoritaire dicté par les institutions. Renvoyé dans l'opposition après la défaite d'Alain Poirer, le Centre démocrate ne retrouve le gouvernement qu'en 1974, à la faveur de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, au congrès de Rennes, sous l'impulsion de Jean Lecanuet, les deux formations se rassemblent enfin pour constituer le Centre des démocrates sociaux, qui adhère à l'UDF deux ans plus tard. Noyé alors dans la confédération que préside Jean Lecanuet, le CDS, présidé par Pierre Méhaignerie, ne réapparaît de manière autonome qu'à l'occasion des élections européennes de 1989, où il est cependant incapable de dépasser la barre des 10 %.

Ce demi-échec le ramène provisoirement dans le giron de l'UDF. C'est sur les vestiges de celle-ci que François Bayrou compte aujourd'hui reconstruire un parti autonome.

Parmi les partisans de M. Balladur, il y a apparemment une polémique sur l'opportunité d'une dissolution. Qu'en pensez-vous ?

Il y a des arguments estimables dans les deux sens. Le respect du contrat de législature d'un côté, la durée pour l'action de l'autre. M. Balladur a annoncé son choix de ne pas dissoudre. Cela, pour moi, c'est le débat.

Vous avez regretté, avant votre élection à la présidence du CDS, l'absence de votre famille politique aux plus hautes postes de responsabilité de l'Etat. Quand pensez-vous être en mesure d'y mettre fin ?

François Mitterrand a créé le Parti socialiste en 1971 et il a pris le pouvoir en 1981, après avoir été très longtemps opposé. En 1978, l'échelle de temps pour constituer une grande famille politique susceptible d'occuper les plus hautes responsabilités, c'est entre cinq et dix ans. Mais c'est un grand danger de croire que l'on peut briller les étapes. Construisons d'abord, le pouvoir se mérite autant qu'il se gagne.

Propos recueillis par Gilles Paris

Edouard Balladur a su remercier les centristes d'avoir été ses premiers fidèles

LA FIDÉLITÉ, même en politique, peut être efficace. Au sein de l'UDF, les démocrates sociaux ont été parmi les premiers à se ranger sous la houlette de l'ancien ministre d'Etat de la première cohabitation qu'ils avaient dénoncé, pourtant, sans ménagements comme l'agent omnipotent de l'Etat RPR pendant la campagne présidentielle de Raymond Barre. Noués par Bernard Bosson et par Edmond Alphandery, familiers des bureaux du député de Paris, boulevard Saint-Germain, bien avant les législatives victorieuses de 1993, les liens entre les centristes et le futur premier ministre sont consolidés en septembre 1992 grâce à la visite ostensible rendue par M. Balladur à l'université d'été des Jeunes démocrates sociaux, à Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique).

Devant des CDS séduits par son pragmatisme affiché et son apparente conversion au social, l'ancien ministre d'Etat rode ses discours futurs. « Il ne faudra pas promettre ce qui ne pourra pas être tenu », « Il sera inutile de faire des réformes contre ceux qu'elles concernent », les formules font mouche. Un rendez-vous est pris. Chacune des deux parties sera au rendez-vous.

Au lendemain des élections législatives, le CDS a grand besoin de M. Balladur. Alors que le RPR et le PR investissent l'Assemblée nationale en rangs compacts, le CDS retrouve sensiblement le même compte de députés qu'en 1988. De son côté, le premier ministre qui veut offrir aux Français l'image d'un gouvernement de modération tient à compter auprès de lui une forte escouade cen-

triste. Le cours des démocrates sociaux grimpe, sous l'œil satisfait de René Monory, celui des leurs qui a su leur conserver la présidence du Sénat, et qui défend les intérêts de son camp dans le grand marché aux ministères. Le CDS se voit offrir dans le gouvernement une part de choix puisqu'il peut mettre en avant ses six titres ministériels, sans compter celui de sa camarade de route, Simone Veil.

L'aile centriste de l'équipe de M. Balladur est mise à l'épreuve dès le mois de juin, lors de l'adoption, à l'Assemblée nationale, d'un amendement controversé, déposé par Alain Marsaud (RPR), sur les contrôles d'identité. Mme Veil et Pierre Méhaignerie s'en étonnent publiquement, et le premier ministre est contraint de leur donner raison tout en indiquant qu'il ne supportera pas d'autres écarts à la discipline gouvernementale.

« GARDE RAPPROCHÉE »

Les ratés ministériels de Bernard Bosson, confrontés à la grève d'Air France, de Pierre Méhaignerie, empêtré dans un projet de « pétition réelle », puis de François Bayrou, qui rallume imprudemment la guerre scolaire en faisant adopter une modification de la loi Falloux qui sera censurée par le Conseil constitutionnel, mettent le CDS à rude épreuve à la fin de l'année 1993. Un an plus tard, les tensions créées par le dossier judiciaire du Parti républicain perturbent à nouveau les relations entre Edouard Balladur et Pierre Méhaignerie.

Sur le food, alors que se précisent les ambitions présidentielles du premier ministre, le soutien du

CDS à M. Balladur ne se démonte pas. Philippe Douste-Blazy invite d'ailleurs le CDS, lors de l'université d'été des JDS qui se tient en septembre 1993 à Port-d'Albret (Landes), à « être la garde rapprochée d'Edouard Balladur ». Simone Veil est la première, au centre, à souhaiter que le premier ministre se porte sur les rangs présidentiels en décembre 1993.

Alors que Bernard Bosson réclame « le premier » que le CDS soutienne M. Balladur, la perspective présidentielle divise un instant les démocrates sociaux. De son poste d'observation du Sénat, René Monory, qui n'adhère pas tout d'abord à un destin similaire, n'épargne guère le premier ministre. De son côté, fidèle à sa prudence coutumière, Pierre Méhaignerie réplique à l'engagement trop vite son parti sous la bannière de M. Balladur. A l'université d'été du Pradet, dans le Var, en septembre 1994, l'affaire est pourtant entendue.

L'élection à la tête du CDS de François Bayrou, longtemps contraint par son titre de secrétaire général de l'UDF, de défendre le principe d'une candidature UDF à l'élection présidentielle, ne remet pas en cause la tropisme balladurien du CDS, même si la prudence qu'observe le premier ministre à propos de la construction européenne peut alimenter, ponctuellement, certaines réticences. Moins que tout autre, le soutien apporté aujourd'hui par les démocrates sociaux au premier ministre candidat ne constitue donc une surprise.

G.P.

Du MRP de la Libération au CDS de Jean Lecanuet ou les avatars des démocrates sociaux

IL EXISTE un précédent au grand centre dont rêve François Bayrou. Au lendemain de la Libération, un nouveau sigle s'inscrit en lettres d'or dans le paysage politique français : le Mouvement républicain populaire (MRP). Fondé en novembre 1944 sur la base d'une charta à tonalité socialisante - nationalisations des industries, élection du Parlement, il recueille le 10 juin 1946 28,2 % des suffrages et devient le premier parti du pays. Pourtant, le succès foudroyant de cette Démocratie chrétienne version française est ambigu. Il tient tout à la fois au prestige de ses grands résistants, Georges Bidault ou Maurice Schumann - le MRP est alors quasiment perçu comme « le » parti gaulliste - et au refuge qu'il offre à une droite traditionnelle marquée par Vichy.

Un premier désaccord oppose le MRP attaché au régime parlementaire, à de Gaulle, au sujet de la Constitution de la IV^e République adoptée en octobre 1946. Un an plus tard, la création du Rassemblement du peuple français (RPF), qui revendique l'exclusivité du label gaulliste, prive le MRP d'une partie de sa légitimité. En quête d'alliances, le MRP se tourne alors vers la SFIO et le PC. Cette coalition « tripartite » ne survit pas au départ des communistes en mai 1947. Le MRP conserve cependant le lien avec la SFIO au sein d'une « troisième force » qui renvoie dos à dos socialistes et gaullistes. Pivots des majorités tout au long de la première législature de la IV^e République, le MRP dirige quatre gouvernements, au détriment de sa force de séduction dans l'opinion.

Le scrutin législatif de 1991 souligne l'érosion de son électorat, qui tombe à 12,6 % des suffrages. Très rapidement, il se brouille avec la SFIO sur la question scolaire et entame une inexorable dérive à droite. Il est si affaibli qu'il n'est même plus indispensable à la formation des diverses majorités. Alors que s'essaiment les premiers rapprochements européens, il ne participe ni à l'expérience de Pierre Mendès France (1954-1955), ni aux gouvernements de centre gauche de Guy Mollet (1956) et de Maurice Bourgès-Maunoury (1957). En mai 1958, l'un des siens, Pierre Fillin, reprend le chemin de l'hôtel Matignon, mais pour deux courtes semaines peu glorieuses. Déjà, il lui faut faire place nette à de Gaulle mis sur orbite par le 13 mai algérois.

Un premier désaccord oppose le MRP attaché au régime parlementaire, à de Gaulle, au sujet de la Constitution de la IV^e République adoptée en octobre 1946. Un an plus tard, la création du Rassemblement du peuple français (RPF), qui revendique l'exclusivité du label gaulliste, prive le MRP d'une partie de sa légitimité. En quête d'alliances, le MRP se tourne alors vers la SFIO et le PC. Cette coalition « tripartite » ne survit pas au départ des communistes en mai 1947. Le MRP conserve cependant le lien avec la SFIO au sein d'une « troisième force » qui renvoie dos à dos socialistes et gaullistes. Pivots des majorités tout au long de la première législature de la IV^e République, le MRP dirige quatre gouvernements, au détriment de sa force de séduction dans l'opinion.

A l'Assemblée nationale, il est encore affaibli par l'émergence du Centre démocrate, composé d'anciens représentants du Mouvement. La candidature de Jean Le-

cannet à l'élection présidentielle de 1965 et son succès relatif confortent un instant les racines de cette nouvelle formation. Alors que le MRP décide de se mettre définitivement « à sommeil » en 1967, le Centre démocrate espère profiter du retrait de De Gaulle, en 1969, et de la candidature d'Alain Poirer à la présidence de la République. Cet espoir sera de courte durée.

Entre les deux tours, il perd une partie de ses membres, qui font le choix de soutenir Georges Pompidou contre Alain Poirer, et qui s'en vont fonder autour de Jacques Duhamel le Centre démocrate et progrès (CDP), sensible au fait majoritaire dicté par les institutions. Renvoyé dans l'opposition après la défaite d'Alain Poirer, le Centre démocrate ne retrouve le gouvernement qu'en 1974, à la faveur de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, au congrès de Rennes, sous l'impulsion de Jean Lecanuet, les deux formations se rassemblent enfin pour constituer le Centre des démocrates sociaux, qui adhère à l'UDF deux ans plus tard. Noyé alors dans la confédération que préside Jean Lecanuet, le CDS, présidé par Pierre Méhaignerie, ne réapparaît de manière autonome qu'à l'occasion des élections européennes de 1989, où il est cependant incapable de dépasser la barre des 10 %.

Ce demi-échec le ramène provisoirement dans le giron de l'UDF. C'est sur les vestiges de celle-ci que François Bayrou compte aujourd'hui reconstruire un parti autonome.

F.B. et G.P.

Balladur a...

et les...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

M. Balladur a inauguré le pont de Normandie

Le premier ministre-candidat, demande aux Français de faire preuve d'« optimisme » et les invite à « se garder des polémiques inutiles »

Edouard Balladur avait assuré que, pendant la campagne présidentielle, il distinguait sa fonction de premier ministre de son action de candidat. Son premier déplacement depuis qu'il a reconnu publiquement qu'il

briguait l'Élysée a montré la difficulté de cette ambition. En inaugurant, vendredi 20 janvier, le pont de Normandie, lui franchit l'estuaire de la Seine et relie la zone industrielle du Havre à Honfleur (Le Monde du 20 janvier), le premier

ministre ne pouvait que se féliciter de la capacité de la France à relever les « défis » et encourager les Français à l'« optimisme » - deux des idées fortes de sa déclaration officielle de candidature, mercredi 19 janvier.

de Jacques Chirac - « Edouard Balladur a cédé aux délices du premier ministre-candidat. Ce pont, a-t-il déclaré, « est un encouragement pour tous ceux qui, comme moi, croient dans l'unité de la France et des Français à relever les défis qui se trouvent sur leur route ». « L'intérêt de la France commande d'agir comme vous, et de toujours privilégier ce qui unit par rapport à ce qui divise », a ajouté M. Balladur, avant de lancer « un appel à tous les Français, et en particulier à ceux qui occupent une responsabilité dans la vie de la collectivité, pour qu'ils aient présent à l'esprit ce même souci de dialogue, de respecter les hommes par-delà les différences légitimes des opinions, de se garder des polémiques inutiles ». « C'est le meilleur gage d'un débat public digne et sérieux auquel aspirent nos concitoyens », a-t-il conclu.

Sur fond de pont de Normandie - opportunité d'un « trait d'union entre deux rives », le premier ministre-candidat s'est alors adressé à une foule de photographes, avant de rejoindre, quelques mètres plus loin, l'hélicoptère de la République, qui attendait le premier ministre-tout-court.

Pascal Robert-Diari

Huit responsables du PS lancent un appel à la raison

HUIT MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL du Parti socialiste ont publié, vendredi 20 janvier, un texte dans lequel ils déclarent que la désignation du futur candidat du PS à l'élection présidentielle « est en train de tourner à la bataille fratricide » et lancent « un appel à la raison ». Il s'agit de Martine Aubry, Jean-Pierre Baugnot, Frédéric Bredin, Michel Delabarre, Elisabeth Guigou, François Hollande, Jean-Yves Le Déaut et Sébastien Royat, qui affirment vouloir les luttes fratricides : « Faisons-en avec les meilleures armes possibles, les luttes fratricides qui ne visent qu'à contrôler l'appareil sans se soucier du réel enjeu », la préservation d'un vrai projet de gauche. « Si l'on veut aller au vote, préserver les conditions d'un débat serein. Laissent les militants choisir calmement », demandent-ils. Par ailleurs, trente-huit premiers secrétaires fédéraux du PS ont apporté leur soutien à la candidature d'Henri Emmanuelli. Ils ont été rejoints par une cinquantaine de parlementaires et d'élus socialistes parmi lesquels figurent Laurent Fabius, Jean Glavany, porte-parole du PS, et le président du groupe à l'Assemblée nationale, Martin Malvy. En revanche, la candidature possible d'Henri Emmanuelli rencontre l'hostilité de Jean-Marie Bockel, maître socialiste de Mulhouse : « Si M. Emmanuelli est candidat du PS, je n'aurais plus grand-chose à faire au sein d'un tel Parti socialiste qui deviendrait alors le champ de ruines dont parle Michel Rocard », affirme M. Bockel, qui reproche au premier secrétaire du PS « de prôner une gauche nostalgique, qui [...] refuserait ce travail de rénovation complète qui est nécessaire ». M. Bockel soutient la candidature de Lionel Jospin.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. BARRE: Olivier Stille, conseiller général socialiste du Calvados, souhaite que Raymond Barre soit candidat à l'élection présidentielle afin de « présenter vraiment un choix de société ». Il estime que celui-ci peut fédérer « les hommes de progrès de la majorité actuelle » et les socialistes qui acceptent « comme nécessaire contrepartie d'une politique sociale forte une économie de marché et une modernisation des modalités de fonctionnement de l'Etat ».

M. CLANS: Michèle Alloué-Morin, ministre (RPR) de la Jeunesse et des Sports, a refusé, vendredi 20 janvier, « de prendre position aujourd'hui pour un candidat plutôt que l'autre de [sa] famille politique ». Elle déplore « l'appartenance de clans autour de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur » et affirme qu'elle souhaite « être un facteur de dialogue et de sérénité au sein de la majorité pendant la campagne présidentielle ».

M. UDF: Charles Millon, candidat potentiel de l'UDF à la présidence de la République, a reproché, vendredi 20 janvier à Lyon, à ses amis politiques de l'UDF qui soutiennent l'autre candidature à cette élection de « signer l'arrêt de mort de [leur] courant de pensée ». Charles Millon a répété qu'il retirait sa candidature à Raymond Barre ou Valéry Giscard d'Estaing se lançant dans la course à l'Élysée.

DÉPÊCHES

■ CSG: 57 % des personnes interrogées par la Sofres pour Le Figaro se déclarent favorables au maintien de la contribution sociale généralisée (CSG), car elles estiment qu'il s'agit d'un impôt juste. En revanche, 30 % des mêmes personnes interrogées estiment que le gouvernement supprime la CSG et augmente d'autres impôts. C'est chez les électeurs potentiels de MM. Balladur (64 %) et Barre (64 %) que l'on rencontre le plus de partisans du maintien, et chez les partisans de Philippe de Villiers (41 %) et du Parti communiste (39 %) que se recrutent les opposants les plus fermes à la CSG.

■ CONSEIL D'ÉTAT: deux décrets pris en 1993 par Paul Quilès, alors ministre de l'Intérieur, ont été annulés vendredi 13 janvier, pour « détournement de pouvoir » par le conseil d'Etat. Celui-ci a jugé qu'ils étaient « entachés d'illégalité » car ils visaient la nomination d'une personne déterminée, en l'occurrence le chef de cabinet de M. Quilès, Michèle Laroche, « pour une durée déterminée ». Le conseil d'Etat a annulé la nomination au ministère de l'Intérieur, à quelques semaines des élections de mars 1993. M. Quilès avait signé, le 31 décembre 1992, un décret nommant à cinquante à quatre-vingt ans l'âge minimum pour devenir inspecteur général de l'administration. Ce texte portait également sur la nomination de directeur de l'administration. Ce texte portait également sur la nomination de directeur de l'administration. Ce texte portait également sur la nomination de directeur de l'administration.

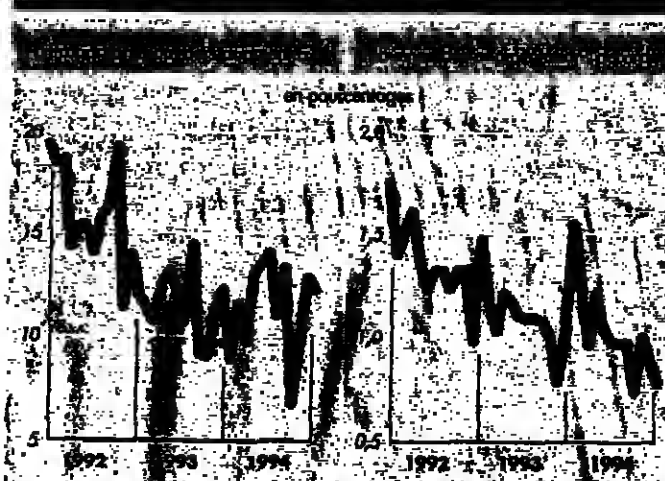
La reprise n'a pas d'effet sur les salaires

LES RECOMMANDATIONS de modération salariale formulées tant par le gouvernement que par le CNPF ont visiblement été entendues par les entreprises. Selon la dernière enquête mensuelle du ministère du travail, portant sur l'évolution des salaires en décembre 1994, la reprise n'a pas, en effet, entraîné une nette augmentation des rémunérations. Tout au contraire : si les résultats des entreprises sont depuis plusieurs mois en très nette amélioration, les salaires, eux, continuent d'enregistrer des évolutions très modestes.

L'enquête met en évidence que, s'il y a un peu plus de salariés qui, chaque mois, bénéficient d'une augmentation, celle-ci est de plus en plus faible. Le ministère du tra-

L. M.

L'évolution des salaires ouvriers



données mensuelles corrigées des variations saisonnières (Source : ministère du travail)

Malgré la reprise économique, la politique salariale des entreprises est plus que jamais serrée.

Gérard Vallès

Quand Jacques Chirac vendait « L'Humanité »

BLOIS

de notre correspondant
Combattant de la mémoire, Raymond Casas vient de terminer la deuxième tome de son autobiographie. Ce septuagénaire, qui n'est aujourd'hui avec ferveur pour l'ouverture d'un musée de la Résistance dans sa ville de Blois, y livre les récits, les rêves et les aventures d'une vie riche et mouvementée. Il a été volontaire dans les troupes françaises, militaire du PCF et de la CGT, puis journaliste de gauche (pro-chinois), il fut l'ami d'Ernest Hemingway et de Félix Guattari, prit la parole à la Sorbonne en 1968, fut reçu à Pékin par Zhou Enlai. Sans jamais cesser de travailler ni de militer en jossine. Dans le premier volume de ses Mémoires à nos petits-enfants, paru en 1994 et en vente chez l'auteur (55, rue de la Motte, 41000 Blois), on croise un jeune militant au profil sympathique : c'est « Grand Jacques ».

Au début de l'année 1951, Raymond Casas, métallo à Levallois, habite rue Saint-Sulpice, dans le sixième arrondissement de Paris, et milite à la cellule communiste de la rue de Tour-

main. Ma clientèle était à 80 % étudiante. C'est l'un de ces étudiants, resté bien vivant dans ma mémoire, qui m'a écrit, le dimanche 14 janvier 1995, à l'occasion de la vente : « Vous-tu un coup de main pour vendre l'Humanité, camarade ? » Dieu ! qu'il était grand ! Tout juste dix-neuf ans, un regard décidé, un front large, une voix grave. Engoncé dans un long manteau sombre, il me regardait avec une curiosité dévorante. Je me souviens de l'émotion que me causa sa venue. « Tu comprends, mes parents sont des bourgeois, ma mère accompagnait souvent la bonne le dimanche matin au marché. Tu vois le tableau ? » Oui, je voyais.

Sa première vente fut de six exemplaires : « Démocratie Humaine-Dimanche, contre la guerre du Vietnam, pour un acte de paix contre les cinq grands, signez contre l'arme atomique ». Cette recette était un succès. Il se disait : « Huma ». « Par souci de pureté d'âme », écrit Raymond Casas, je lui rétorquai que c'était à un terme impropre pour les communistes. Il me répondit, en s'exclamant, que ce terme était couru chez les étudiants. L'auteur raconte encore : « Au petit bistrot de la rue des Quatre-Vents, à la sortie du marché Saint-Ger-

main, devant une boisson légère, il me dit son nom : Jacques Chirac, Carré de Paris et, avec un brin de fierté : « Mon grand-père est corrézien, élu du radical-socialisme, un vrai, tu sais, comme on n'en fait plus un élu de gauche, très estimé. Mon père est directeur aux usines Potez, un ami de Marcel Dessault ». Il semblait regretter que son père n'ait pas pris la même

route. Raymond Casas, lui-même député (1953-1958) et conseiller régional (1964-1968), a été secrétaire général du Mouvement de la Paix, rue de Courcouronnes. C'est là, écrit-il, que, pour la dernière fois, je serrai la main du jeune Chirac ».

M. Chirac a relu le livre, dédié au « Grand Jacques », en témoignage et souvenir de nos jeunes années de travail, de lutte et d'espoir. Les lettres adressées à l'auteur, le maire de Paris, ont été remises pour sa « chère et délicate » et le commentaire pour son récit. « Un plein de votre idéal de liberté et de votre amour de la France et aux valeurs humanistes qu'elle a toujours incarnées », s'enthousiasme le maire de Paris.

Jacques Buglieri

Les fédérations socialistes sont écartelées par les divisions parisiennes

Pas-de-Calais : des voix convoitées

BÉTHUNE

de notre correspondant
Dans les « primaires » engagées au Parti socialiste, les voix des quinze mille militants de la fédération du Pas-de-Calais (la première de France) sont très convoitées par les trois candidats à la candidature. « Ils n'ont pas de me téléphoner, pour que je me range derrière leur bannière », déclare, agacé, le sénateur Roland Huguet, président du conseil général, qui se dit « consterné de cette présentation en ordre dispersé », regrettant qu'ils ne se soient pas concertés.

Le conseil fédéral du Pas-de-Calais s'est réuni, lundi 16 janvier, et « personne n'a fait état d'une incitation à se diriger vers tel ou tel candidat », affirme M. Huguet, qui attend pour se prononcer.

Ayant la réputation de suivre comme un seul homme leur premier secrétaire, Daniel Percheval, les sections du Pas-de-Calais semblent partir aujourd'hui en ordre dispersé. Car si M. Percheval a apporté son soutien à Lionel Jospin, d'autres appellent à se ranger derrière Henri Emmanuelli. Ainsi Jean-Pierre Kockekka, député, maître de Liévin, affirme : « Quand le premier secrétaire présente sa candidature, il faut tout de suite derrière lui. Je n'ai pas d'états d'âme, d'autant que j'ai voté Emmanuelli au congrès de Liévin ».

A Béthune, le maire, Jacques Mellick, a fait son choix, mais se refuse à le dévoiler. A ceux qui lui

présentent l'intention de rejoindre Radical, de Jean-François Hory, le député PS répond : « Je suis trésorier de la fédération départementale du PS ». Mais dans son entourage, on ne doute pas de son soutien à M. Emmanuelli et les plus ardents défenseurs de M. Jospin violent dans cette candidature la main de Bernard Tapie.

L'EFFET TAPIE

« Ce n'est pas à lui de nous imposer un candidat », s'insurge un jospiniste qui considère le score élevé de Bernard Tapie aux élections européennes (15,75 % à Béthune) comme un épiphénomène. Une analyse qui n'est pas partagée par tous les élus socialistes qui, à la veille des municipales, se refusent à négliger l'effet Tapie.

Cupuleusement, dans un département qui fut en son temps très fabiusien, notamment lors du fameux congrès de Rennes, la candidature de Jack Lang ne suscite que peu de commentaires pour l'instant.

Rien n'est donc joué, et dans le département, comme dans toute la France, on s'apprête à voter dans chaque section, où cent trois mille militants sont inscrits. Le scrutin est fixé au vendredi 3 février. Un congrès fédéral, le lendemain à Béthune, avisera de la décomposition de voix qui sera transmise à Paris.

Yves Jouanin

Haute-Garonne : une base très partagée

TOULOUSE

de notre correspondant

« Jospin, Lang et quelques autres, lorsqu'un de ces hommes apparaît, les anticorps se créent immédiatement chez les militants. Et c'est bien ce qui s'est passé. C'est ce qui appelle le processus d'autodestruction. » C'est pour enlever, dit-il, ce mortel phénoène que Bertrand Auban, secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne depuis 1993, s'est rangé derrière Henri Emmanuelli. Mais en s'autorisant la métaphore médicale, Bertrand Auban ne croit pas si bien dire. Dans ce département, dont il a voulu faire sa terre d'élection, M. Jospin est victime d'une phase aiguë de rejet.

Gouvernée d'une forte poignée par un socialiste, la fédération du PS revendique encore près de quatre mille adhérents. Mais après avoir accueilli en 1986 celui qui était encore le premier secrétaire du PS comme un sauveur, elle semble résolue à se débarrasser d'un Lionel Jospin qui ne lui servirait plus rien. Corps étranger dont la graine n'aurait jamais vraiment pris, notamment chez les élus !

« On ne reproche d'avoir tout perdu, d'avoir fui le débat toulousain. On lui reproche toutes les déboîches... », Jacques Levy, ancien rocardien, tête de file des socialistes toulousains, n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'attitude de M. Jospin, qui apparaît comme un homme seul dont la vieille garde s'est refusée à constituer le dernier car-

re. Quatorze conseillers régionaux socialistes sur vingt ont toutefois, jeudi 12 janvier, signé un appel en sa faveur. Jean Carasson, ancien secrétaire fédéral et fidèle parmi les fidèles, tente encore la réflexion politique : « Il nous faut un homme avec une ligne politique et une pratique politique capables d'attirer pas seulement les radicaux... ».

LA PETITE ÉQUIPE DE M. JOSPIN

Fragile contre-feu dans un appareil plein de vertige et carburant soudain à l'irrationnel. Pierre Izard, président du conseil général, a préféré, jeudi 19 janvier, se rallier, avec quelques autres « poids lourds » du PS local, à la bannière de M. Emmanuelli. Même Jean-Louis Izard, seul député rescapé du raz-de-marée baudouïen de 1993, s'est mis aux abonnés absents.

Les amis de M. Jospin et sa petite équipe sont persuadés qu'une partie du PS va se reprendre. Une base qui semble pourtant très partagée puisque les plus optimistes la segmentent en trois, un tiers pour M. Jospin, un tiers pour M. Emmanuelli et un tiers qui ne sait pas. Personne au PS ne veut encore parler de règlement de comptes, pourtant cela y ressemble, comme si certains faisaient aujourd'hui payer, alors que la statue vacille, les traveaux que leur fit naître le Commandeur.

Gérard Vallès

M. Chirac veut « remettre les collectivités locales au cœur de la République »

Le maire de Paris en campagne à Troyes

JACQUES CHIRAC devait prononcer, samedi 21 janvier, un discours consacré aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales, lors d'un dîner à Troyes (Aube). M. Chirac a notamment déclaré :

« L'avenir des collectivités locales ne peut se concevoir sans une nouvelle éthique républicaine. Pendant des années, le relâchement des solidarités a empêché la décentralisation de donner tous ses fruits. Il est temps de remettre les collectivités locales au cœur de la République. (...) Les lois de décentralisation de 1982 ont cherché à bâtir un équilibre entre l'unité de l'Etat et les légitimes aspirations à une plus grande autonomie locale. Treize ans après, elles apparaissent

toujours comme un compromis entre des principes contradictoires (...). Les sensibilités locales, départementales, régionales, n'enlèvent rien à la force de notre patriotisme et de notre attachement à la France. (...) Le pacte républicain se délite sous l'effet de plusieurs phénomènes : la démission des politiques (...), l'affaiblissement de la représentation nationale, le développement des fractures sociales, l'incapacité de l'Etat à exercer ses missions régaliennes. (...) La nation est menacée dans son unité, les privilégiés sont de plus en plus éloignés d'un peuple qui supporte le fardeau toujours aggravé du chômage et de l'impôt. (...) Il est essentiel que vous assumiez pleinement votre rôle d'élus, votre action est noble, et le climat entretenu par quelques affaires ne doit pas vous décourager (...).

« L'œuvre de la décentralisation doit être consolidée, il faut que l'Etat cesse de se défaire sur les collectivités locales lorsqu'il s'agit de la sécurité de nos concitoyens ou de la solidarité nationale. Les relations entre l'Etat et les collectivités doivent obéir à quelques principes simples : en finir avec les transferts de compétences qui ne sont que des transferts de charges justifiés par des motifs purement circonstanciels ; (...) donner à chaque collectivité les moyens d'assurer ses missions en respectant la règle selon laquelle toute dévolution de compétences doit être intégralement compensée par l'Etat (...). Préserver les recettes des collectivités des fluctuations que leur imposent tous les ans les lois de finances. Ainsi, nous pourrions conclure un pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales dont l'application serait garantie sous le contrôle du Parlement. (...) En ce qui concerne l'aménagement du territoire, nous devons faire en sorte que, partout sur notre territoire, les activités puissent se développer avec la même vigueur (...).

« Le moment est venu d'engager la réforme de la taxe professionnelle (qui (...) aggrave les inégalités entre les communes fautes d'une véritable péréquation. (...) Réduire les écarts de richesse, c'est aussi, dans une certaine mesure, respecter les exigences de la République. »

J.-L. A. et F. Gr.

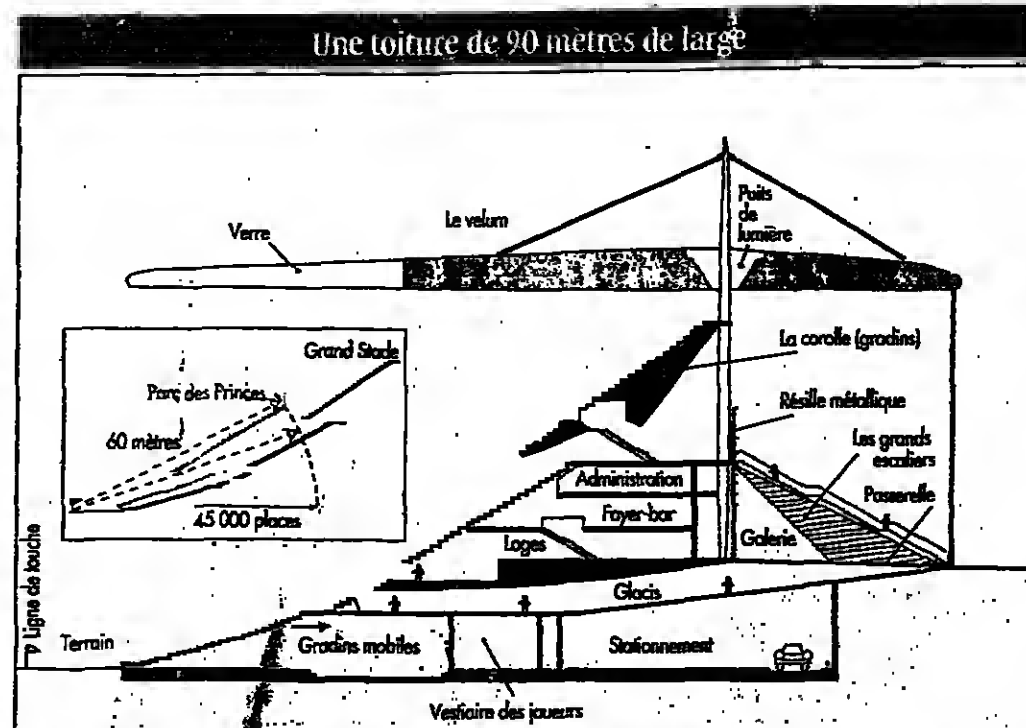
Le Grand Stade animera un nouveau quartier

A la demande de la municipalité de Saint-Denis, les architectes présentent un projet mieux inséré dans le tissu urbain de la banlieue nord de Paris

Michel Macary, Michel Regembal, Aymeric Zibiena et Claude Costantini, les quatre architectes du Grand Stade, qui devraient être construits à Saint-Denis pour la Coupe du monde de football de 1998, n'apprécient pas les critiques de

Jean Nouvel. Leur concurrent malheureux dans la compétition arbitrée par le premier ministre n'avait pas hésité, mardi 10 janvier, à présenter leur projet comme « le pire stade de France » (Le Monde du 12 janvier). Ils ont donc dévoilé, ven-

dredi 20 janvier, les grandes lignes de l'équipement du « quartier du Grand Stade », notamment le logis du canal Saint-Denis. Ce projet devrait être soumis à l'enquête publique le 6 février 1995.



Le Grand Stade devrait offrir (jusqu'à quarante-cinq mille places) une meilleure visibilité que le Parc des Princes, en raison d'une moindre inclinaison des tribunes.

estiment que seuls les spectateurs situés en haut des gradins, dans une configuration au-delà de 65 000 places, pourraient avoir un champ de vision insuffisant pour les sautiers d'athlétisme. Pour tous les autres événements, le Grand Stade devrait, selon eux, offrir une visibilité supérieure à celle du Parc des Princes.

DES PLACES AFFAIRES Les architectes ont également proposé une formule qui leur permettrait de s'engager plus avant avec le consortium Bouygues-Dniez-SGE, chargé de la construction, Canal Plus et SMG restent simples

consultants sur les problèmes d'exploitation. La chaine cryptée et son partenaire américain, spécialiste de la gestion des stades de grande capacité, ont obtenu que soient réservées 2 600 places de loges, avec halls d'accueil et salons, dans la base de la deuxième tribune, à une dizaine de mètres seulement au-dessus de la pelouse. Celles-ci seront associées à 6 000 « places affaires » dans les tribunes.

Les investisseurs ont participé aux études du nouveau pont de Normandie (Le Monde du 21 janvier), travaillent actuellement à la mise au point de la toiture. D'une portée de 90 mètres, elle sera sus-

Christophe de Chenay

La victoire de Jacky Lebrun ou la revanche des petits

Un boucher de quartier a pris les rênes de la chambre de commerce de l'Oise

BEAUVAIS

de notre correspondant

« Je n'ai aucun complexe ni d'âge, ni d'habitudes de l'apprentissage, à quarante ans, à me lever tôt et à travailler beaucoup. Il faut simplement que je m'organise davantage. » Toute la semaine, Jacky Lebrun, cinquante-six ans, petite moustache fine, débite la viande dans sa boutique ouverte sur une place du quartier populaire de Creil. Mais chaque jour, pendant la pause de midi, et le lundi, jour de fermeture, il troque son tablier contre un costume sombre pour remplir, à Beauvais, ses toutes nouvelles fonctions de président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Oise.

Le 12 décembre, le petit commerçant de Creil

a réussi l'exploit de devancer les notables aux élections consulaires. Ce succès en a surpris plus d'un. M. Lebrun le doit, en premier lieu, au scrutin lui-même, qui s'est déroulé pour la première fois selon les règles démocratiques, à bulletin secret. Mais si le président de la boucherie du département l'a remporté aussi nettement, c'est grâce aux divisions de l'union patronale, au soutien de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) dont il est l'un des vice-présidents départementaux, et surtout à ses qualités personnelles.

En six ans de vice-présidence de la chambre de commerce, dont il a appris ainsi les rouages, M. Lebrun s'est affirmé comme un infatigable organisateur du petit commerce, en fédérant les associations commerciales et en imposant des commissions extra-municipales dans les principales villes du département. Son tour de force a été de réunir ce qui paraissait inconciliable, en

créant l'Association commerce et distribution de l'Oise (ACDO), où se retrouvent petits et grands commerçants, pour résoudre leurs problèmes de collaboration et tenter de définir une stratégie commune à la commission départementale d'équipement commercial.

Homme de dialogue, pragmatique, soucieux de distinguer l'économie de la politique - ce qui lui a valu plusieurs ralliements -, le nouveau président entend adapter maintenant des méthodes qui ont fait leurs preuves aux autres composantes de la chambre, l'industrie et les services, voire au personnel, qui paraît chercher encore ses marques face à un président aussi atypique. Dans un contexte difficile - la chambre de commerce est lourdement endettée -, M. Lebrun s'est donné pour objectif de faire de la CCI un acteur de développement du département.

Jean-Marie Dero

De nombreux élus locaux continuent de réagir à l'affaire de la « surcompensation »

Les présidents de conseils généraux demandent une audience à M. Sarkozy

LA « GROGNE » des élus locaux après l'augmentation de 3,8 % - par décret, dans les derniers jours de 1994 - de la cotisation employeurs (collectivités locales et hôpitaux) de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), ne s'apaise toujours pas. Dans un communiqué publié jeudi 19 janvier, l'Association des présidents de conseils généraux (APCG) demande une entrevue au ministre du budget, Nicolas Sarkozy. L'APCG souligne que cette hausse provoquera « un surcoût de plus de 350 millions de francs pour les départements qui emploient plus de 140 000 personnes » et s'inquiète « fortement des conséquences de cette mesure sur les budgets départementaux et de la hausse de fiscalité

qu'elle suscitera nécessairement ». L'APCG propose que « le gouvernement organise une concertation avec les associations représentatives des élus locaux pour envisager les voies de réforme » de la CNRACL. L'association des maires de l'Île-de-France (AMIF), proche de la majorité, juge cette disposition « intolérable ». « Elle imposera aux collectivités locales d'Île-de-France un accroissement de la fiscalité de près d'un milliard de francs », estime l'AMIF dans un communiqué publié le 17 janvier. Les maires d'Angers, Brest, Le Mans, Nantes et Rennes, réunis jeudi à Rennes à l'occasion de la sixième conférence des grandes villes de l'Ouest, ont également protesté « fermement » contre cette hausse. « Cette décision aboutit à faire supporter aux

contribuables locaux une partie du déficit du budget de l'Etat », a notamment estimé le maire de Rennes, Edmond Hervé (PS), qui a également critiqué la « trop faible augmentation de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 1995, à peine 0,85 %, alors que les recettes fiscales de l'Etat augmentent de 6,7 % ». « Comment peut-on prétendre mener une politique de la ville lorsqu'on demande aux communes de financer des organismes dont elles n'interviennent pas dans la gestion ? », s'est, pour sa part, interrogé le maire du Mans, Robert Jarry (DVG).

Par ailleurs, notre correspondant en Provence-Alpes-Côte-d'Azur Guy Porte nous signale que Christian de Barbantin-Paquet, maire (PS) de Vauvenargues, président de

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

PHILIPPE SEGUIN

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
OLIVIER BIFFAUD - LE MONDE
ET
JANINE PERRIMOND - RTL

DIMANCHE 18H30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV

مكتبة الأمل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JANVIER 1995

PACTE SOCIAL L'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés, sanitaires et sociaux (Uniopss) présidée par René Lenoir, ancien secrétaire d'Etat à l'action so-

ciale de Valéry Giscard d'Estaing, a tenu son 24^e congrès du 17 au 19 janvier à Tours (Indre-et-Loire), sur le thème : « Pour un nouveau pacte social ».

● **ABSENCE** de volonté politique dans la lutte contre l'exclusion : c'est ce qu'a essentiellement déploré cet organisme qui regroupe une majorité d'associations caritatives et humanitaires, après le recul du gouverne-

ment qui a renoncé à élaborer un programme global de lutte contre la pauvreté. ● **SIMONE VEIL**, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a cependant rappelé, jeudi,

devant les 1 500 participants, que le gouvernement avait pris en octobre dernier une cinquantaine de mesures pour favoriser l'insertion et la réinsertion.

Les organismes sociaux réclament un « pacte » contre la pauvreté

L'Uniopss redoute le risque d'avènement d'un « social au rabais » et estime que le dispositif actuel se résume à des « standards minimalistes » qui, par manque de volonté politique, ne résolvent pas les problèmes d'exclusion

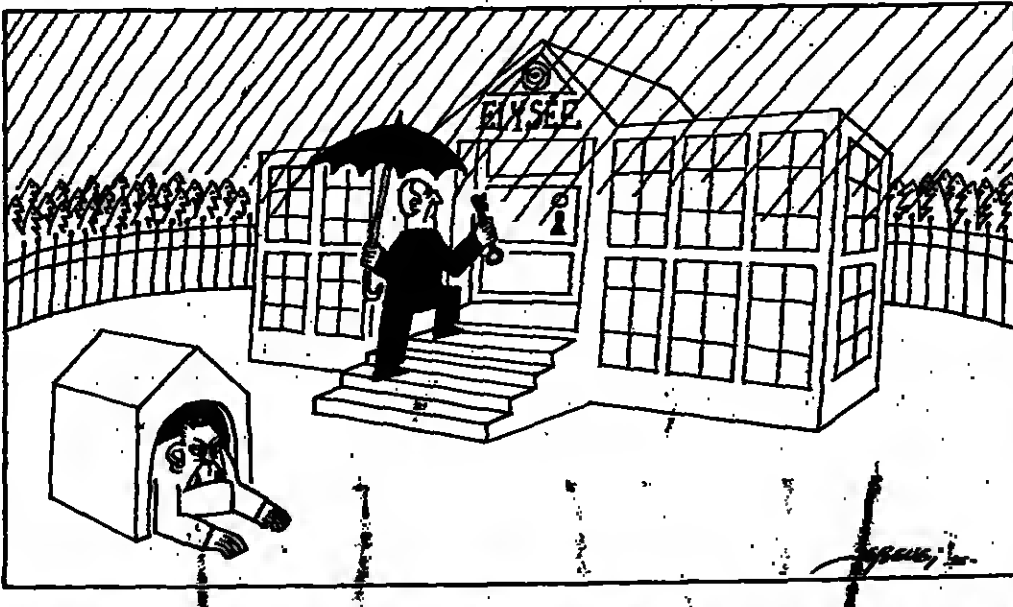
TOURS

Le gouvernement d'Edouard Balladur n'affiche pas une volonté politique délibérée de combattre les diverses formes d'exclusion, alors que la conclusion d'un « nouveau pacte social » est devenue indispensable : tel est le constat global dressé, au-delà des précautions oratoires, par le 24^e congrès de l'Uniopss (Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), qui a réuni mille cinq cents délégués, du 17 au 19 janvier à Tours (Indre-et-Loire).

Présidé par René Lenoir, ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale de Valéry Giscard d'Estaing, cet organisme influent, qui regroupe 22 unions régionales, 160 associations, 7 000 établissements, 500 000 membres composés pour la moitié de salariés et de bénévoles, et qui a été le maître d'œuvre de la récente campagne « Alerter », grande cause nationale 1994, a principalement dénoncé, par la voix de son rapporteur général, Jean-Bernard Dumortier, le risque d'avènement d'un « social au rabais ».

Selon lui, n'ont été mis en place que « quelques standards minimalistes : revenu minimum, logement minimum, santé minimum, éducation minimum, bref une sorte de société en service minimum ».

Invitée à venir clore les débats, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, n'a pas, dans un long discours en français, évoqué la « société en service minimum ». Elle a plutôt insisté sur le fait que l'Etat doit « être à l'écoute des besoins », et qu'il ne faut pas « faire face à l'urgence sociale et à la réinsertion ». Mais elle n'a rien dit d'autre, qu'il s'agisse des personnes handicapées ou des dévotées ou encore de la qualification des compétences entre l'Etat et les conseils généraux, que la



mise en chantier d'études, de réflexions, de groupes de travail, de rapports... Le ministre d'Etat a donné le sentiment aux congressistes qu'aucune action d'envergure ne serait entreprise avant le 7 mai au soir. Impression renforcée par l'annonce, cette fois, d'une mesure « utilitaire » : l'Uniopss, jusqu'à 50 % et des millions de crédits aux associations, mais sans droit, dans le dispositif de la loi de la ville.

Le budget social de la nation, a indiqué René Lenoir, a représenté, en 1993, 30 % de la production industrielle et commerciale, ce qui est dans ce domaine, en France, le plus bas (32,3 %). Des outils de lutte contre la misère existent, les financements, dans une certaine mesure - ajout, fait souligné la plupart des intervenants.

d'Edouard Balladur estime que la situation serait encore pire s'il n'avait pas pris certaines initiatives ? Au fond, personne ne semble capable, actuellement, de répondre à cette question à la fois évidente et fondamentale. En renonçant à élaborer un « programme global de lutte contre la pauvreté », qu'il avait lui-même préconisé en avril 1994, le premier ministre a soit donné un signe d'impuissance devant la difficulté de la tâche, soit, plus probablement, pris conscience que l'ampleur des réformes à entreprendre, dans ce domaine, est telle qu'elle nécessite une véritable réforme de l'Etat.

doivent intervenir pour qu'en ait un travail significatif puisse être fait. Des associations qui sont trop souvent considérées - effet pervers de la décentralisation - comme de « simples instruments » par les conseils généraux.

Il est ainsi des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, institués par la loi du 31 mai 1990 (dit loi Besson, du nom de l'ancien ministre socialiste du logement), qui sont très inégalement appliqués pour de pures raisons de compétence ou de bon vouloir. Alain Raillard, secrétaire général du haut comité pour le logement des personnes défavorisées, a par exemple, indiqué que seulement 10 000 logements d'insertion avaient été proposés l'an dernier alors qu'il faudrait en créer 30 000 par an pendant un lustre.

Cette considération figure, parmi beaucoup d'autres, dans le rapport annuel que le haut comité, présidé par Louis Besson, doit remettre le 24 janvier au président de la République et, le 25, au premier ministre.

Le motif premier de cette carence n'est pas financier, et les congressistes ont applaudi Alain Raillard lorsqu'il a en ces termes : « Les gens pleurent et crient : l'abbé Pierre a dit que nous ne voulons pas entendre parler de logements sociaux près de chez nous... ».

C'est une illustration de cette mauvaise volonté qui, bien malgrés lui, un jeune député socialiste, Patrick Buisson, a tenté de faire une déclaration.

séance plénière du congrès - il y a actuellement à Tours une « affaire » de squat concernant une dizaine de jeunes (Le Monde du 17 janvier).

Nous sommes des êtres humains, nous avons droit à un vrai logement

Ce jeune a dit en substance : nous sommes des êtres humains, nous avons droit à un vrai logement, sans autre considération de travail ou de revenus. Dans un communiqué publié vendredi 20 janvier, Mgr Honoré, archevêque de Tours, considère pour sa part que cette affaire « semble avoir été montée de toutes pièces et o bien l'apparence d'avoir été téléguidée » par des opposants au maire, Jean Royer (div. droite).

Un peu facile, évidemment, et ce n'est certainement pas ce qu'a voulu exprimer René Lenoir dans son allocution finale en déclarant : « Attention à la sortie insidieuse de l'Etat de droit. Si le droit n'est pas l'arme du malade, du pauvre et de l'exclu, il n'est qu'apparence, il est plus rien ». Le président de l'Uniopss faisait allusion au fait que la tension sur les finances publiques fait que les textes réglementaires sont de plus en plus difficiles à appliquer.

Michel Castaigne

L'épouse d'un étranger sans papiers est poursuivie pour « aide au séjour irrégulier »

UNE JEUNE FEMME à la barre, refusée de « trahir » celui qu'elle aime. C'est, à première vue, romanesque, mais c'est, en fait, la quatrième chambre du tribunal de Paris, Séverine Maazi, élève de vingt-trois ans, y était poursuivie pour « aide au séjour irrégulier d'un étranger ». Cet étranger, Mustapha, Marocain de vingt-six ans, n'est autre que son compagnon, devenu son mari en novembre dernier.

De telles poursuites, les premières du genre, apparaissent comme la conséquence de l'obsession qui, traduite dans la loi Pasqua de 1993, empêche en fait l'existence de nombreux vrais couples « mixtes ». A propos de Séverine Maazi et de son époux, personne ne peut suggérer le mariage « blanc ». Ils se sont rencontrés voici quatre ans, vivent ensemble depuis plus d'une année, et la mère de la jeune femme semble la première scandalisée de voir sa fille traduite en correctionnelle, entre un cambicouleur et un filou, pour avoir choisi l'époux qui lui plaisait. Pourtant, lorsque le couple, qui vit dans une chambre de bonne, a souhaité passer devant M. le maire du seizième arrondissement, ce

Pierre-Christophe Thümling, a immédiatement saisi le parquet, ainsi que la loi le lui permet depuis 1993. Il a fallu menacer l'élu d'un procès pour voie de fait, pour qu'il consente à célébrer le mariage.

Mais, entre-temps, la police avait interpellé le futur époux et l'avait convoqué sur-le-champ au commissariat. Celle-ci refusait de révéler où se trouvait le passeport de son ami, pièce essentielle à la reconnaissance à la frontière. « Quelle femme égoïste ! son mari pourrait fuir l'expulsion ? », a lancé Séverine Maazi au tribunal. Dans un couple, cela s'appelle une trahison.

Ce couple qui, comme bien d'autres, ne parvient pas à régulariser sa situation. Elle a suggéré un mariage au Maroc « pour obtenir un nouveau visa » (démarche en réalité hautement aléatoire), mais « un aller-retour via la Belgique » (tout aussi difficile car la Belgique exige un visa), même si, à-t-elle reconnu, cela relève de « l'hypocrisie égoïste ».

Face à pareille prudence, M^{re} Antoine Comte a bien voulu exposer un arsenal complet d'arguments, contre des poursuites d'une « espèce rare ». Il a plaidé que la jeune femme n'avait jamais cherché à dissimuler son compagnon, incarnant, par exemple, leurs deux noms sur la boîte aux lettres, et que la loi ne visait que les passeurs et les employeurs de clandestins. Il a enfin insisté sur la nécessité de protéger le principe fondamental de la liberté du mariage, garantie par la Convention européenne des droits de l'homme.

De la décision de principe, qui sera rendue le 10 février, dépendra la marge de manœuvre de tous ceux qui, individus ou associations, peuvent être amenés à se solidariser avec un étranger en situation difficile.

Philippe Bernard

Des lycéens vantent les mérites de l'enseignement technique

L'intérêt des études professionnelles expliqué aux collégiens

RIEN ne prédisposait Fabien à l'horlogerie. Pas plus que Christophe, qui pensait vaguement, en sortant de troisième, à la coiffure ou au métier de vendeur, « comme beaucoup de filles pas vraiment branchées sur des études techniques ». Un message radio a appelé à Fabien que « la France manquait d'horlogers » : il s'est précipité à la journée portes ouvertes du lycée professionnel Clément-Ader, le seul dans cette spécialité, situé à Paris, dans le 10^e arrondissement. Il y a retrouvé Christophe, entré dans une bijouterie pour un petit boulot de vendeur, « orienté » par le bijoutier, à défaut de l'avoir été par son établissement scolaire.

Aujourd'hui, en bac professionnel, ils sont tous deux volontaires pour aller rencontrer des « petits » de troisième dans le cadre de la semaine de l'enseignement technique, organisée du 16 au 20 janvier dans l'académie de Paris. L'opération mobilise près d'un millier d'élèves de BTS et de bacs professionnels. A eux de « vendre » l'enseignement technique et de faire comprendre aux troisièmes que des « parcours de réussite », selon l'expression consacrée, existent hors des filières de l'enseignement général. Car si la capitale dispose d'un atout majeur avec 76 spécialités de BTS et 36 de bac professionnel, dont certaines sections sont uniques en France, elle se situe tout juste dans la moyenne nationale pour l'orientation vers ces filières.

Christelle et Fabien ont été envoyés en ambassadeurs au collège Jean-Perrin, dans le 20^e arrondissement, comme Sébastien, qui prépare un BTS bâtiment, Grégory et Jean-Philippe, un BTS micro-technique. Pour eux, il s'agit d'abord de combattre les idées reçues. « L'atelier, c'est pas l'usine, c'est très propre, on a une blouse, on ne vit pas les mains dans l'huile... ».

« C'est sans doute l'exception », risque le professeur de français qui assiste à la rencontre. « C'est sûr, admet Sébastien, faut faire ses preuves. » Les élèves veulent savoir si les stages sont payés et s'il faut « continuer les maths », si « ça sélectionne » ou si « tout le monde est pris ». Pas de questions sur les emplois, les débouchés, même dans une classe « au niveau très faible », selon le principal du collège où les trois quarts des élèves n'ont sans doute pas en seconde. Mais a-t-on, véritablement, à quinze ans, envie de choisir son métier ? « Un élève a demandé l'autre jour à un professeur, raconte le principal du collège, s'il existait des BEP sans spécialité... »

Christine Garin

Une clinique et des sans-logis

AMIENS

Depuis le 14 janvier, une quarantaine de familles ont pris possession, à l'initiative de l'association Droit au logement (DAL) de la Somme, d'une ancienne clinique située au centre-ville d'Amiens. Aujourd'hui propriété de la Société immobilière picarde, cet immeuble, qui appartenait à la congrégation des religieuses du Bon secours, devait être transformé en hôtel social. Les squatters n'ont pas attendu les travaux. Les anciennes chambres de malades ont été réparties entre les membres des familles venant de foyers d'hébergement et de nombreux meubles ont été offerts par des particuliers, qui viennent rendre visite aux nouveaux occupants du 23, rue de l'Amiral-Courbet.

Virginie, dix-neuf ans, et Loïc, vingt-six ans, ont une grande chambre pour eux deux, essentiellement meublée de literie. Elle est au chômage. Lui touchait encore récemment le RML. Depuis un mois, il a décroché un petit boulot, sous la forme d'un contrat emploi-solidaire (CES) aux Restaurants du cœur. Loïc a un fils de cinq ans, Kevin, qui vit avec sa grand-mère, son père ne voulant pas lui imposer la galère dans un foyer. Virginie et Loïc ont fait une demande de logement à un organisme HLM : « Nous avons les moyens de payer 1 500 francs par mois, affirme-t-elle, mais on ne nous propose rien. »

L'ANPE ou faisait des stages. Elle a rédigé une demande de logement en octobre 1993 mais n'a toujours rien obtenu. On lui dit qu'il faut attendre. Elle vit aujourd'hui grâce au RML. Séparée de son mari, Gilles, à la fin de l'été, elle a eu, un week-end tous les quinze jours, sa fille de six ans. Son rêve : pouvoir recevoir Jessica dans un vrai appartement, même petit.

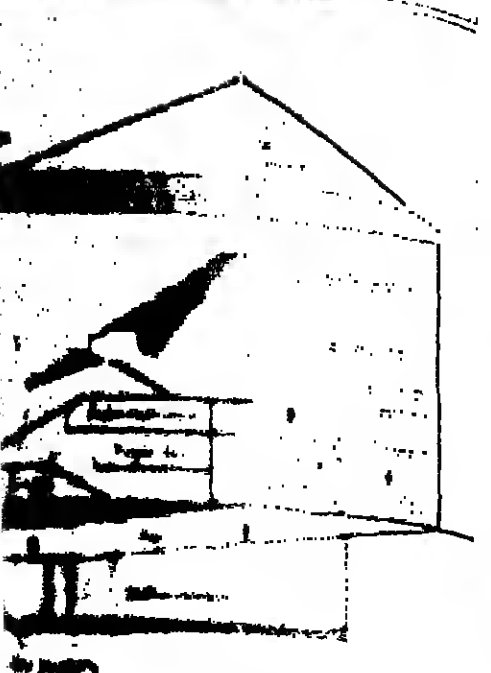
Gabriel, quarante-huit ans, originaire de Centrafrique, ayant obtenu la nationalité française, et son épouse Marie-Claude, trente-neuf ans, ont douze enfants dont onze encore à charge : ils ont entre dix-neuf mois et dix-huit ans. Gabriel, conseiller juridique, exerçait à Paris lorsqu'un drame est venu endeuiller la famille. Un fils de vingt et un ans a été assassiné. Ils ont voulu alors quitter l'île-de-France pour s'installer au cinquième de Pantin où reposait leur garçon et « parce que sa femme voulait sans cesse se recueillir sur sa tombe », dit Gabriel. « Nous nous sommes retrouvés voilà treize mois à Amiens. Nous avions un peu d'argent : 60 000 mille francs. Nous avons tout dépensé en hôtels, souligne-t-il, j'ai le droit d'emprunter ma profession mais je ne peux pas travailler car je n'ai trouvé ni logement ni local professionnel, et maintenant, je n'ai plus d'argent. Nous étions en foyer, très mal installés. »

An 23, rue de l'Amiral-Courbet, ce n'est bien sûr pas l'idéal. Mais dans l'ancienne clinique où ils ont trouvé refuge depuis huit jours, la famille de Gabriel et de Marie-Claude dispose de cinq chambres, d'une cuisine et d'une salle de bains. Pour se rendre utile, Gabriel tient l'accueil de l'immeuble squatté.

Michel Curie

Le nouveau quartier
Les architectes présentent un projet
unique nord de Paris

Le projet de quartier
est le fruit d'un travail
de concertation entre
les architectes et les habitants
du quartier. Il s'agit d'un
projet de quartier unique
nord de Paris.



Le projet de quartier
est le fruit d'un travail
de concertation entre
les architectes et les habitants
du quartier. Il s'agit d'un
projet de quartier unique
nord de Paris.

Le projet de quartier
est le fruit d'un travail
de concertation entre
les architectes et les habitants
du quartier. Il s'agit d'un
projet de quartier unique
nord de Paris.

Le projet de quartier
est le fruit d'un travail
de concertation entre
les architectes et les habitants
du quartier. Il s'agit d'un
projet de quartier unique
nord de Paris.

Le projet de quartier
est le fruit d'un travail
de concertation entre
les architectes et les habitants
du quartier. Il s'agit d'un
projet de quartier unique
nord de Paris.

La délinquance et la criminalité ont faiblement augmenté (+ 0,81 %) en 1994

Les statistiques font apparaître une baisse des infractions sur la voie publique

Avec 3 913 194 infractions constatées par les services de police et de gendarmerie en 1994, la délinquance et la criminalité ont légèrement aug-

menté (+ 0,81 % par rapport à l'année précédente), ont annoncé vendredi 20 janvier le directeur général de la police nationale Claude

Gutant et son homologue de la gendarmerie Patricia Maynal. Cette évolution s'inscrit dans la décélération observée ces dernières années.

POUR ÉVITER de présenter les chiffres de l'insécurité au début du printemps, autant dire en pleine élection, les ministères de l'Intérieur et de la Défense ont pris les devants en livrant des données incomplètes. Les chiffres « consolidés » du second semestre de l'année 1994 ne sont pas encore disponibles. Du moins les pourcentages livrés à la presse ne devraient connaître que d'infimes variations, assure-t-on place Beauvau.

Ces chiffres reflètent une stagnation (+ 0,81 %) de la délinquance globale, parvenue il est vrai aux sommets puisqu'elle frise la barre des quatre millions de crimes et délits. Une analyse plus fine révèle des tendances positives dans certains secteurs. Les délits dits de voie publique enregistrent ainsi l'évolution la plus notable. Pour la première fois après sept années de forte hausse (+ 10 % annuels en moyenne depuis

1990), ce type de délits recule (- 2,4 %). Or cette délinquance représente plus de la moitié du total des infractions constatées en France (2,5 millions de faits). Des vols de véhicules, d'autoradios ou d'accessoires auto, les vols liés aux automobiles et aux deux-roues à moteur sont ainsi en nette régression (- 5,13 %). Les cambriolages connaissent aussi une diminution (- 1 %). La hausse des recels de biens volés (+ 8,52 %) indique que les policiers et les gendarmes ont pris l'initiative de lutter contre les recelers.

L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE MENACÉE

Les infractions à caractère économique et financier ont connu la hausse statistique la plus sensible (+ 8,45 %). Dans cette rubrique, les fraudes à l'usage de cartes de crédit (+ 12,6 %) et les abus de confiance (+ 13 %) se sont le plus accrus. Une

autre rubrique numériquement importante, les destructions et dégradations de biens, a poursuivi sa hausse (+ 3,3 %). Plus préoccupante est l'augmentation des atteintes aux personnes (19 263 faits, soit + 12,6 %). À l'intérieur physique des victimes, les homicides ont certes diminué (92 crimes, soit - 6 %). Mais les viols (+ 14 %) et les violences contre la famille et abandon d'enfants (+ 13,7 %), dont les victimes se déclarent sans doute plus que par le passé à la police, ont augmenté.

S'agissant des saisies de drogues par la police, la gendarmerie et la douane, l'envoie continue pour la résine de cannabis (15,38 tonnes, soit + 111 %), l'héroïne (321 kilos, soit + 120 %) et la cocaïne (15 tonnes, soit + 1172 %, due notamment au démantèlement d'un réseau de trafiquants colombiens installés en France). Les délits d'usage-revente (+ 4,7 %) et d'usage (+ 12,9 %) ont

progressé. Signalant la priorité policière donnée par Charles Pasqua, l'augmentation des délits à la police des étrangers (+ 11,12 %) et du nombre d'étrangers reconduits à la frontière (+ 53 %) ont été la traduction statistique des lois sur les contrôles d'identité et le séjour irrégulier des étrangers que le ministre de l'Intérieur avait fait adopter dès son retour place Beauvau.

Enfin, les différents indicateurs de l'efficacité répressive sont à la hausse : le taux d'élucidation (+ 12,2 %), le nombre d'arrestations (+ 14 %) et le nombre de personnes écrouées (+ 9,85 %). En corollaire, l'augmentation des violences (+ 21 %) et outrages (+ 13 %) à dépositaires de l'autorité paraît traduire une dégradation des relations avec des policiers et des gendarmes plus présents sur la voie publique.

E. In.

Réclusion criminelle à perpétuité pour l'auteur d'un quintuple meurtre

DOUAI

Denis Guédin, trente ans, a été condamné, vendredi 20 janvier, à Douai, par la cour d'assises du Nord, à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Il a été reconnu coupable de l'assassinat d'un couple et de trois enfants, le 5 août 1991 à Quarouble dans le Nord (Le Monde du 20 janvier). Sa concubine, Sylvie Vancaneghem, vingt-quatre ans, a été condamnée pour complicité à dix ans de réclusion. Tous les deux ont été inculpés de droits civiques pour dix ans.

« Le destin est cruel dans cette affaire, avait déclaré l'un des avocats de la partie civile. Si ces deux-là n'avaient pas existé, ce serait jour de fête chez les Roucoult. On ferait les sept ans d'Élodie. Mais Élodie a été tuée ce funeste 5 août 1991 d'une balle au milieu du front, entre les deux yeux. Elle avait trois ans et demi. Après avoir exécuté de la même façon son père, Frédéric Roucoult, sa mère, Anne-Marie Fachr, ses deux cousins, David, quatorze ans, Jonathan, cinq ans, Denis Guédin allait ainsi jusqu'au bout de son effroyable projet. Une « machine à tuer » s'était mise en marche, pour reprendre le mot de l'avocat général. Rien n'allait s'arrêter. Le crime prémédité, perpétré

avec « froideur, minutie et détermination ». Et tout cela parce que l'assassin, trop amoureux des victimes, s'était enfoncé lui-même dans une banale affaire de dette de 46 000 francs qu'il était incapable de rembourser.

La cause était moins évidente pour sa concubine, Sylvie Vancaneghem, qui n'est pratiquement jamais sortie de son mutisme tout au long des trois jours du procès. « On pourrait croire qu'elle n'a pas sa place dans la box des accusés. Eh bien si !, lui a-t-on fait remarquer l'avocat général, étant si sa participation et sa responsabilité sont en rapport avec sa personnalité. Car elle savait ce qu'il lui fallait : elle a apporté son aide (...) ne serait-ce que par sa seule présence de femme enceinte de six mois qui rassurait. » (Sylvie Vancaneghem accusait le 27 octobre 1991 d'un petit garçon, Julien, aujourd'hui élevé dans une famille d'accueil.)

Au terme des deux heures de délibération, les jurés n'ont pas tout à fait suivi les réquisitions de l'avocat général, qui avait réclamé la réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de dix-huit ans pour Denis Guédin et quinze ans de réclusion pour celle que les jurés ont reconnue comme sa complice.

Jean-René Lorre

Vive polémique entre les syndicats et la Fédération du bâtiment

UNE VIVE polémique a éclaté entre la Fédération nationale du bâtiment (FNB) et la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) Paris Ile-de-France à propos des commissions abusivement perçues par certains syndicats sur des travaux dans des copropriétés. A l'origine, un courrier adressé début novembre 1994 par Louis Houdeville, président de la Fédération de défense des copropriétaires, à la FNB sur cette pratique qui a « tendance à se généraliser ». « Les techniques utilisées sont simples, mais génèrent la plupart du temps aucun caractère d'écrit. Cela va de la « remise professionnelle » figurant sur les tarifs mais non sur les devis aux « bons de commission », aux « avoirs », aux « ristournes sur commande », établis au nom du syndic et accompagnés d'un chèque libellé à son ordre », explique M. Houdeville. Ces pratiques, note-t-il, « font payer deux fois aux copropriétaires le prix de la même prestation » puisque, au-dessus d'un certain montant, le syndic perçoit un boniface spécifique (un pourcentage des travaux).

Fin novembre, la réponse de Jean Domange, président de la FNB, a mis le feu aux poudres : « Il apparaît que dans les marchés privés d'importance, tels ceux concernant les copropriétés, les entreprises (du bâtiment) se trouvent décidément

confrontées à des pratiques qu'on leur impose et victimes de procédés qui les dépassent. Dans ce cas, l'enrichissement personnel du donneur d'ordres en est la motivation directe. » Le président Domange affirmait même : « Vous employez le mot « coutume », j'utiliserais plus volontiers l'expression « chantage institutionnalisé » (...); les réalités et les exigences de certains syndicats contraignent trop souvent l'entreprise (...) à passer sous les fourches caudines qui jalonnent l'accès aux marchés immobiliers et à accepter des conditions de travail déplorables. »

Destiné au seul Louis Houdeville, ce texte est tombé dans les mains du président de la CNAB Paris Ile-de-France, Marc Lance, qui lui a vertement répondu. Dans une lettre à Jean Domange, le 20 janvier, il se déclare « extrêmement surpris des accusations graves que vous portez d'une manière générale à l'encontre de notre profession ». « Certes, il y a des syndicats de copropriété qui se livrent aux pratiques que tout comme vous je dénonce et poursuis sans faiblesse au sein de la CNAB Paris Ile-de-France », reconnaît M. Lance, qui propose à la FNB « d'en finir une bonne fois pour toutes avec cette question » en convenant de sanctions.

Françoise Vayssie

Le juge espagnol Garzon enquête à Bayonne sur le GAL

LE JUGE Baltasar Garzon, chargé en Espagne de l'instruction sur les Groupes antiterroristes de libération (GAL), qui avaient assassiné vingt-sept personnes au Pays basque français, de 1983 à 1987, s'est rendu à Bayonne, vendredi 20 janvier, afin de rencontrer le juge d'instruction Christian Lanqué et le procureur de Bayonne, Jean-Pierre Nahon. Le juge Garzon souhaitait en outre s'entretenir avec Segundo Marry, citoyen espagnol demeurant à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), qui avait été enlevé par le GAL en 1983 : cette action avait été la première revendiquée par l'organisation de lutte contre les séparatistes basques. Cette enquête a déjà conduit, en Espagne, à l'incarcération de plusieurs hauts fonctionnaires au cours des dernières semaines.

Vendredi 20 janvier, quatre avocats des Pyrénées-Atlantiques, agissant au nom d'une vingtaine de familles de victimes du GAL, ont demandé au garde des sceaux de rouvrir des procédures instruites en France contre le GAL. Ils estiment qu'à la lumière des découvertes du juge Garzon, « des charges nouvelles existent » et que la prescription de dix ans ne peut donc s'appliquer.

Rassemblement à Evreux pour la messe d'adieu de Mgr Gaillot

PLUSIEURS dizaines de milliers de personnes étaient attendues, dimanche 22 janvier, à la messe d'adieu qui devait célébrer Mgr Jacques Gaillot à 15 h 30 dans la cathédrale d'Evreux (Eure). Trois cents autocars, dont certains en provenance du Benelux et d'Allemagne, et des trains spéciaux ont été prévus pour ce rassemblement organisé avec l'archidiocèse d'Evreux. « Ce sera une réunion de famille », a assuré Mgr Michel Sautreau, évêque du Havre, qui devait être un des seuls prélats présents à cette manifestation en faveur de l'évêque relégué de sa charge.

A l'évêché, un collectif « Evreux sans frontière », constitué par les diacres du diocèse, avait, en fin de semaine, reçu 7 000 lettres et télégrammes de soutien, qui seront remises au Vatican. Dans la matinée, Mgr Gaillot, qui a été fait choyen d'honneur de la ville par le maire communiste Roland Plaisance, avait prévu de célébrer un dernier office avec les prisonniers de la maison d'arrêt.

■ **AFFAIRES** : l'ancien député (PS) Christian Pierret sera traduit devant le tribunal correctionnel de Paris pour recel d'abus de biens sociaux. Maire de Saint-Dié et ex-député des Vosges, M. Pierret, qui est aussi directeur général du groupe Accor, avait été mis en examen, en juin 1993, dans une affaire de fausses factures portant sur plusieurs millions de francs et réalisée par l'intermédiaire d'une société vosgienne fabricant des rétroviseurs, la CIPA. Les bénéficiaires étaient des sociétés contrôlées par M. Pierret. Le PDG de CIPA a également été renvoyé devant le tribunal pour faux, escroquerie et abus de biens sociaux. M. Pierret avait bénéficié de la loi d'amnistie du 15 janvier 1990 pour une partie des faits commis avant cette date.

■ **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX** : l'affaire des écoutes du PS pourra être instruite, après le réquisitoire, mercredi 18 janvier, par la chambre d'accusation, de l'appel du parquet contre l'ordonnance du juge d'instruction Jean-Paul Valat, prêt à engager une enquête pour « atteintes à l'intimité de la vie privée ». Le 19 juin 1994, un policier des renseignements généraux avait « espionné » le conseil national du Parti socialiste, qui se tenait à huis clos. Le PS avait déposé plainte « sans succès », vendredi 20 janvier, « malgré toutes les démarches, l'instruction puisse être engagée ».

■ **CORRUPTION** : la condamnation de Jeanne Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, et de Marc-Michel Mézin, PDG d'une de ses filiales, SDEI, a duré quatre heures, vendredi 20 janvier, dans le bureau du juge Courroye, qui enquête sur les conditions de privatisation du service des eaux de Grenoble, attribué en 1989 au groupe de M. Monod. M. Mézin est mis en examen pour corruption et détournement depuis le 16 septembre 1994. M. Monod, lui, n'était entendu qu'au titre de témoin, après une première audition le 23 février 1994.

DEPÊCHES

■ La cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 20 janvier, la validité du congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) du 6 octobre 1992 à Créteil qui avait entériné l'exclusion de ses deux principaux syndicats minoritaires, le Syndicat national du second degré (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP).

■ L'incendie d'un immeuble de dix étages à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), dont les causes restaient inconnues samedi matin 21 janvier, a fait trois victimes, dans la nuit de vendredi à samedi.

■ Le responsable d'un complexe immobilier, Jean-François Cesarini, a été tué de plusieurs balles, vendredi soir 20 janvier, devant sa villa à Prunette, à 50 kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse). Aucune trace de revendication n'a été retrouvée sur les lieux.

SPORTS

Malaise au sein du Défi français pour la Coupe de l'America

Devant les mauvais résultats de « France 2 », son armateur met en cause l'organisation

SAN DIEGO de notre envoyé spécial

Les quatre premières défaites de France 2 et la mauvaise communication initiale du Défi français à propos des problèmes techniques rencontrés pour la mise au point du bateau pour le premier Round Robin des éliminatoires de la Coupe de l'America (Le Monde du 19 janvier) ont incité Jean-Michel Tissier, PDG de Stardust Marine, à réagir. L'armateur des deux Class America du Défi, qui a assisté aux premières régates avant de rentrer à Paris, estime qu'il y a un « malaise général ». Comparant l'encadrement du Défi à une « armée mexicaine », il invite ce dernier à « remettre de l'ordre dans un délai assez court ». Si les choses ne s'arrangent pas avant la fin du premier Round Robin, il provoquera une réunion de tous les partenaires pour « une analyse courageuse de la situation sportive et de l'environnement du Défi ». Ces propos ont entraîné une réaction immédiate du directeur de France America, la société qui gère le Défi.

François Giraudet, président du directoire, reconnaît que « l'accident de grue du 7 décembre a perturbé l'organisation ».

Mais il regrette ces propos qui peuvent entamer la confiance des partenaires et du public. Il manquerait aujourd'hui 15 millions de francs pour boucler le budget de 200 millions, mais cette « préoccupation n'altère pas sa sérénité ». Il n'est, en tout cas, pas question de remettre en question l'organisation du Défi. « Nous avons, vécu, dit-il, depuis un mois une crise très dure, et chacun sait qu'on en sort généralement renforcé. »

RAPPORTS DE FORCES

Cet échange, qui peut contribuer à la déstabilisation du Défi, traduit surtout une tentative de changer les rapports de forces. Au titre d'armateur des deux Class America et d'opérateur qui a permis le montage de la défiscalisation (Le Monde du 14 janvier), Jean-Michel Tissier semble vouloir jouer, ou faire jouer à sa société, un rôle plus actif dans la gestion et l'organisation. Ainsi, par exemple, a-t-il négocié un « rapprochement » se traduisant par le retrait du deuxième Défi français, sans en référer aux respon-

sables du premier. Les statuts de France America ne lui permettent pas de revendiquer un pouvoir de décision et le confinement dans le rôle de partenaire. Le contrat d'affrètement signé entre les deux parties confie, en effet, la gestion des deux Class America au Défi jusqu'à la fin des régates. La situation financière de France America pourrait-elle permettre au PDG de Stardust Marine d'exercer des pressions ? Sur

les 80 millions de francs du montage de la défiscalisation, seuls la part de la recherche appliquée (environ 10 millions de francs) et le budget de Formule voile (moins de 20 millions de francs) auraient été transférés par France America. Les coûts de construction des deux Class America et des bateaux laboratoires sont directement réglés aux chantiers Jeanneau et aux autres partenaires techniques. Au dire de ses

responsables, France America n'aurait pas bénéficié d'avances de trésorerie de la part de Stardust. « Comme toutes les sociétés, nous avons des relations normales de client à banquier pour négocier des découverts ou des lettres de crédit avec les deux banques du Défi, le CCF et la BTF-BATIF », indique François Giraudet. Filiale du Crédit lyonnais, la BTF-BATIF est actionnaire principal de Stardust Marine.

En fait, la principale faiblesse de France America pourrait résulter des 15 millions de francs qui manquent pour boucler le budget global de 200 millions de francs. Le budget de la direction sportive (25 millions de francs), géré par la société Défis 95-Team Marc Pajot, et celui de la direction technique (100 millions de francs) n'étant plus susceptibles d'être ponctionnés, ces 15 millions affectés aux divers frais de fonctionnement de la base à San Diego auraient une importance « vitale », selon François Giraudet. Comme Jean-Michel Tissier, le président du directoire de France America envisage de réunir très vite les partenaires du Défi, décidément très sollicités, pour tenter de dénouer la crise.

Gérard Albouy

RÉSULTATS

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

22^e journée (match avancé)

Nantes-Lens

0-0

TENNIS

INTERNATIONAUX D'Australie

Simple messieurs, 1^{er} de finale

Vendredi 20 janvier

J. Courier (E-U) n° 91 b. M. Woodforde (Aus.)

6-3, 6-3, 6-3 ; M. Larsson (Sue.) n° 15 b. T. Enqvist (Sue.) par forfait.

Samedi 21 janvier

A. Agusti (E-U) n° 2 b. G. Rusedski (Can.) 6-2,

6-4, 6-2 ; D. Whitman (E-U) b. R. Furlan (Ita.) 7-6

(8-6), 6-4, 6-3 ; P. McEnroe (E-U) b. D. Prinosi

(All.) 6-3, 6-2, 6-4 ; E. Kafelnikov (Rus.) n° 10 b. J.

Bjorkman (Sue.) 4-6, 6-1, 6-2, 7-6 (10-8) ; J. B.

lingh (N-B) b. T. Muster (Aut.) n° 10 6-3, 6-2, 3-6,

7-5 ; S. Edberg (Sue.) n° 6 b. M. Driesmann (All.)

7-6 (10-8), 6-2, 6-3.

Simple dames, 1^{er} de finale

Vendredi 20 janvier

A. Heber (All.) n° 10 b. Y. Beaulieu (Ind.) 6-0, 6-1 ; K.

Negashvili (Uzb.) b. A. Fraser (E-U) n° 10 6-3, 6-3 ;

N. Pietrangeli (Ita.) n° 8 b. J. Wiesner (Aut.) 4-6, 7-6

(7-3), 6-4.

Samedi 21 janvier

M. Wendl Wimmer (E-U) b. E. Mubareza (Rus.)

6-0, 6-2 ; A. Sanchez (Esp.) n° 11 b. T. Garvin (E-U)

6-1, 6-3 ; A. Garaskin (Mex.) b. L. McNeil (E-U)

n° 15 2-6, 6-3, 6-6 ; J. Novotna (Tch.) n° 3 b. L.

Raymond (E-U) 6-1, 3-6, 9-7 ; B. Paik (Aut.) b. S.

elaine Appelgren (Sue.) 6-1, 6-3 ; K. Ishikawa (Jap.)

b. M. Babat (All.) 2-6, 6-1, 6-3 ; M. Sawamatsu (Jap.)

b. Kimiko Date (Jap.) n° 7 3-6, 6-3, 6-3.

1^{re} descente de Wengen

1. K. Ghedira (Ita.) ; 2. P. Rzehak (Aut.) ; 3. H.

Vitold (Aut.) ; 4. A. Stanzani (Ita.) ; 5. A. Jostinger

(Aut.) ; 6. J. Strub (Aut.) ; 7. L. Alphonse (Fra.)

Classement provisoire de la Coupe du

monde : 1. A. Tomba (Ita.), 850 pts ; 2. G. Mader

(Aut.), 432 ; 3. J. Kust (Slo.), 430 ; 4. L. Alphonse

(Fra.), 428 ; 5. M. Ghislini (Lux.), 404.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Premier round Robin

Vendredi 20 janvier

Coupe Louis-Vuitton : Win New-Zealand bat

France 2 de 1 m 25 s ; One Australia bat Riga de

Espagne de 1 m 25 s ; Team New-Zealand bat

Nippon de 1 m.

Classement : 1. Team New-Zealand, 5 pts ; 2.

Nippon et Win New-Zealand, 3 ; 4. Sydney 95 et

One Australia, 2 ; 5. France 2 et Riga de Espa-

na, 0.

Coupe Chelton : Young America bat America 3 de

2 m 2 s.

Classement : 1. Young America, 5 pts ; 2. Ameri-

ca 3 et Stars and Stripes, 1.

COUPE DU MONDE MASCULINE

1^{re} descente de Cortina d'Ampezzo

1. M. Gargl (Aut.) ; 2. P. Suter (E-U) ; 3. K. S.

Selinger (All.) ; 4. I. Kostner (Ita.) ; 5. R. Goetsch

(Aut.) ; 6. N. Bonner (Fra.) et H. Lauth (E-U).

Classement provisoire de la Coupe du monde :

1. K. Selinger (Aut.), 703 pts ; 2. M. Zeller-Selinger

(Slo.) 677 ; 3. V. Schneider (Slo.), 582 ; 4. M. Ertl

(All.), 490 ; 5. P. Suter (E-U), 405.

COUPE DU MONDE FÉMININE

1^{re} descente de Cortina d'Ampezzo

1. M. Gargl (Aut.) ; 2. P. Suter (E-U) ; 3. K. S.

Selinger (All.) ; 4. I. Kostner (Ita.) ; 5. R. Goetsch

(Aut.) ; 6. N. Bonner (Fra.) et H. Lauth (E-U).

Classement provisoire de la Coupe du monde :

1. K. Selinger (Aut.), 703 pts ; 2. M. Zeller-Selinger

(Slo.) 677 ; 3. V. Schneider (Slo.), 582 ; 4. M. Ertl

(All.), 490 ; 5. P. Suter (E-U), 405.

COUPE DU MONDE MASCULINE

1^{re} descente de Cortina d'Ampezzo

1. M. Gargl (Aut.) ; 2. P. Suter (E-U) ; 3. K. S.

Selinger (All.) ; 4. I. Kostner (Ita.) ; 5. R. Goetsch

(Aut.) ; 6. N. Bonner (Fra.) et H. Lauth (E-U).

Classement provisoire de la Coupe du monde :

1. K. Selinger (Aut.), 703 pts ; 2. M. Zeller-Selinger

(Slo.) 677 ; 3. V. Schneider (Slo.), 582 ; 4. M. Ertl

(All.), 490 ; 5. P. Suter (E-U), 405.

COUPE DU MONDE FÉMININE

1^{re} descente de Cortina d'Ampezzo

1. M. Gargl (Aut.) ; 2. P. Suter (E-U) ; 3. K. S.

Selinger (All.) ; 4. I. Kostner (Ita.) ; 5. R. Goetsch

(Aut.) ; 6. N. Bonner (Fra.) et H. Lauth (E-U).

Classement provisoire de la Coupe du monde :

1. K. Selinger (Aut.), 703 pts ; 2. M. Zeller-Selinger

(Slo.) 677 ; 3. V. Schneider (Slo.), 582 ; 4. M. Ertl

(All.), 490 ; 5. P. Suter (E-U), 405.

COUPE DU MONDE MASCULINE

1^{re} descente de Cortina d'Ampezzo

1. M. Gargl (Aut.) ; 2. P. Suter (E-U) ; 3. K. S

الرياضيات

ge espagnol Garzon
ete à Bayonne sur le GAI

Alain Garçon, 34 ans, est un jeune homme d'origine espagnole, installé à Bayonne sur le GAI. Il est marié et a deux enfants. Il travaille dans le commerce de l'automobile. Il a été élu conseiller municipal à Bayonne en 1989. Il est membre du conseil d'administration de la commune. Il a été élu maire de Bayonne en 1995. Il a été réélu en 1999. Il a été élu député de la Gironde en 2002. Il a été élu député de la Gironde en 2007. Il a été élu député de la Gironde en 2012. Il a été élu député de la Gironde en 2017. Il a été élu député de la Gironde en 2022.

blement à Evreux
messe d'adieu de Mgr Gaillot

Mgr Gaillot, 72 ans, est un prêtre de la paroisse de Saint-Jacques à Evreux. Il a été élu évêque de Bayonne en 1995. Il a été élu évêque de Bayonne en 1999. Il a été élu évêque de Bayonne en 2002. Il a été élu évêque de Bayonne en 2007. Il a été élu évêque de Bayonne en 2012. Il a été élu évêque de Bayonne en 2017. Il a été élu évêque de Bayonne en 2022.

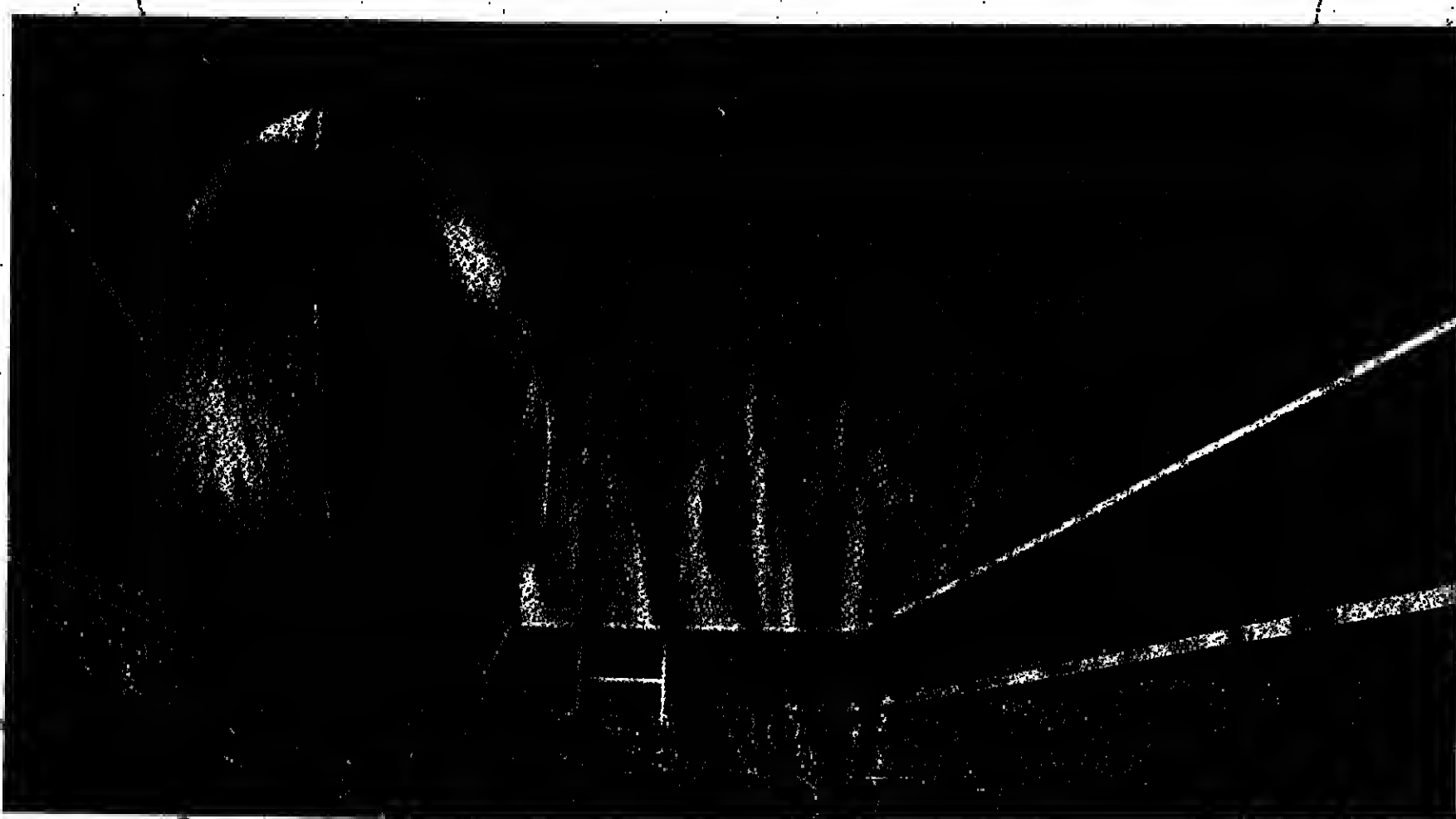
Mgr Gaillot, 72 ans, est un prêtre de la paroisse de Saint-Jacques à Evreux. Il a été élu évêque de Bayonne en 1995. Il a été élu évêque de Bayonne en 1999. Il a été élu évêque de Bayonne en 2002. Il a été élu évêque de Bayonne en 2007. Il a été élu évêque de Bayonne en 2012. Il a été élu évêque de Bayonne en 2017. Il a été élu évêque de Bayonne en 2022.

Mgr Gaillot, 72 ans, est un prêtre de la paroisse de Saint-Jacques à Evreux. Il a été élu évêque de Bayonne en 1995. Il a été élu évêque de Bayonne en 1999. Il a été élu évêque de Bayonne en 2002. Il a été élu évêque de Bayonne en 2007. Il a été élu évêque de Bayonne en 2012. Il a été élu évêque de Bayonne en 2017. Il a été élu évêque de Bayonne en 2022.

Mgr Gaillot, 72 ans, est un prêtre de la paroisse de Saint-Jacques à Evreux. Il a été élu évêque de Bayonne en 1995. Il a été élu évêque de Bayonne en 1999. Il a été élu évêque de Bayonne en 2002. Il a été élu évêque de Bayonne en 2007. Il a été élu évêque de Bayonne en 2012. Il a été élu évêque de Bayonne en 2017. Il a été élu évêque de Bayonne en 2022.

Mgr Gaillot, 72 ans, est un prêtre de la paroisse de Saint-Jacques à Evreux. Il a été élu évêque de Bayonne en 1995. Il a été élu évêque de Bayonne en 1999. Il a été élu évêque de Bayonne en 2002. Il a été élu évêque de Bayonne en 2007. Il a été élu évêque de Bayonne en 2012. Il a été élu évêque de Bayonne en 2017. Il a été élu évêque de Bayonne en 2022.

PEUGEOT 306 Eden Park SÉRIE LIMITÉE



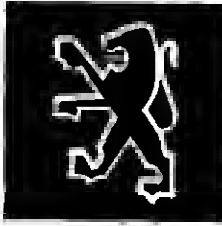
POUR LA PRÉSENTATION DE NOTRE SÉRIE LIMITÉE
«306 EDEN PARK» CET APRÈS-MIDI, NOUS N'ATTENDONS PAS MOINS
DE 47 000 SPECTATEURS, DONT 5 000 GAILOIS.



L'événement sportif de ce samedi après-midi est sans conteste la présence au Parc des Princes de la nouvelle série limitée 306 : un turbo Diesel de 92 ch., habillée aux couleurs d'Eden Park, le couturier au noeud papillon devenu légendaire sur les pelouses de rugby. La présentation sera suivie d'une démonstration de rugby opposant la France au Pays de Galles.

Modèle présenté : 306 Eden Park A.M. 95. Consommations normées UTAC : 4,4 l à 90 km/h - 6,2 l à 120 km/h - 7,5 l en cycle urbain.

306
PEUGEOT



DISPARITIONS

Mehdi Bazargan

L'éphémère premier ministre de Khomeiny

Mehdi Bazargan, ancien premier ministre iranien, est décédé, vendredi 20 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, dans un hôpital suisse, des suites d'une maladie cardiaque.

Mehdi Bazargan avait été le premier chef du gouvernement en Iran après l'avènement de la République islamique en février 1979. Mais il avait été contraint de démissionner neuf mois plus tard, en raison des divergences qu'il opposaient à l'équipe des religieux au pouvoir, notamment à propos de la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis, à Téhéran.

Dirigeant du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), qu'il avait fondé en 1961 et qui est aujourd'hui l'un des rares mouvements d'opposition tolérés en Iran, Mehdi Bazargan n'a jamais hésité à dire tout haut ce qu'il pensait, contestant les prises de position politiques du régime et l'absence de démocratie. Dès 1985, il avait préconisé une solution négociée du conflit armé

avec l'Irak, qui, commencé cinq ans plus tôt, avait déjà fait des centaines de milliers de morts. Il a aussi dénoncé l'image déformée que les extrémistes - dont le pouvoir iranien fait partie à ses yeux - donnent de l'Islam, religion fondée, selon lui, sur la tolérance.

Même ceux qui, parmi les Iraniens, lui reprochaient au cours des dernières années d'avoir accepté d'être le premier chef du gouvernement de l'ayatollah Khomeiny ont toujours apprécié d'une grande honnêteté intellectuelle et ont rendu hommage à son intégrité. Malgré les pressions de toutes sortes qui s'exerçaient sur l'opposition en Iran, il ne s'était pas expatrié et avait voulu poursuivre la lutte à l'intérieur de son pays. Victime d'une crise cardiaque au début du mois de décembre 1994, il est décédé lors d'une escale à Zurich de l'avion qui le conduisait aux États-Unis, où il devait recevoir des soins.

Mauna Naïm

■ **BERNARD DUMON**, PDG du groupe Saint-Louis a trouvé la mort, vendredi 20 janvier, dans un accident d'avion survenu au Bourget. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Bernard Dumon était né le 16 juillet 1935 à Paris. Après des études au lycée Janson-de-Sailly, à l'école polytechnique et à l'université Stanford, il entre à l'Union sucrière de l'Alsace. Président du Centre d'études du sucre de 1968 à 1973, puis directeur général adjoint de la Générale sucrière de 1974 à 1980, président de la Générale sucrière en 1980, il devient président-directeur général de Saint-Louis en 1981. Bernard Dumon avait aussi été président-directeur général de l'enseigne de 1986 à 1987, président du Crédit sucrier et alimentaire de 1984 à 1987, et président-directeur général d'Anjourni-Piloux.

Lire page 16

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 20 janvier est publiée :

● **Déclaration de patrimoine** : une loi organique « relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du conseil constitutionnel ». Ce texte renforce la transparence du patrimoine des élus. Il interdit que les parlementaires commencent l'exercice d'une fonction de conseil en jours de mandat. Il prévoit que les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement, du Conseil économique et social, mais aussi avec l'exercice de tout mandat électif (Le Monde du 24 décembre 1994).

AU CARNET DU MONDE

Naissances

M^{me} Julien REMY,
M^{me} Emilie BRIERE,
ses arrière-grands-mères,
Le docteur et M^{me} Régis REMY,
M. et M^{me} Michel BRIERE,
ses grands-parents.
M. Nicolas REMY-HURST,
M^{me} Silvia REMY-BRIERE,
ses parents,
ont la joie de faire part de la naissance de

Constance,

à Paris, le 12 décembre 1994.

3, rue Edouard-Detaille,

75017 Paris.

Le docteur Pierre-Louis TEXIER et M^{me},
née Sophie Laroque,
Agathe et Paul,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Henri,

le 28 décembre 1994.

20, rue Linné,

75005 Paris.

Suzanne MURILLO et Bruno PARIS
ont la joie d'annoncer la naissance de

Julia,

à Sèvres, le 18 janvier 1995.

Hayat LOTFI et Vincent BROUSSE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Sofia,

le 19 janvier 1995.

15, rue du Rajat,

87000 Limoges.

Anniversaires de naissance

Axel, Gérard, Aoué, Jean-Louis, Eric,
Claire, Sébastien,
souhaitent un heureux vingtième anniversaire à

Géssende.

Jamy.

D'un même cœur, vous vous souvenez
d'un joyeux quatre-vingt-dixième
anniversaire et vous disons le bonjour
que nous aurons toujours à partager ces
moments que vous savez si bien rendre
inoubliables.

Brigitte, Yvan, Régis, Chantal,
et tous les vôtres.

Décès

- Gilda,
sa femme,
Elaine,
sa fille,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès
brutal du

docteur Isidor ARAV,

survenu le 19 janvier 1995.

L'inhumation aura lieu le 23 janvier,
à 15 heures, au cimetière de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Corinne,
sa femme,
Elsa et Laura Boullie,
ses deux petites filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Yves BOULLIC,

écrivain et poète
sous les pseudonymes
Los Bile, Boris Cox,
mort à trente-cinq ans.

Il sera inhumé le mercredi 25 janvier
1995, à 10 h 45, au crématorium
du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le soleil n'est pas né de moi.

« Le soleil n'est pas né de moi
Ni la lune et les océans
Je n'ai rien inventé
La chaleur et le vent
La montagne et la plaine.

Le soleil n'est pas né de moi
Je m'attache à mourir
A me regarder vivre
Les deux pieds dans mon ombre
Quand enfin brûlerai-je. »

10-12, rue des Deux-Fontaines,

75004 Paris.

- Maurice Curiel,
son mari,
François et Sylvie Curiel,
ses enfants,
Alexandra et Stéphanie Curiel,
ses petites-filles,
Monique et Philippe de Courcy,
sa sœur et son beau-frère,
Les familles Pomant, Pilvea,
Le Sevellec, de Courcy,
Et ses fidèles amis,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès de

Jacqueline Javotte CURIEL,

née Lallement,

survenue le 19 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 23 janvier 1995, à 10 h 30, en
l'église Saint-Jacques, Paris-17^e, le lundi
23 janvier, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Sa fille,
Ses petits-enfants,
ont le profond chagrin de faire part du
décès accidentel de

M. Jean JOUBERT,

professeur honoraire,
officier des Palmes académiques,
survenu le 15 janvier 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans

l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, chemin de Froide-Lieu,

74200 Thonon-les-Bains.

- Le Seigneur a rappelé à Lui

Françoise LESCURE,

née Hélie,

le 20 janvier 1995, dans l'espérance de

la résurrection et confiée dans la

communauté des saints.

Elle a quitté ceux qu'elle aimera tou-

jours.

De la part de

M^{me} Philiberte Girardot,M. et M^{me} Emmanuel Lescure,M. et M^{me} François Roclère,M^{me} Méridée Lescure,M. et M^{me} Gilles Lescure,M. et M^{me} Pierre Landrieu,M. et M^{me} Jean Boiteux,M. et M^{me} Patrick Lescure,M. et M^{me} Romaric Lescure,M. et M^{me} Stanislas Chantier,

ses enfants,

Ses quarante-cinq petits-enfants et

leurs conjoints,

Ses soixante-trois arrière-petits-

enfants,

M^{me} Jacques Langlois,M. et M^{me} Henri Lescure,M^{me} Louis Pons,M. et M^{me} Maurice Antoine,M^{me} Paul Lescure,M. Jean Girardot,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toutes les personnes qui l'ont
entourée ces derniers mois.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le lundi 23 janvier, à 15 heures, en

l'église Saint-Rémi de Solenoy.

Elle a rejoint dans l'éternité

Frédéric LESCURE,

son époux, décédé le 5 décembre 1993,

Méridée LESCURE,

son fils, décédé le 6 juillet 1994.

Ni fleurs ni couronnes.

« Le Verger »,

21260 Solenoy.

Anniversaires

Jean-Louis BARBAULT

s'est éloigné de nous, il y a un an.

Mais il demeurera toujours parmi
nous en pensée et dans nos cœurs.

Nous n'oublierons jamais son œuvre,
poétique, humaine, généreuse.

Jean-Pierre Berthou,
Et les Amis de Jean-Louis Barbault
et Madeleine Ranaud.

- Le dimanche 23 janvier 1994,

Loukis IOANNIKIOS

nous a quittés.

Il reste toujours dans nos cœurs.

Le premier anniversaire de sa mort,
ses amis se réuniront le lundi 23 jan-
vier 1995, à 19 h 30, en la cathédrale
orthodoxe grecque Saint-Etienne, 7, rue
Georges-Sabat, Paris-16^e, pour la célé-
bration d'une messe à sa mémoire.

Nélie PORTAL

nous quitte le 23 janvier 1994.

Ne l'oublions pas.

Souvenirs

- Le 23 janvier 1945,

Francis MEYER,
volontaire du maquis
et de la 9^e DIC,

est tombé au combat, en Alsace, dans

sa dix-neuvième année.

A sa mémoire.

Sa famille,

Ses camarades.

Communications diverses

- Le Collège international de philo-
sophie rappelle qu'il procède actuelle-
ment au renouvellement partiel de son
assemblée collégiale, en nommant
vingt-cinq nouveaux directeurs de pro-
gramme pour une période de six ans. Il
informe qu'aucun dossier de candida-
ture déposé au Collège ou adressé par
la poste (cachet de la poste faisant foi)
après le 7 février 1995 ne sera pris en
considération. Renseignements et for-
mulaires de candidature : Collège inter-
national de philosophie, 1, rue Des-
cartes, Paris-9^e, TR : (1) 44-41-46-80.

Les anciens des Chantiers de la
jeunesse et leurs amis sont invités à se
rendre à l'assemblée générale de la
délégation Ile-de-France de

l'Association nationale des anciens
des Chantiers de la Jeunesse Française
et de leurs amis, le dimanche 22 jan-
vier 1995, à 15 heures,
126, rue du Bac, Paris-7^e.

- Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Conférences

Jean Bianchi, professeur de l'université
catholique de Lyon, animera, lundi
23 janvier à 20 h 30, au FEC de Stras-
bourg (17, place Saint-Etienne, salle
Léon-XIII), une conférence sur le thème :
y a-t-il une culture de télévision.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*
(La Découverte, 1995), d'intervenir sur
le thème : « Le monde est-il gouverna-
ble ? », le 26 janvier 1995, à 20 heures,
à l'Auditorium Jean-Moulin, à l'ENSA,
13, rue de l'Université, Paris-6^e.
Contact : Christian Celdran ou
49-23-30-69.

Le Club Ségur promet les
échanges et la réflexion sur la santé et
la protection sociale. Il inaugure pro-
chainement son second cycle annuel de
conférences. René Lemoine, qui en est le
président d'honneur, a accepté, au
moment de la publication de son
ouvrage *Quand l'Etat disjoncte*

إلى أين؟

HORIZONS

HISTOIRE

Georges Snyder est né en 1917. Ses études à l'école normale supérieure sont interrompues par la guerre et l'expulsion des élèves juifs des grandes écoles. Déporté à Auschwitz, il est l'un des rares survivants à avoir vécu la libération du camp par les troupes soviétiques. Il témoigne ici pour la première fois de son expérience.

« J'ai été arrêté à Lyon au cours de l'été 1944, alors que les Américains avaient déjà débarqué. Juif français de la première génération, mes parents étaient hollandais. J'ai été arrêté dans la rue, essentiellement par chasse au faciès.

» J'ai été transféré à la prison Montluc à Lyon, puis à Drancy, dans la banlieue parisienne, centre de transit où étaient regroupés les futurs déportés. J'y étais à une période où les Allemands prenaient conscience qu'ils allaient à la défaite; le régime de Drancy s'était alors très notablement adouci. La vie quotidienne y était régie par quelques « administrateurs » juifs. En me promenant dans cette grande bâtisse, je tombais sur un piano et je me mets à jouer le 3^e Concerto de Beethoven. Un des administrateurs entre dans la pièce et me dit: « Vous ne devriez peut-être pas faire de la musique alors que, demain, il y a un convoi qui part pour les camps. » Je lui réponds: « Mais, de ce convoi, j'en suis parti. » Médusé, il s'en va et je continue. Nous partions donc le lendemain - dans des wagons à bestiaux. L'officier nazi ferme la porte à glissière, dans une poussée brusque; le bruit du claquement. Je l'entends comme quelque chose qui tient de la guillotine et d'un arrêt du destin.

» A l'intérieur du wagon: évocations interminables du sort qui nous attend. Certains pensent - ou s'efforcent de penser, qu'on part seulement pour un endroit très dur; d'autres, dont je suis sûr, sont persuadés qu'on va à la mort. Rien ne prédispose au pessimisme comme cette inaction, cette passivité - nous sommes désemparés, nous ne savons rien. Mais, tout de suite, nous sommes témoins de ce qui nous reste d'humanité: c'est le seul moyen de témoigner que nous ne méritons pas le traitement qui nous est infligé.

» A Drancy, on nous avait donné du pain, que nous ne pouvions pas manger; cette odeur de pain moisi, inconsciemment reliée peut-être à la mort, nous a fait penser à la mort. On arrive. Chaque d'entre nous avait essayé de réunir quelques affaires, protection à la fois matérielle et symbolique. Les plus astucieux ont même cousu quelques pièces d'or dans leurs vêtements. Mais ordre est donné d'abandonner tout objet, quel qu'il soit, à l'extérieur du wagon. Nous faisons alors l'expérience de la pauvreté absolue.



Un médecin-officier soviétique examine les détenus, qui se trouvent dans un état d'épuisement physique total.

La libération d'Auschwitz

Il y a cinquante ans, le 27 janvier 1945, l'armée rouge libérait le camp de concentration

sont aussi portés à la métaphysique qu'un camp de concentration: parce que nous sommes dans la souffrance et si proches de la mort. Nous nous demandons aussi pourquoi le nazisme a voulu exterminer les juifs? Les opposants, les résistants savaient pourquoi ils étaient dans ces camps, qui avaient été d'abord créés pour eux: ils avaient choisi l'opposition et la lutte... Les juifs, à commencer par les petits enfants juifs envoyés directement au crématoire, n'avaient rien choisi de tout cela. Notre mort est le résultat d'un processus historique, d'une détermination. Nous étions certes des boucs émissaires, mais on aurait pu en trouver d'autres.

» En fait, j'ai compris après coup pourquoi Hitler considérait chaque juif comme un ennemi: par leurs conditions d'existence et les modalités de leur émancipation, les juifs supposent l'égalité primordiale entre les peuples, entre les nations. Pour le nazisme, au contraire, il existe une race supérieure et des races inférieures; les juifs violent dans la guerre la pire des interdits, tandis que le nazisme la considère comme un moment, exaltant par excellence; les juifs vont donc à la liberté humaine, alors que Hitler exige que les masses obéissent à des chefs qui auront été imposés parce

dans un confort, si j'ose dire, bourgeois - et pourtant je suis plus proche d'eux que ceux qui n'ont pas fait l'expérience de l'extermination.

» Mais revenons-en à la vie quotidienne du camp. Aux heures de la soupe, quand on n'est pas trop « sommé », nous évoquons, évidemment en l'enjolivant, la vie passée. La grande peur de chacun est de devenir « musulman », terme qui, dans l'argot concentrationnaire, désigne un teint cireux - indice qu'on n'a plus les forces suffisantes pour travailler et qu'on est à bout.

» Si tu fais comme ça (par exemple travailler à même cadence quand le kapo te regarde et quand il s'absente) en trois jours, tu es musulman.

» J'oserais dire qu'à Auschwitz les « petites maladies » (rhumes, grippe) n'existent pas: on meurt ou on ne meurt pas. La faim est à la fois douleur et obsession. Pour avoir un peu de pain, il nous est arrivé (faibles comme nous sommes) de travailler plusieurs heures en silence. Le jour de Kippour, où les juifs pratiquaient le jeûne pour expier leurs péchés, les juifs hongrois (déportés massivement au cours de l'été 1944) refusent la soupe de midi: c'est très difficile à comprendre aujourd'hui, mais il y eut là un phénomène inouï: même les kapos, même les SS en ont été impressionnés: des « sous-hommes » capables de préférer une affirmation de soi, de sa dignité, à la nourriture! Jusqu'à une date récente, et bien que je sois éloigné de toute croyance religieuse, j'ai jeûné, ce jour-là, en mémoire « laïque » de ce témoignage.

» Autre voie vers la mort: l'infirmerie. Car, paradoxe, dans un camp d'extermination, il y a une infirmerie. Il s'agit surtout d'éviter les épidémies - qui avaient atteint aussi les surveillants SS. Mes camarades me dissuadent d'y aller car, me disent-ils, c'est là qu'on sélectionne le plus aisément pour la déportation. Et pourtant un soir, en revenant du travail, je tombe dans une flaque de boue; si je retourne à mon baraquement dans cet état, j'étais inévitablement battu. Alors je tente le tout pour le tout. Avec plus de désespoir que de confiance, je pousse la porte de l'infirmerie. Grâce à une amitié qui s'est créée là-bas avec un déporté plus ancien, Francis Rousseau (qui n'a pas hésité à diminuer, pour moi, la dose déjà restreinte de protection dont il pouvait disposer - l'infirmerie), grâce aussi à un médecin juif grec qui, ayant su que j'étais hongrois, projetait sur moi la double image Bergeon-Jaïs, j'ai pu passer là quelques jours, économes des restes de force.

» Mon sort n'a pas été comparable aux supplices quotidiens qu'avaient subis mes prédéces-

seurs: les Allemands savaient qu'ils avaient perdu la guerre et commençaient à prendre des précautions. D'autre part et de plus en plus, les SS étaient pris entre deux logiques contradictoires: l'extermination et le rendement. C'est pour cela qu'il y a tout de même quelques déportés qui en sont revenus.

« En voyant mon premier soldat soviétique, j'ai pensé: je vais donc vivre; joie, certes, mais aussi perspective de tant de difficultés, physiques et mentales.

» Nos souffrances sont essentiellement de deux ordres. L'humiliation d'abord: tout est fait pour nous persuader que nous ne sommes pas des hommes, mais des êtres inférieurs, indignes de vivre, les mauvais traitements en témoignent: les parades dans le tonnerre dans le boue, la façon dont le travail est « organisé » au moins autant pour abaisser le niveau que pour obtenir une efficacité (je parle des non-qualifiés hongrois, les appels interminables, l'assistanat aux pénalités). D'où je dirai aussi la joie d'Auschwitz: chaque moment, chaque acte où l'on s'efforce de faire exploser le marquage de sous-homme. Reprenons au Kippour des Hongrois.

» Et la faim: lancinante, obsédante. On nous donne une soupe et un morceau de pain à midi et le soir. Il est possible, le soir, d'échanger son pain contre une soupe supplémentaire; la sagesse conseille de ne pas le faire car le pain a plus de consistance. Mais de temps en temps je me laisse tenter car une dernière soupe, évidemment refroidie, donne juste ce qu'il faut de mal à l'estomac pour ne pas ressentir la faim - au moment de m'endormir; la faim dissout peu à peu mes forces, ruine mon corps: si la situation se prolonge, je vais m'effondrer, même s'il n'y a pas mort violente. Dépression jour après jour - et je le mesure en entourant de ma main le haut de ma jambe: le pouce et le petit doigt arrivent à se rejoindre; au rang où je suis, c'est-à-dire le plus bas, celui de manœuvre, sans possibilité de rendre des services qui procureraient un supplément de nourriture, il n'est pas envisageable de survivre au-delà de quelques mois. Dégénération physique - et aussi morale, car je ne pense plus qu'à ça. Que devient le souci de dignité? Je travaille en plein air, mais vêtu cela va sans dire, dans le froid polonois. Est-ce pour cela que, malade, j'ai si souvent, si souvent froid?

» L'armée rouge avançait par bonds, puis s'arrêtait. Depuis mon arrivée, j'entendais les canons tonner au loin - mais ils restaient toujours aussi loin, malgré les mi-

rages sonores que nous nous forçons. Pourtant un beau jour, ce devait être aux alentours du 20 janvier 1945, on annonce l'évacuation du camp; cette fois les Russes approchent, les nazis veulent emmener tout ce qui reste de déportés - et faire sauter le camp. N'est-il pas de leur intérêt de ne pas laisser de trace? Le médecin qui me

perceuses, ce n'était pas leur genre, mais ils nous ont appris à nous organiser. Car il s'agissait, pour nous, de réapprendre la vie. En voyant mon premier soldat soviétique, dans le flou de sentiments où je me noyais, le thème dominant était: je vais donc vivre; je, certainement mais aussi perspective de tant de difficultés, physiques et mentales. Le Russe qui s'occupait de moi ne comprenait pas que j'insiste pour garder, chaque nuit, à portée de la main, un plat de nouilles (évidemment froides): « Je l'en rapporterai de meilleures », disait-il. Mais l'acres de la sécurité passait pour moi d'abord par l'assurance constante que ma nourriture était là.

» J'avais fait l'expérience de l'extrême dénuement dans la pauvreté et de l'humiliation. Avec mon ami, un étudiant en médecine (il est certainement mort au cours de l'évacuation, il portait le numéro de boue juste après le mien, ce qui renforçait encore notre solidarité dans la vie quotidienne), nous nous étions dit que « si nous nous en sortions » (phrase dix fois prononcée dans une journée), nous ne reprendrions pas notre existence de bourgeois aisés: nous avions l'idée de nous faire clochards, pour comprendre et partager la vie des exclus, même quand il n'y a pas de camps. Quel sens aurait gardé ma déportation si je reprenais la vie comme avant? Et puis je me suis « dégonflé », j'ai regagné l'école normale et préparé l'agrégation de philosophie. Rémords, qui m'a conduit à m'inscrire au Parti communiste où je suis resté, à travers vents et marées.

» A l'école normale supérieure où j'ai travaillé avec Akinoski qui revenait d'un camp de prisonniers, j'apparaissais comme un être étrange, à la fois vieux, vieilli - et camarade de ceux qui venaient juste de sortir de khébane. Ni à eux ni ensuite à mes proches, surtout pas à mes proches, je n'ai parlé du nazisme, de la déportation. Je ne sais si j'ai eu raison. J'ai eu peur de présenter à mes enfants une perspective trop dure sur le monde. Je me rappelle pourtant avoir vu un film sur Auschwitz; et brusquement j'ai pris conscience qu'après chaque totemage « nazis » et « déportés » se retrouvaient sans problème au vestiaire et au bar: je n'ai pas pu continuer à regarder.

» Vous voyez, mon histoire n'a rien de spectaculaire; peut-être devrais-je porter témoignage qu'il y a tout de même parfois quelque possibilité de résister à ceux qui veulent vous engloutir dans le mépris, et jusqu'à la mort; témoignage que nous ne pouvons pas vivre à l'aise dans des sociétés où tant et tant sont méprisés - hélas, par nous aussi. Pour le meilleur et pour le pire, on ne revient jamais d'Auschwitz.

Propos recueillis par Nicolas Weil

« Le jour de Kippour, les juifs hongrois ont refusé la soupe de midi. Il y eut là un phénomène inouï: même les kapos, même les SS en ont été impressionnés. »

» Nous passons devant un officier allemand qui désigne, d'un mouvement de tête, ceux qui doivent prendre le chemin de gauche, qui mène à la mort, et ceux qui vont vers la droite: le camp de travail. Mais cette scène, je n'arrive plus à savoir si je l'ai vue ou si je l'ai vue dans un film américain sur la déportation - à moins que le film n'ait reproduit la réalité. Quoi qu'il en soit, nous sommes dirigés à pied d'Auschwitz à une de ses annexes: Monowitz. Questionnaire, dont la profession: je commets une bourde énorme en répondant la vérité: étudiant. Dans le camp de concentration, on traduit par « bon à pas grand-chose ». Je deviens manœuvre chargé d'aligner les camps de pelletteries une bétonneuse. Le travail est dur, en plein air. Je m'use très vite. Nous sommes répartis par petits groupes de douze à quinze, sous l'autorité d'un kapo: à ce moment-là, le mien était un Tzigane. Tant de Tziganes ont été, eux aussi exterminés! Les nazis les plaçaient à commander les juifs.

» Nos conversations, entre déportés, ont souvent un versant métaphysique: pen d'adroits

OLDES

HERMES

Un entretien avec René Thom

« La recherche scientifique délaisse les grandes questions théoriques »

RENÉ THOM est l'un des rares mathématiciens dont le nom soit connu d'un vaste public. Ce n'est pas à cause de ses travaux sur les fibres en sphères ou sur la théorie des enveloppes que sa notoriété a dépassé le cercle des spécialistes. Sa réflexion sur les crises et sur les transformations, d'abord systématisée dans les modèles fournis par la « théorie des catastrophes », est devenue célèbre à cause de ses applications et prolongements multiples dans les sciences humaines. René Thom a en effet poursuivi son travail en direction de la philosophie autant que de la géométrie.

Né en 1923, ancien élève de l'école normale supérieure, professeur permanent à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette depuis 1963, René Thom a reçu en 1978 la médaille Fields, équivalent du prix Nobel dans le domaine des mathématiques. Grand Prix scientifique de la Ville de Paris en 1974, il est membre de l'Académie des sciences depuis 1976, et docteur de nombreuses universités étrangères.

La partie non mathématique de son œuvre, qui comprend une dizaine de livres, a suscité des centaines de publications dans le monde entier. Ses prises de position, parfois abruptes, concernant l'état des sciences contemporaines ont également retenu l'attention, voire engendré des polémiques. On pourra le vérifier à la lecture de cet entretien.

« Votre conception de la science s'oppose à celle de la plupart des scientifiques. Et pourquoi ? »

— Je rappelle que la pensée doit primer sur l'observation et la collecte des données. Il y a quelques années déjà, j'ai soutenu devant l'Académie des sciences que la théorisation est plus essentielle que l'expérimentation. Cela a soulevé chez mes confrères un très beau tollé... Je n'ai évidemment pas changé sur ce point : la primauté de la théorisation demeure à mes yeux essentielle. Ceux qui travaillent dans les domaines scientifiques, dans leur immense majorité, se préoccupent de tous petits détails expérimentaux. Mais la recherche scientifique délaisse les grandes questions théoriques.

C'est pourquoi mes travaux se situent à un étage intermédiaire entre la philosophie et les sciences. Evidemment, ce caractère intermédiaire peut créer des difficultés. Le rapport qu'entretenir mon travail avec la science telle qu'on se la représente traditionnellement est le même rapport que la topologie entretient avec la dynamique traditionnelle. C'est en quelque sorte une relaxation des contraintes. Il y a plus de flexibilité mentale, et moins de possibilités d'action sur la réalité.

Il paraît en général préférable de pouvoir agir sur les phénomènes que de tenter de les comprendre. Je ne pense pas que ce soit là la vocation la plus haute de la pensée scientifique. Je crois au contraire que nous devrions retrouver le projet d'une « philosophie de la nature » qui fut notamment celui de Schelling au début du XIX^e siècle. Sa tentative a péri sous la double opposition de la dialectique de Hegel et du matérialisme physico-chimique. Elle mérite d'être reprise et poursuivie sous une forme nouvelle, si nous voulons réduire l'écart qui s'est creusé au fil des siècles, de manière domageable à mes yeux, entre la philosophie et la science.

Comment définir ce que vous appelez « théorisation » ?

— Ce sont tous les dispositifs mentaux dont nous disposons pour concentrer une information. En 1908, Emil Meyerson, dans *Identité et réalité* faisait déjà de la réduction à l'identique la tâche principale de la science. Au fond, je serais tenté de penser que la théorisation consiste essentiellement dans l'art de réduire à l'identique. A partir de données très diverses, et souvent très dissemblables au premier regard, la démarche scientifique va aboutir à mettre en lumière un seul processus, un phénomène unique. Cela est bien connu.

La logique peut fournir



« La théorisation consiste essentiellement dans l'art de réduire à l'identique. La démarche scientifique aboutit à mettre en lumière un seul processus. »

l'exemple le plus simple de ces dispositifs mentaux. Ainsi, quand j'utilise une déduction, qui va faire de la proposition B une conséquence logique de la proposition A, je mets en œuvre un procédé qui va permettre en quelque sorte d'englober la proposition B. Cette manière d'englober et de concentrer est l'acte principal de la théorisation. Toutefois, je ne suis pas sûr, pour ma part, que cette réduction à l'identique ait toujours une valeur démonstrative absolue.

Au contraire, le propre de la théorisation, à mes yeux, est d'être toujours conjecturale. Et elle ne se traduit pas nécessairement en un discours logique. J'en suis venu en effet à penser que la logique est seulement un outil social, qui sert à faire comprendre ce qu'on pense ou ce qu'on sent. Mais il existe des modes de raisonnement qui ne sont pas spécifiquement verbaux. Ces raisonnements impliquent, par exemple, des figures de géométrie, et jouent sur les formes. En principe, on peut les verbaliser, mais ce n'est pas toujours le cas.

A quel type de question concrète ce type de raisonnement par figures peut-il s'appliquer dans la recherche scientifique ? Pourriez-vous en donner un exemple ?

— La question de la prédation, en biologie, me paraît être un bon exemple. C'est d'ailleurs une question qui a dû sembler aux biologistes si évidente qu'ils ne s'y intéressent pas. Elle demeure extrêmement négligée : les biologistes préfèrent faire de la chimie plutôt que de se pencher sur une question si fondamentale, qui pose une série de problèmes délicats.

Partons de votre affirmation : « Le prédateur affamé est sa proie ». Que signifie-t-elle exactement ?

— J'ai voulu dire par là que le prédateur affamé est, en quelque sorte, dominé par l'idée de la proie. Il me semble en effet évident qu'un prédateur a nécessairement une sorte de concept de

sa proie. Quand il est affamé, ce concept a tendance à organiser toute sa physiologie en direction de la capture de sa proie. Des formes très voisines des formes habituelles de sa proie vont lui paraître attractives. Sa proie devient donc pour le prédateur ce que j'appelle une forme « prégnante ». Il va tenter d'identifier toute forme extérieure à cette forme prégnante. S'il opère cette identification de manière trop brutale, il peut être victime de son erreur et périr à cause de son approximation. Il arrive en effet fréquemment qu'un autre prédateur se serve de cette proie comme appât, et tende un piège au prédateur. C'est là que les choses commencent à devenir vraiment intéressantes. Connaissez-vous la langue de la lamproie ?

Pas du tout. Qu'a-t-elle de particulier ?

— La lamproie possède une langue qui se termine par un pseudo-asticot. C'est un poisson d'un type tout à fait archaïque et primitif, mais qui permet de poser des questions importantes. En effet, ce poisson totalement édenté se nourrit en piégeant les autres avec sa langue en forme d'asticot. Dès qu'un petit poisson s'approche du leurre et commence à regarder de près pour l'attraper, la lamproie fait un grand effort d'ingestion de l'eau, et le poisson est entraîné directement dans son estomac.

Il est raisonnable de penser qu'un prédateur a des images de ses proies. Mais il est plus difficile d'envisager qu'il possède une image des proies de ses proies. Or si l'on considère cette espèce de petit asticot que la lamproie possède au bout de la langue, et son mécanisme de capture de la proie, la seule réponse concevable est que cet organisme est parvenu à imaginer les proies de ses proies au point de l'être devenu au bout de sa langue.

Comment une chose pareille a-t-elle pu se constituer ? Voilà le genre de questions qui me

de l'éthologie, qui étudient les interactions entre les espèces, ne semblent pas avoir considéré. Il est vrai que cela pose de manière brutale le problème de la finalité en biologie — problème que les darwiniens évacuent allègrement en disant simplement que ceux qui n'ont pas fait le bon choix meurent. Les choses sont certainement plus compliquées que ça ! C'est pourquoi il est nécessaire de revenir à l'étude des formes biologiques, de leur évolution et de leurs transformations, telle qu'Aristote l'a inaugurée. En effet, Aristote est le premier à avoir compris en quoi consiste la question de l'organisation biologique. Le Britannique d'Arcy Thompson, qui a traduit en anglais les traités biologiques d'Aristote, a saisi en quel l'apport aristotélicien était, sur ce point, unique et essentiel.

L'ouvrage principal de d'Arcy Thompson, *On Growth and Form*, a été récemment traduit sous le titre *Croissance et forme* aux éditions du Seuil. Est-ce là une lecture que vous recommanderiez ?

— Evidemment, mais en regretant qu'il s'agisse d'une édition abrégée, voire châtée. On a en effet éliminé de cette édition française toutes les parties qui ne sem-

blent pas très raisonnables du point de vue de la vision physico-chimique traditionnelle. On a supprimé par exemple un passage où d'Arcy Thompson assimile la forme d'une méduse à la forme des gouttelettes qui se forment au moment de la chute d'un corps dans l'eau. C'est dommage, car je trouve ce genre d'interprétations très intéressantes. C'est là le type même de pensée que je voudrais voir fleurir plus fréquemment dans les sciences.

« La théorie des catastrophes est morte de sa belle mort. Elle ne pouvait offrir que des prédictions qualitatives. »

blaient pas très raisonnables du point de vue de la vision physico-chimique traditionnelle. On a supprimé par exemple un passage où d'Arcy Thompson assimile la forme d'une méduse à la forme des gouttelettes qui se forment au moment de la chute d'un corps dans l'eau. C'est dommage, car je trouve ce genre d'interprétations très intéressantes. C'est là le type même de pensée que je voudrais voir fleurir plus fréquemment dans les sciences.

Comment qualifier ce type de pensée ? Seriez-vous d'accord pour dire qu'il s'agit d'une pensée « physique », au sens où elle s'appuie constamment sur des réalités perceptibles ?

— Oui, mais à la condition de préciser que des différences équivalentes persistent entre les parties d'un organisme lorsqu'il s'accroît

malvenue, mais elle tend à se prêter à confusion. En effet, à l'adjectif « physique » on associe d'ordinaire l'idée d'une théorie qui se contrôle strictement par les voies traditionnelles de l'analyse quantitative. Au contraire, la démarche que j'envisage fait appel essentiellement à des formes définies topologiquement et qui se transforment d'elles-mêmes par des processus qu'on peut décrire en termes topologiques et qualitatifs, mais pas du tout forcément en termes chimiques ou mécaniques.

En fait, c'est toute la relation entre le quantitatif et le qualitatif qui intervient ici. La science a privilégié exclusivement le quantitatif, tandis que pour ma part je travaille à l'élaboration d'un savoir qui prenne en compte l'étude des changements qualitatifs et de leur spécificité. Il y a là de vieux préjugés à combattre. Au commencement de mon premier livre, j'avais déjà cité la phrase du physicien Rutherford, qui affirmait : « Qualitative is nothing but poor quantitative », le qualitatif n'est qu'un quantitatif pauvre. Il n'est pas très difficile de montrer que cela est faux, et qu'il existe un domaine qualitatif totalement spécifique.

Considérez les nombres 1 et 2. La différence entre ces deux

qu'on rencontre. Depuis des millions d'années, toutes les formes animales au cours de l'évolution ont su reconnaître de cette manière les objets biologiquement importants qui les entourent : en repérant l'organisation des formes, leurs analogies et leurs équivalences.

Comment jugez-vous les prolongements très divers que l'on a donnés à vos travaux, depuis la théorie des catastrophes jusqu'à la sémiophysique, dans des domaines aussi divers que la biologie, la sociologie ou la sémiotique ?

— Je constate que le genre d'idées que je viens d'exposer commence à germer sottement dans pas mal d'esprits et se développera peut-être. La théorie des catastrophes est morte de sa belle mort. Sans doute, pour ma part, j'aurais commis une erreur d'appréciation : certaines théories mathématiques se sont révélées moins fiables que je ne pensais. Sur tout, la théorie des catastrophes était fondée sur une ambiguïté. Christopher Zeeman, qui l'avait lancée avec moi, voulait en tirer des possibilités de prédiction. A mon avis, la théorie des catastrophes ne peut offrir que des prédictions qualitatives et pas de prédictions quantitatives. Or, pour l'action, ce qui est nécessaire, ce sont des prédictions quantitatives. C'est pourquoi il n'y a pas de moyen de sauver la situation.

Tout ce que je peux espérer est de voir se répandre l'usage qualitatif d'un modèle. Mais cela me paraît encore bien optimiste, parce qu'une comparaison qualitative demeurera toujours de l'ordre de la métaphore. Et si vous parlez à un scientifique de métaphore, il l'entend généralement dans l'esprit de Rutherford, et pense que c'est un affaiblissement. Pour beaucoup d'esprits, une probabilité calculée à sept ou huit décimales près est beaucoup plus convaincante qu'un argument fondé sur des considérations qualitatives. Ces esprits oublient que si le calcul en question est fondé sur des éléments statistiques, qui ne sont donc pas numériquement précis, le nombre de décimales est une pure illusion. Ce nombre fait croire à la précision alors qu'elle n'existe pas. De ce point de vue la théorie des probabilités est fondamentalement une imposture.

Propos recueillis par Roger-Pol Droit

Le Monde

René Gonzalez ad

René Gonzalez ad

René Gonzalez ad

René Gonzalez ad

René Gonzalez ad

مكتبة

ACCIDENT Le PDG du groupe agroalimentaire Saint-Louis, Bernard Dumon, son frère Yves et Max de la Giraudière, directeur général de la Générale sucrière, ont trouvé

la mort dans un accident d'avion, vendredi 20 janvier. ● **LE MYSTÈRE** Falcon 20 T, affrété par Saint-Louis à destination de la Roumanie, s'est écrasé au décollage de l'aéroport du

Bourget (Seine-Saint-Denis). Les sept passagers et les trois membres d'équipage ont péri. ● **PDG** du groupe sucrier et papeter depuis 1981, Bernard Dumon était une fi-

gure estimée des milieux patronaux. Sa disparition soulève des questions sur l'avenir d'un groupe employant 27 000 personnes mais hétéroclite : puisque composé de quatre entités :

une participation dans Danone, une autre dans Panzani (plats cuisinés), une branche sucrière et une part de 40 % dans le papeter français britannique, Arjo-Wiggins-Appleton.

La mort de Bernard Dumon menace l'unité du groupe Saint-Louis

La deuxième entreprise agroalimentaire française, puissante dans les secteurs du papier et du sucre, va devoir redéfinir sa stratégie. Les actionnaires, le groupe Worms et la famille Agnelli, pourraient être favorables à un éclatement

EN 1986, Bernard Dumon, président depuis 1981 du quatrième producteur européen de sucre, Saint-Louis Bouchon, nourrissait de grands rêves de développement. La campagne sucrière 1984-1985 a été la pire de l'histoire de l'industrie sucrière, et de mémoire de boursier, on ne se souvient pas d'avoir vu plonger les cours du sucre aussi bas. Bernard Dumon, qui vient juste de franchir le seuil de la cinquantaine, tire les leçons du marasme qui fait encore sentir ses effets. Son groupe, qui réalise 5,3 milliards de francs de chiffre d'affaires, doit se diversifier. Une cible est identifiée : ce sera Lesieur.

L'entreprise sucrière en possède déjà 14 %. A la fin de l'année, l'opération est lancée. Une offre publique d'échange (OPE) est annoncée. Huit mois plus tard, il détient 95 % de la société convoitée et réalise l'ambition qu'il caressait : devenir un géant de l'agroalimentaire. Le nouveau groupe se hisse au deuxième rang du secteur en France, derrière BSN. Pas tranquille pour autant. Et pas pour longtemps.

A peine en place, Saint-Louis Bouchon découvre qu'un intrus s'est introduit dans la place, l'italien Ferruzzi, qui vise, lui aussi, Lesieur. Le groupe transalpin a acquis en deux mois 14 % de Saint-Louis Bouchon. Juste un an après avoir lancé son OPE sur Lesieur, Bernard Dumon trouve en la personne de Raul Gardini, le patron du groupe italien, un adversaire allié pour la circonstance au financier Jean-Marie Verne, propriétaire de Béglin-Say. Pour contrer l'attaque, le groupe Worms, allié de M. Dumon et actionnaire de Saint-Louis à hauteur de 19 %, porte sa participation à 29 % à l'occasion d'une augmenta-

tion du capital. La bataille s'engage. Elle est rude. MM. Worms laissent monter les relances de Raul Gardini. Jusqu'au moment où ils conseillent à Bernard Dumon, tout à ses ambitions et à ses rêves d'industriel, de céder à l'homme d'affaires italien.

Lesieur en sortira écartelé : Ferruzzi enlève les corps gras, devenant le leader de l'huile de table sur le marché français. Le lessivier américain Colgate-Palmolive et son homologue allemand Henkel se partagent les produits d'entretien (Mlr, La Croix, Persavon). Saint-Louis n'en conserve que William Saurin et Royal Champignon dans l'agroalimentaire. C'est maigre, mais le groupe sera parvenu à empêcher plus de 3 milliards de francs de ces diverses cessions. De quoi compenser l'amertume de n'avoir pu finalement consolider le succès obtenu à travers l'OPE sur Lesieur.

Bernard Dumon n'est pas homme à se tenir. L'année 1988 sera féconde en rebondissements. Puisqu'il s'est établi dans le secteur des plats cuisinés, il doit en élargir la base. Il rachète à Orlia Caby trois sociétés spécialisées (Gorcy, Comalim et Paul Chacum) pour créer un véritable pôle alimentaire, Euralim. Mais surtout il se diversifie dans le secteur papeter en entrant dans la société Arjomari-Prieux à hauteur de 34 %, participation qui se transformera très vite en 40 %. Le tout dans la même année. Dans le même temps, les liens avec la compagnie Worms se sont resserrés : le partenaire est monté à 40 % dans le capital. L'alliance ne se dénouera jamais, bien que, industriel dans l'âme, Bernard Dumon aura parfois du mal à admettre la logique froide des financiers, et que des proches décèleront, de loin en loin, les marques de certains tirail-

lements. Le développement du groupe Saint-Louis va continuer. Dans les deux secteurs, agroalimentaire et papier. Et si le premier, fort des dividendes tirés du sucre, assure toujours la plus grande partie des résultats du groupe, Bernard Dumon pronostiquait volontiers que, à terme, le deuxième viendrait l'équilibrer.

L'ENTRÉE DE LA FAMILLE AGNELLI

Il s'y employa : dès 1990, il fusionnait Arjomari-Prieux avec son homologue britannique Wiggins Teape Appleton pour créer le premier groupe papeter de la Communauté européenne, Arjo Wiggins Appleton (AWA). Saint-Louis en détenait 40 % puis, un an plus tard, 100 % au terme d'une OPA. Mais l'opération, début 1992, passe relativement inaperçue. Car presque simultanément le groupe Saint-Louis mène une opération bien plus remarquée : son entrée

au sein du groupe Perrier. Bernard Dumon avait conservé le goût de l'agroalimentaire.

La motivation venait également du groupe Worms. Pour soutenir un autre de ses alliés, le holding italien IFIL de la famille Agnelli, dont la présence toute récente au sein du capital de Perrier était contestée, le groupe financier fait racheter à Saint-Louis l'autocontrôle de la société de Vergèze. Depuis quelques mois, IFIL est entré dans le capital de Saint-Louis. Les deux sociétés ont d'autres points communs : elles possèdent chacune une participation dans BSN, de l'ordre de 3 %, à l'époque, pour Saint-Louis.

L'arrivée du français au côté de l'italien dans Perrier semble garantir le caractère amical de sa présence. Mais le leader mondial Nestlé associé à la banque Indosuez et, épaulé par BSN, a aussi des visées sur Perrier. L'IFIL doit se

battre... et ne résistera pas à l'OPE hostile de Nestlé. La croissance de Saint-Louis dans l'agroalimentaire échoue, même si Bernard Dumon conserve sa participation dans Danone. Le dernier grand épisode du groupe Saint-Louis sous la présidence du disparu sera la fusion de la branche des plats cuisinés avec ceux de Danone pour former Panzani.

Le groupe Saint-Louis apparaît aujourd'hui un peu hétéroclite. Une participation dans Danone, du sucre, du papier, une part de 34 % dans Panzani... et un actionariat mouvant. Suivant le pacte qui lie le groupe Worms et IFIL, ce dernier a prévu d'augmenter sa participation dans Saint-Louis, pour en acquérir le contrôle avec l'allié français.

La tragédie dont a été victime Bernard Dumon pourrait modifier cette stratégie. Le groupe Worms (dont la participation est descendue à 28 %) et IFIL (monté à 26 % dans le capital) pourraient décider de démanteler le groupe. L'activité sucrière est à son apogée de rentabilité, le papier haut de gamme se porte bien. La vente de Saint-Louis par appartenance dégrèverait de belles plus-values.

Autre hypothèse : les actionnaires peuvent aussi choisir de placer à la tête du groupe une nouvelle génération d'hommes à eux pour faire fructifier l'outil. Le groupe Saint-Louis, qui a réalisé un bénéfice net consolidé de 67 millions de francs en 1993 pour 34 milliards de recettes et 27 000 salariés, a peut-être besoin d'un nouveau souffle. Bernard Dumon en était le créateur et celui qui le maintenait soudé.

Arnaud Deparmentier

Gilles Bridier

Une figure estimée des milieux patronaux

BERNARD DUMON, cinquante-neuf ans, était PDG du groupe Saint-Louis depuis 1981. Membre influent du patronat français, il avait bâti en une trentaine d'années, à partir d'une petite société sucrière, un empire agroalimentaire et papeter.

Né le 11 juillet 1935 à Paris, polytechnicien et diplômé de Stanford en Californie, il commence sa carrière dans la petite société familiale, Union sucrière de l'Aisne. Ce fils de famille est d'abord nommé « directeur technique » et envoyé sur le terrain. « J'étais en charge des achats... Je passais mes journées à la ferme... Une rude école », déclarait-il les 10-11-1990. Très actif dans le monde des affaires, Bernard Dumon était mal connu du grand public. Marié, père de deux fils, toujours très élégant, il était membre du très select Automobile Club de France. Ce sportif de haut niveau, tou-

jours bronzé, se passionnait pour le ski, le basket et le surf.

Le frère de Bernard Dumon, Yves, est lui-même décédé dans l'accident. Agé de cinquante et un ans, polytechnicien comme son frère aîné, il a notamment été directeur à la Banexi en 1980, puis directeur général de Lesieur de 1980 à 1988, avant que le groupe ne revende une partie des activités de la société. Yves Dumon a ensuite été directeur général d'Euralim (plats cuisinés) de 1988 à 1991, avant d'en devenir président. Avec Danone, en avril 1994, pour la création d'une société commune, Panzani, il était devenu l'un des dirigeants de cette nouvelle entité où Danone est majoritaire.

Un Falcon en proie aux flammes

Le Mystère Falcon 20 T de la compagnie Leadair affrété par le groupe agroalimentaire Saint-Louis et dans lequel se trouvaient Bernard Dumon, PDG du groupe Saint-Louis, son frère Yves et Max de la Giraudière, directeur général de la Générale sucrière, s'est écrasé vendredi 20 janvier vers 17 h 20, peu après son décollage de l'aéroport du Bourget, en Seine-Saint-Denis. Les sept passagers, quatre Français, deux Espagnols, ont péri carbonisés. L'appareil, un bi-réacteur construit par Dassault, venait de décoller à destination de Sibiu, en Roumanie, quand le moteur gauche a pris feu. En contact avec la tour de contrôle, le pilote a fait demi-tour et aurait tenté un atterrissage d'urgence. Mais le Falcon s'est écrasé aux abords de la piste et s'est embrasé.

On ignore les causes réelles de l'accident. Le procureur de la République du tribunal de Bobigny, Marc Molard, a indiqué, qu'il se pourrait que des oiseaux - des vanneaux - soient à l'origine de l'incendie du réacteur. Une enquête est ouverte.

La compagnie aérienne EAS est au bord de la cessation de paiement

RIEN NE VA PLUS au sein de la compagnie EAS. Le divorce est consommé entre une bonne partie des salariés et le PDG, Francis Lagarde, principal actionnaire via la Financière Saint-Fiacre. Dans les hangars d'Orly, où les salariés sont en grève depuis le vendredi 13 janvier, la rumeur du dépôt de bilan fait son chemin. Le comité d'entreprise (CE), réuni exceptionnellement lundi 23 janvier, prévoit une information « sur la déclaration de cessation de paiement entraînant la saisine du tribunal compétent ». Un administrateur ad hoc, M. Phinon, a été nommé mercredi 18 pour étudier des solutions en vue d'un redressement.

Bluff de la part de leur patron pour les pousser à reprendre le travail ? Les supputations vont bon train dans le petit local syndical où se relaient les grévistes. Sur le tarmac, les avions sont cloués au sol, y compris ceux de la société TEA, filiale, elle aussi, de la Financière Saint-Fiacre. Depuis l'annonce au comité, le 12 janvier, d'un projet de plan de redressement envisageant 301 licenciements sur 551 salariés, la démobilité est complète.

REPOS À LA BAISSE

Mais ce qui a déclenché la grève est intervenu le vendredi 13 janvier : « Nous avons appris à midi que le personnel de TEA avait reçu son salaire, payé avec de la trésorerie d'EAS, alors que nous attendions toujours nos fiches de paye », explique une hôtesses. Une information que dément Francis Lagarde. Depuis, une assemblée générale reconduite le mouvement au jour le jour en dépit du paiement récent des salaires de décembre.

Depuis deux ans, le patron d'EAS tente d'imposer de nouvelles conditions de travail aux navigants. En octobre, le conflit a viré à l'Algérie avec l'arrivée de contrats de travail prévoyant des rémunérations et des temps de repos révisés fortement à la baisse.

« J'ai vingt-quatre ans d'ancienneté, s'insurge une hôtesses. Je gagne 14 500 francs net, treize mois et primes inclus. Ça fait dix ans que mon salaire ne progresse quasiment plus, et on voulait m'imposer un salaire de 9 500 francs ! » « Si les grévistes ne débloquent pas les avions de TEA et ne reprennent pas le travail, un licenciement tout le monde, purement et simplement, assure M. Lagarde. Le personnel navigant d'EAS est parmi le plus payé, s'il n'est pas d'accord, il peut aller voir ailleurs... » Il y a dans l'entreprise un certain nombre de signaux hors d'âge qui ont des rentes de situation exceptionnelles et, au sol, des bras cassés qui ne font rien.

Beaucoup des salariés mettent en doute la capacité de la direction à gérer correctement l'entreprise. « Tout est fait en dépit du bon sens, s'insurge un pilote. Nous sommes devenus locataires de nos propres avions à des prix supérieurs au marché. » En 1991, le tribunal de commerce de Perpignan a autorisé la reprise d'Europe Aéro Service (EAS) et des sociétés en nom collectif figurant dans sa mouvance par le financier Francis Lagarde pour la somme de 90 millions de francs, avec des actifs (avions, stock et pièces de rechange, créances...) estimés à 450 millions de francs. Deux ans plus tard, un autre jugement l'autorisait à céder les créances et les avions à deux de ses filiales (la COGES et la société Alter Ball Aviation).

Aujourd'hui, Alter Ball reloue donc ses avions à EAS, qui lui doit, selon M. Lagarde, plus de 80 millions de francs. Les loyers sont-ils prohibitifs ou l'ont-ils été ? Le conseil supérieur de l'aviation marchande soulignait en décembre qu'EAS « semblait louer occasionnellement certains de ses appa-

reils (...) à des prix très supérieurs à ceux du marché ». En 1991, le tribunal de commerce de Perpignan a autorisé la reprise d'Europe Aéro Service (EAS) et des sociétés en nom collectif figurant dans sa mouvance par le financier Francis Lagarde pour la somme de 90 millions de francs, avec des actifs (avions, stock et pièces de rechange, créances...) estimés à 450 millions de francs. Deux ans plus tard, un autre jugement l'autorisait à céder les créances et les avions à deux de ses filiales (la COGES et la société Alter Ball Aviation).

Aujourd'hui, Alter Ball reloue donc ses avions à EAS, qui lui doit, selon M. Lagarde, plus de 80 millions de francs. Les loyers sont-ils prohibitifs ou l'ont-ils été ? Le conseil supérieur de l'aviation marchande soulignait en décembre qu'EAS « semblait louer occasionnellement certains de ses appa-

reils (...) à des prix très supérieurs à ceux du marché ». En 1991, le tribunal de commerce de Perpignan a autorisé la reprise d'Europe Aéro Service (EAS) et des sociétés en nom collectif figurant dans sa mouvance par le financier Francis Lagarde pour la somme de 90 millions de francs, avec des actifs (avions, stock et pièces de rechange, créances...) estimés à 450 millions de francs. Deux ans plus tard, un autre jugement l'autorisait à céder les créances et les avions à deux de ses filiales (la COGES et la société Alter Ball Aviation).

Martine Larionche

La fin d'un reprenneur

FRANCIS LAGARDE, le président de la Financière Saint-Fiacre, propriétaire d'EAS, subit le destin des reprenneurs professionnels de sociétés en faillite : il est au bord du gouffre. La Financière Saint-Fiacre a été rachetée par une bouchée de pain lors des dépôts de bilan d'EAS et de TEA en 1992. Il a échoué à rentabiliser EAS, mais, à la différence de Bernard Tapie, il a pris la précaution de ne pas s'endetter à outrance, ce qui pourrait le sauver.

La Financière Saint-Fiacre exchut tout dépôt de bilan, mais EAS pourrait être mise en redressement judiciaire. La manœuvre permettrait d'imposer aux salariés un plan de restructuration, tout en conservant la flotte aérienne, logée dans d'autres filiales du groupe. Pour redresser la barre, Francis Lagarde devra quoi qu'il advienne céder les quelques bijoux que recèle encore la Financière Saint-Fiacre.

Ar. L.

Ecole de Commerce
au Diplôme visé
par le Ministère
de l'Éducation
Nationale et
homologue
au Niveau II
(Maîtrise)

Le Diplôme EDC : un véritable Diplôme Bac + 4

Seul le VISA du Ministère de l'Éducation Nationale permet à un Etablissement d'Enseignement Supérieur de délivrer un véritable Diplôme (Monopole d'État)

Aujourd'hui plus que jamais, les entreprises portent une attention particulière aux candidats dont la formation bénéficie d'un label Officiel.

EDC Ecole Des Cadres
70, galerie des Damiens • La Défense 1
92400 Courbevoie • N° Vert 05 19 17 19
Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé Reconnu par l'État

مكتبة

الأسواق المالية

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JANVIER 1995 / 17

Revue des valeurs

Semaine du 16 au 20 janvier 1995

PARIS	NEW YORK	LONDRES	TOKYO	FRANCFORT
CAC 40	DOW JONES	FT 100	NIKKEI	DAX 30

PARIS

Indice CAC 40 -2,19 %

Le poids de la pierre

ENCORE UNE SEMAINE qui ne restera pas dans les annales à la Bourse de Paris, où les suites monétaires de la crise mexicaine, la faiblesse du dollar et le poids de la pierre ont entraîné les valeurs françaises à de nouveaux « plus-bas », enfonçant la barre des 1840 points. Ce seul casé, l'indice de référence pourrait baisser de 4 % environ avant de rencontrer le suivant selon les chartistes (analyses sur graphique).

Vendredi 20 janvier, les valeurs françaises ont terminé en recul de 2,19 % par rapport au vendredi précédent, l'indice CAC 40 s'établissant à 1839,33 points. A deux semaines de la liquidation du premier trimestre boursier de 1995, le CAC 40 affiche déjà un recul de plus de 7 %. Depuis le 31 décembre 1994, les valeurs françaises ont en moyenne perdu 3,61 %. Elles sont

revenues, vendredi soir, à leur niveau du mois de janvier 1993. Deux éléments majeurs, cette semaine, ont pesé sur les cours : la faiblesse du dollar et les nouvelles déconstructions dans l'immobilier, qui commencent à peser au fur et à mesure que les résultats des entreprises commencent à être publiés.

LA CRAINTE DE PROVISIONS Du côté des valeurs, plusieurs titres ont retenu l'attention des boursiers cette semaine. Les importantes pertes annoncées par le GAN pour 1994, en raison des déboires de sa filiale immobilière UIC, ont relancé les inquiétudes, les opérateurs craignant d'importantes provi-

sions des compagnies d'assurances ou des banques, afin de couvrir le risque immobilier. La cotation de l'UIC a été suspendue, vendredi 20 janvier, à 153 francs, après un nouveau plongeon de 25,44 % sur son cours de la veille. Le GAN a logiquement pâti cette semaine des difficultés de sa filiale, terminant vendredi à 210 francs.

Vendredi toujours, les échanges ont encore été spectaculaires sur Suez. En effet, 1,28 million de titres représentant 0,82 % du capital ont changé de mains. Le titre a terminé la séance sur un repli de 0,78 % et 1,35 % sur la semaine. Selon certains gestionnaires, la compagnie de Suez serait à l'origine des importants achats (près

de 3,5 millions de titres) constatés au cours des cinq dernières séances. Toutes les hypothèses ont été envisagées par les opérateurs : reclassement interne, intervention de non-résidents pour la constitution d'une « grosse ligne » ou ventes effectuées par des assureurs japonais pour faire face aux coûts engendrés par le système de Kôbé. Interrogé sur ce « ramassage », samedi 21 janvier sur Radio-Classique, Gérard Worms, PDG de Suez et d'Indosuez, a déclaré que le titre Suez se caractérisait par une « très grande liquidité, ce qui est d'ailleurs l'un de ses atouts. En temps normal, les volumes de transactions sont de plusieurs centaines de milliers de titres. Il suffit qu'une rumeur circule, ce qui a déjà été le cas cinq ou six fois. Il ne faut pas en déduire des choses majeures ».

Enfin, l'affaire opposant d'anciens actionnaires minoritaires de la société L'Amor et la firme britannique Kitty Little Group a été renvoyée, vendredi 20 janvier, au vendredi 17 février. Le dernier renvoi datait du 16 décembre 1994 (Le Monde daté 18-19 décembre 1994). Une dizaine d'anciens action-

naires minoritaires du fabricant de lunettes Jussieu, représentant au total 3 000 actions et environ 4 % du capital, ont déposé une plainte devant le tribunal de commerce de Lons-le-Saunier (Jura) afin d'obtenir des dommages et intérêts pour « cause d'expropriation illicite » lors de l'acquisition de L'Amor par Kitty Little Group, à la suite d'un coup d'accordéon sur le capital puis d'une augmentation de capital réservée.

François Bostnavarone

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

Cotation	Nombre de transactions	Valeur en RM
Alcatel	411 115	1 072 339
Alcatel Alsthom	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339
BNP Paribas	210 407	1 072 339

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Pechiney	10,1
Labinal	9,8
Michelin	9,5
Plastic Omnium	9,2
De Dietrich	8,9
Fluor	8,6
Colas	8,3
Legris Industrie	8,0
Colson	7,7
Deuren-Rohr	7,4
Ulcis SA	7,1
Soger	6,8
Air Liquide	6,5

Valeurs en baisse	%
GAN	-10,1
BNP	-9,8
BNP Paribas	-9,5
BNP Paribas	-9,2
BNP Paribas	-8,9
BNP Paribas	-8,6
BNP Paribas	-8,3
BNP Paribas	-8,0
BNP Paribas	-7,7
BNP Paribas	-7,4
BNP Paribas	-7,1
BNP Paribas	-6,8
BNP Paribas	-6,5

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE	20-1-95	DIF.
Agropur	240	-1,5
Danone	230	-1,2
Edison	220	-1,0
Edison	210	-0,8
Edison	200	-0,6
Edison	190	-0,4
Edison	180	-0,2
Edison	170	0,0
Edison	160	0,2
Edison	150	0,4

ASSURANCES	20-1-95	DIF.
ACE	230	-1,5
ACE	220	-1,2
ACE	210	-1,0
ACE	200	-0,8
ACE	190	-0,6
ACE	180	-0,4
ACE	170	-0,2
ACE	160	0,0
ACE	150	0,2
ACE	140	0,4

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

CHIMIE	20-1-95	DIF.
Alcatel	230	-1,5
Alcatel	220	-1,2
Alcatel	210	-1,0
Alcatel	200	-0,8
Alcatel	190	-0,6
Alcatel	180	-0,4
Alcatel	170	-0,2
Alcatel	160	0,0
Alcatel	150	0,2
Alcatel	140	0,4

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

DISTRIBUTION	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	20-1-95	DIF.
Alcatel	230	-1,5
Alcatel	220	-1,2
Alcatel	210	-1,0
Alcatel	200	-0,8
Alcatel	190	-0,6
Alcatel	180	-0,4
Alcatel	170	-0,2
Alcatel	160	0,0
Alcatel	150	0,2
Alcatel	140	0,4

ÉNERGIE	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

INDUSTRIE	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	20-1-95	DIF.
Alcatel	230	-1,5
Alcatel	220	-1,2
Alcatel	210	-1,0
Alcatel	200	-0,8
Alcatel	190	-0,6
Alcatel	180	-0,4
Alcatel	170	-0,2
Alcatel	160	0,0
Alcatel	150	0,2
Alcatel	140	0,4

MINES D'OR, DIAMANT	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

SCIERIE	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

TELECOM	20-1-95	DIF.
Alcatel	230	-1,5
Alcatel	220	-1,2
Alcatel	210	-1,0
Alcatel	200	-0,8
Alcatel	190	-0,6
Alcatel	180	-0,4
Alcatel	170	-0,2
Alcatel	160	0,0
Alcatel	150	0,2
Alcatel	140	0,4

TRANSPORT	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

VERRE	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

ALUMINIUM	20-1-95	DIF.
Alcatel	230	-1,5
Alcatel	220	-1,2
Alcatel	210	-1,0
Alcatel	200	-0,8
Alcatel	190	-0,6
Alcatel	180	-0,4
Alcatel	170	-0,2
Alcatel	160	0,0
Alcatel	150	0,2
Alcatel	140	0,4

BOIS	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

CAOUTCHOUC	20-1-95	DIF.
BNP Paribas	230	-1,5
BNP Paribas	220	-1,2
BNP Paribas	210	-1,0
BNP Paribas	200	-0,8
BNP Paribas	190	-0,6
BNP Paribas	180	-0,4
BNP Paribas	170	-0,2
BNP Paribas	160	0,0
BNP Paribas	150	0,2
BNP Paribas	140	0,4

TOKYO

Indice Nikkei -2,54 %

Inquiétude

LA TENDANCE était encore orientée à la baisse cette semaine à la Bourse de Tokyo, les investisseurs étrangers ayant vendu massivement les valeurs vedettes nippones. Ceux-ci, en effet, redoutent un impact négatif sur l'ensemble de l'économie japonaise du séisme qui a frappé mardi 17 janvier la région industrielle de Kôbe et d'Osaka. L'indice Nikkei a perdu 490,95 points, soit un recul de 2,54 % par rapport à la semaine précédente. Vendredi 20 janvier, en clôture, l'indice de référence a terminé à 18 840,22 points, après six

séances consécutives de baisse. Le violent séisme qui a secoué les grandes villes industrielles a réactivé les échanges qui ont atteint un volume moyen quotidien de 348,6 millions de titres contre 225,7 millions la semaine précédente.

Les titres des compagnies d'assurances - excepté celles d'assurance-vie - et des principales sociétés ayant leur siège dans l'ouest du Japon ont chuté, mardi après le séisme ; en revanche, les entreprises de construction ont été très recherchées par les investisseurs. Les opérateurs ont également constaté un net courant vendeur sur les valeurs de l'électronique et des télécommunications.

Indices du 20 janvier : Nikkei, 18 840,22 points (contre 19 331,17) ; Topix, 1 459,40 (contre 1 511,79).

LONDRES

Indice FT 100 -1,75 %

Déprimée

LES SEMAINES se suivent et se ressemblent pour la Bourse de Londres, toujours minée par les craintes de relèvement des taux d'intérêt alors que les menaces inflationnistes semblent se précipiter à Rynauem-Uni. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu, cette semaine 53,3 points, soit 1,7 %, pour clôturer vendredi 20 janvier à 2 995 points.

Les perspectives d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt britanniques ont repris de la vigueur avec une série d'indices faisant

pointe le risque d'une surchauffe de l'économie. La progression de 0,7 % des prix de gros et celle de 0,5 % de l'indice des prix de détail en décembre ont été, en effet, supérieures aux attentes de la City. Dans le même temps, le chômage régulier plus fort que prévu et, à 0,5 %, les ventes de détail démontrent leur robustesse.

La probabilité d'une hausse des taux américains est également devenue plus aiguë à la suite de la publication du Livre beige de la Réserve fédérale et de la progression de la production industrielle.

Le recul du Footsie a toutefois été limité par la perspective d'un regain d'activités dans les fusinus-acquisitions, notamment dans les banques.

Indice FT 100 du 20 janvier : 2 995 points (contre 3 048,3).

FRANCFORT

Indice DAX 30

Surplace

POUR la troisième semaine consécutive, la Bourse de Francfort a fait du surplace au cours de la période éconolée, pour se retrouver pratiquement au même niveau que sept jours auparavant. Dans un marché mou, évoluant principalement en fonction de Wall Street, l'indice DAX des trente valeurs vedettes a clôturé vendredi 20 janvier à 2 055,58 points, contre 2 055,62 points la semaine passée et 2 053,92 points la semaine d'avant. « Le désintérêt des investisseurs a fait replonger le marché dans ses mauvaises habitudes, à sa-

voir une évolution latérale et un manque d'entrain », selon les analystes de la WestLB.

Les deux seules fortes variations des cours (+1,46 % lundi 16 janvier et -1,62 % vendredi 20 janvier) ont été causées par les gains ou les pertes de Wall Street. Vendredi notamment, Francfort a chuté consécutivement au recul du marché américain la veille, qui craint un resserrement de la politique monétaire par la Réserve fédérale le 31 janvier. La Commerzbank et la WestLB espèrent toutefois un regain d'intérêt des investisseurs au cours des prochaines semaines, après la publication des résultats des entreprises pour 1994 et leurs prévisions optimistes pour les bénéfices de 1995.

Indice DAX du 20 janvier : 2 055,58 points (contre 2 055,62).

NEW YORK

Indice Dow Jones -1 %

Morosité

WALL STREET a perdu du terrain au cours de la semaine écoulée en raison des inquiétudes suscitées par la situation au Mexique et au Canada, ainsi qu'aux nouvelles spéculations sur un resserrement du crédit. L'indice Dow Jones a terminé, vendredi 20 janvier, à 3 869,43 points, en baisse de 39,03 points, soit 1 % par rapport à la semaine précédente. Selon les analystes, l'hostilité du Congrès à voter un plan d'aide en faveur du Mexique et les inquiétudes face à la capacité du Canada de mettre au point un plan de réduction de son déficit ont déprimé Wall Street. De plus, estimant la faiblesse du peso et du dollar canadien face à la devise américaine va augmenter le coût des exportations américaines vers ces pays. Par

ailleurs, la majorité des investisseurs tablent sur une augmentation d'un demi-point du taux interbancaire par la Réserve fédérale lors de la réunion de son comité de l'open market, le 31 janvier. Un resserrement du crédit réduirait les ressources des sociétés et rendrait plus intéressants les investissements à taux fixe, ce qui aurait un effet baissier sur les titres boursiers.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence du marché, a grimpé à 7,89 % vendredi en fin d'après-midi contre 7,79 % une semaine plus tôt.

Du côté des entreprises, les résultats de sociétés au quatrième trimestre 1994 ont été moins bons que ceux du trimestre précédent. Les titres des banques ont terminé la semaine à la baisse, en raison de résultats financiers inférieurs aux prévisions et des craintes d'un relèvement des taux d'intérêt.

Indice Dow Jones du 20 janvier : 3 869,43 points (contre 3 908,46).

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE À L'AUTRE

NEW YORK	Les valeurs du Dow Jones
Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

TOKYO	Sélection de valeurs du Nikkei
Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

LONDRES	Sélection de valeurs du FT 100
Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

Alcatel	230
Alcatel	220
Alcatel	210
Alcatel	200
Alcatel	190
Alcatel	180
Alcatel	170
Alcatel	160
Alcatel	150
Alcatel	140

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers un rapatriement des fonds japonais ?

LA RECONSTRUCTION des régions sinistrées de Kôbé et d'Osaka exigera-t-elle le rapatriement d'une partie des fonds japonais investis à l'étranger ? C'est une des incertitudes qui pèsent sur le dollar et renforcent la crainte d'une forte remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Partant, elle affecte le sentiment du marché international des capitaux dans son ensemble. Si les rendements grimpent outre-Atlantique, il sera certainement difficile d'empêcher la contagion en Europe.

Pour ce qui est des nouvelles émissions d'emprunts internationaux, le tremblement de terre n'a eu jusqu'à présent que peu d'influence sur le calendrier. Il a été tenu, à une exception près. Un des principaux producteurs d'électricité du Japon a, en effet, différé le lancement d'une opération-dollar qui devait diriger une banque américaine.

NEC EMPRUNTE EN SUISSE

Mais, pour le reste, les Européens ont continué de lever des fonds à Tokyo. C'est ce qu'ont fait notamment, pour des montants importants, la Banque européenne d'investissement, la Komtroll Bank - un établissement public qui sert à l'autriche de banque

du commerce extérieur - et la Banque nationale de Hongrie.

De leur côté, les japonais ont poursuivi sans relâche leur programme d'emprunt en monnaie européenne. Une transaction était d'ailleurs particulièrement en vue, du fait de l'origine de l'emprunteur, Daikin, un des fournisseurs de l'industrie automobile qui a son siège près d'Osaka. L'affaire était placée sous la direction de la filiale allemande d'une banque japonaise, Nomura. Elle s'est très bien déroulée. Il s'agissait d'un emprunt obligataire de 50 millions de deutschemarks muni de bons de souscription d'actions.

Dans le même temps, mais sur le marché suisse et à beaucoup plus grande échelle, NEC, le géant de l'électronique, se procurait sans peine 500 millions de francs helvétiques en émettant, grâce au concours de la Société de banque suisse, des obligations convertibles en actions.

De leur côté, les emprunteurs français ont été bien représentés sur plusieurs marchés. La Société générale a levé 200 millions de deutschemarks, le Crédit local s'est procuré des dollars américains et Peugeot des francs luxembourgeois. Les banques qui ont pris ferme ces emprunts

veulent placer les obligations auprès du grand public.

La prochaine grande émission internationale d'un débiteur français a toutes les chances d'intéresser les investisseurs professionnels car elle sera garantie par l'Etat, ce qui est exceptionnel aujourd'hui. La France n'emprunte plus en devises, et il faut de très bonnes raisons pour déroger à ce principe, en donnant sa garantie. Le débiteur sera la Caisse française de développement, qui empruntera pour le compte du pays, dans le cadre de sa contribution au Fonds monétaire international (FMI).

MISE EN PLACE OFFICIELLE

Précisément, ce dont il est question, c'est de remplacer par un nouvel emprunt d'une durée de cinq ans une opération libellée en dollars, qui date de janvier 1988 - venant à échéance le 1^{er} mars prochain - et qui avait été émise par la Caisse centrale de coopération économique par l'intermédiaire de Paribas. Exprimé en unités de compte du FMI, le tout se monte à 217 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). La valeur d'un DTS correspond à celle d'un panier où sont représentées les principales monnaies du monde.

Un appel d'offres sera lancé prochainement et les banques auront fort à faire pour y répondre car l'emprunt est assez compliqué à mettre en place. Il faut que son profil s'adapte à un montage fait il y a cinq ans et qui débouche sur les différents monnaies entrant dans la composition du DTS.

Christophe Vetter

DEVICES ET OR

Ruée sur le mark et chute du dollar

QUELLE SEMAINE ! Le dollar, déjà déprimé par le soutien américain au peso mexicain, a été encore davantage affaibli par la hausse irrésistible du mark, qui a bénéficié de transferts de capitaux en provenance de la zone yen, très éprouvée par le séisme de Kôbé. Le billet vert a, en outre, été affecté par l'aggravation du déficit commercial des Etats-Unis, qui a augmenté de 4,3 % en novembre à 10,53 milliards de dollars, malgré une réduction de 6,9 % du déficit avec le Japon, et de 16 % avec la Chine.

La chute du dollar a été assez rapide puisqu'il est revenu de 1,5350 DM jeudi matin à 1,5075 DM, vendredi en milieu de

journée, pour finir à 1,5130 DM environ, au plus bas depuis deux mois.

Une chute qui incite beaucoup d'opérateurs, notamment asiatiques, qui étaient « haussiers » sur cette devise à s'alléger. Quant au yen, l'incertitude sur l'ampleur des dégâts causés par le séisme de Kôbé a incité les investisseurs étrangers à quitter cette devise.

En Italie, la désignation du nouveau président du conseil avait raffermi le lire, vis-à-vis du mark, dont le cours était revenu de 1 065 liras à 1 047 liras. Las ! L'opposition affichée par M. Berlusconi et son parti l'a immédiatement affaibli, avec un mark en hausse à 1 056 liras.

La pression sur la peseta a un peu diminué, le cours du mark à Madrid revenant de 87,40 pesetas à 87 pesetas environ, contre 85 pesetas il y a un mois, niveau auquel un équilibre paraissait être atteint dans le domaine strictement économique et financier, après les dévaluations de l'automne 1992 et du début 1993.

Au milieu de tout cela, le franc français s'est plutôt bien comporté. Le cours du mark à Paris est certes remonté de 3,4550 francs à un peu moins de 3,4650 francs,

mais, en d'autres temps, son ascension eût été bien plus rapide. En fait, en dehors de quelques déplacements de capitaux vers le mark, la spéculation n'a guère de raisons d'attirer le franc, d'autant que l'élargissement des marges de fluctuation à 15 % rend la spéculation très aléatoire et, surtout, que la Banque de France n'a plus à intervenir pour une si faible variation, s'abstenant même de relever le taux de l'argent au jour le jour.

F. R.

	Cours 19-1	Cours 20-1
Or fin (le gramme)	64 550	64 600
Or fin (en lingots)	64 900	64 950
Pièces françaises (100)	375	375
Pièces suisses (100)	375	375
Pièces italiennes (100)	375	375
Pièces espagnoles (100)	375	375
Souveraineté	475	475
Souveraineté (le gramme)	482	482
Dernier souveraineté	512	512
Pièces de 100	2 000	2 000
Pièces de 100	1 200	1 200
Pièces de 50	750	750
Pièces de 20 marcs	460	460
Pièces de 10 florins	380	380
Pièces de 5 marcs	200	200
* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.		

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 16 AU 20 JANVIER

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Francfort	Bonnheim	Amsterdam	Milan	Tokyo
Libre	1,5110	1,5100	1,5100	1,5100	1,5100	1,5100	1,5100	1,5100
Mark	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Yen	163,50	163,50	163,50	163,50	163,50	163,50	163,50	163,50
Franc suisse	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc allemand	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc français	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc japonais	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc néerlandais	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc italien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc espagnol	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc portugais	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc grec	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc turc	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc indonésien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc thaï	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc vietnamien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc philippin	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc malaisien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc indonésien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc thaï	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc vietnamien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc philippin	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130
Franc malaisien	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130	1,5130

A Paris, 100 yens évaluent ainsi, le vendredi 20 janvier, 5,2733 francs contre 5,2622 le vendredi 19 janvier.

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tension aux Etats-Unis

L'ÉVÉNEMENT de la semaine a été le redémarrage des rendements à long terme aux Etats-Unis, sous l'avalanche de « bons-mauvais » chiffres, qui, en redonnant la poursuite d'une vigoureuse expansion, nourrissent les craintes d'un regain d'inflation.

En conséquence, ces rendements - sur huit jours - sont repassés de 7,52 % à 7,66 % sur trois ans, de 7,65 % à 7,78 % sur cinq ans, de 7,69 % à 7,79 % sur dix ans et de 7,80 % à 7,87 % sur trente ans, restant, toutefois, en dessous de leur niveau d'il y a quinze jours. Leur fort recul de la semaine dernière, dû à la très légère augmentation des prix de gros et de détail en décembre, et, surtout, à la diminution des ventes au détail pendant ce même mois, s'en est trouvé presque annulé. Jeudi, Alan Blinder, vice-président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, a déclaré que le produit intérieur brut (PIB) du pays aurait progressé à un rythme annuel de 5 % au

quatrième trimestre 1994 (il sera connu le vendredi 27 janvier), soit une croissance deux fois plus rapide que ne le souhaite la Réserve (2,5 % par an au maximum). En fin de semaine, le maintien de la construction de logements à un niveau très élevé, malgré une baisse de 1 % en décembre et une hausse de 2 % en janvier, a conduit à la progression de l'indice de confiance de l'université du Michigan, porté de 95,1 en décembre à 99,1 en janvier, et l'augmentation sensible de la composante « prix » de l'indice de la Réserve fédérale de Philadelphie, ont alarmé les milieux financiers, guère réconfortés, au surplus, par la faiblesse du dollar. Une telle faiblesse effrèche les porteurs étrangers d'obligations américaines.

Tout le problème, maintenant, est de savoir à quel moment la croissance se ralentira aux Etats-Unis. Pour Patrick Artus, chef de service à la Caisse des dépôts, elle

se poursuivra en 1995, les revenus continuant d'augmenter, de même que les emplacements, surtout dans les services, et les investissements qui ont encore un an de progression pour revenir au niveau de 1987-1988. M. Artus ne voit guère de signes de pression inflationniste (seulement 3,3 % d'inflation à la mi-1995 contre 2,7 % actuellement), mais des signes de déflation de productivité et de déformation de l'économie en faveur du tertiaire.

A propos de l'inflation, le président de la Réserve fédérale, M. Greenspan, a déclaré, le 10 janvier devant une commission mixte du Congrès, que l'indice américain des prix à la consommation (CPI) surstimulait de 0,5 % à 1 % par an l'ampleur de cette inflation, dont le rythme actuel de 2,7 % serait, en réalité, de 1,2 % à 2,2 % par an.

MATIF

Échéances	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Cours de clôture
MOTORFUEL 10 %					
Mars 95	104969	110,04	111,04	109,99	110,00
Jun 95	35	110,04	110,16	109,99	110,10
Sep 95	168	110,04	109,24	109,99	109,45
Déc 95	-	-	-	109,99	-
PREMIER 3 MOIS					
Mars 95	20393	80,96	81,61	80,96	81,60
Jun 95	15729	80,96	81,34	80,96	81,33
Sep 95	6354	80,96	81	80,96	81,06
Déc 95	2513	80,96	81,09	80,96	81,06
ECU LONG TERME					
Mars 95	20393	80,96	80,96	80,96	80,97
Jun 95	-	-	-	80,96	80,66

Temps doux et pluvieux

LE MATIN, de la Bretagne aux Pays de la Loire, jusqu'à l'île-de-France et aux régions Nord-Ouest, les nuages seront abondants, et les pluies de la nuit s'évacueront vers l'est. Le vent de sud-ouest faiblira sur les côtes bretonnes, ne soufflant qu'à 70 km/h en rade. Il soufflera encore fort dans le Pas-de-Calais, jusqu'à 90 km/h près des côtes. Du Poitou-Charentes au Nord-

Aquitaine, jusqu'au Massif Central et au Nord-Est, le ciel sera couvert avec de la pluie modérée. Il neigera sur les Alpes du Nord au-dessus de 1500 mètres. Sur le Sud-Aquitaine et Midi-Pyrénées, les nuages seront nombreux avec quelques pluies faibles. Sur le pourtour méditerranéen, le temps sera très nuageux, mais, sur la côte d'Azur et en Corse, le ciel sera plus lumineux avec des nuages élevés. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort en début de matinée sur les régions Nord-Est.

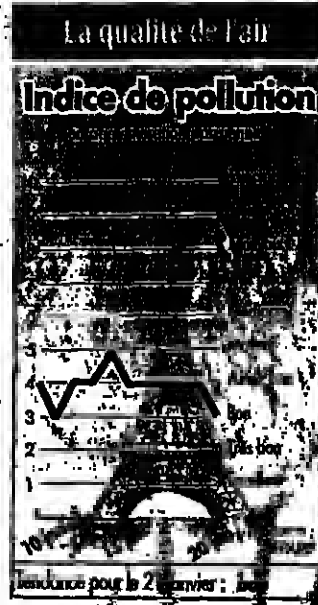
L'après-midi, de la Bretagne au Poitou-Charentes jusqu'au Limousin, il pleuvra à nouveau, et des pluies seront assez fortes au nord. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 120 km/h en rafales des côtes de l'Aquitaine jusqu'au Sud-Bretagne. Dans l'intérieur, il atteindra 90 km/h en rafales. De la Normandie à l'île-de-France jusqu'au Nord, le ciel sera très nuageux, et quelques pluies faibles gagneront le Centre et la Normandie en cours d'après-midi. Il pleuvra faiblement au Nord-Est, il pleuvra faiblement avec un peu de neige sur les Alpes du Nord.

Les températures minimales iront de 4 à 7 degrés en général, jusqu'à 10 degrés près des côtes. L'après-midi, le thermomètre marquera 12 à 14 degrés sur les régions Ouest, 10 à 12 degrés à l'est, jusqu'à 15 degrés au Sud-Est.

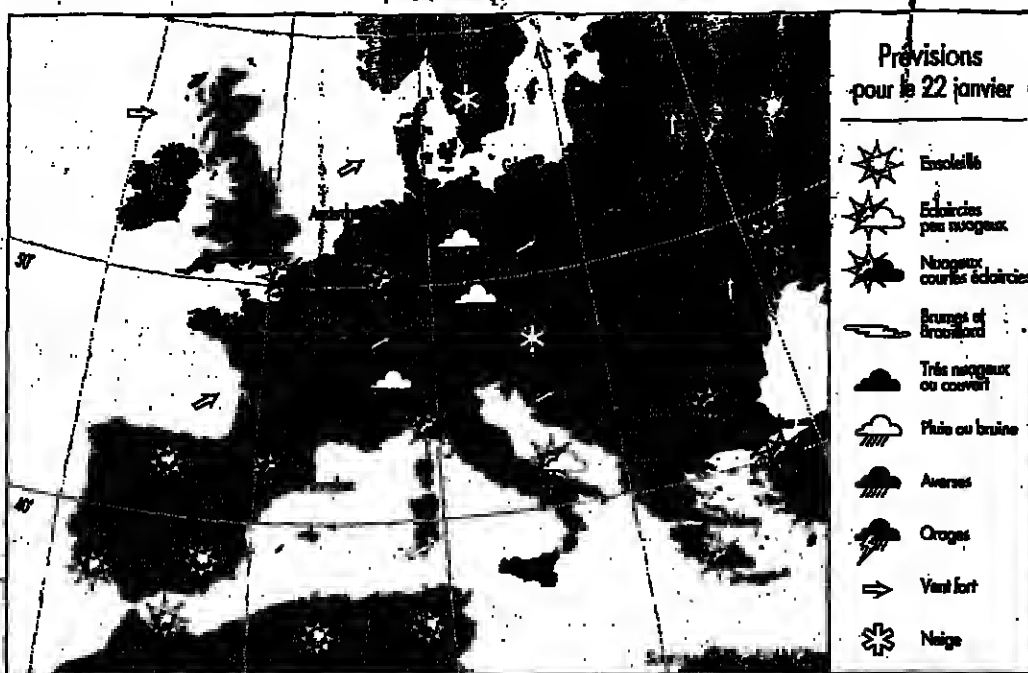
Document établi avec le support technique spécial de Météo France.



Prévisions pour le 22 janvier à 12h00



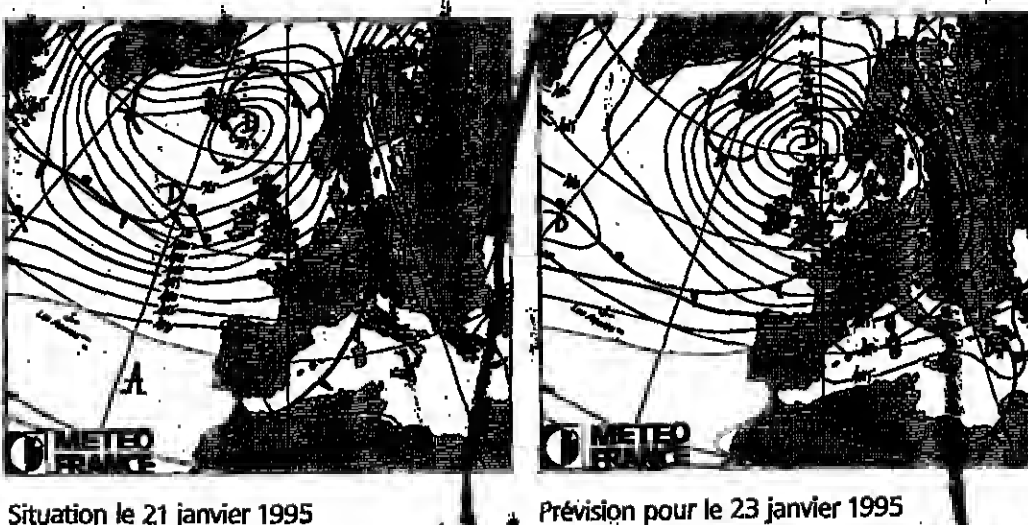
Indice de pollution



Prévisions pour le 22 janvier

- Ensoleillé
- Éclaircies par nuages
- Nuageux, courtes éclaircies
- Pluie ou bruine
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Neige

TEMPÉRATURES	DIJON	85	STRASBOURG	105	BRASLIA	27/16	KIEV	-4/-7	NEW DELHI	19/9
du 20 janvier 1995	PORT-DE-PR.	31/22	TOULOUSE	105	BUENOS AI.	30/17	KINSHASA	33/23	NEW YORK	24/-7
max/min	CHERBOURG	12/1	TOULOUSE	104	SUCRESE	44/-7	LE CAIRE	19/7	PRAGUE	2/-4
	LILLE	10/5			CARACAS	30/24	LISBONNE	14/6	PRETORIA	25/17
	LYON	10/5			CHICAGO	24/-3	LONDRES	10/5	RIO DE JANEIRO	24/23
	MARSEILLE	12/2			COPENHAGUE	2/1	LOS ANGELES	16/9	ROME	15/5
	NANCY	9/4			DAKAR	25/18	LUXEMBOURG	13/3	SAN FRANCISCO	11/6
	NANTES	11/5			DIJON	22/13	MADRID	11/-1	SANTIAGO	30/15
	NICE	10/7			DURBAN	31	MARRAKECH	-2/8	ST-PETERSBURG	-7/10
	PARIS	10/5			GENEVE	24/19	MEXICO	24/9	STOCKHOLM	10
	POitiers	10/5			FRANCFORT	4/-1	MILAN	30	STUTTGART	24/20
	RENNES	9/4			GENEVE	24/19	MONTREAL	31	TOKYO	11/5
	STRASBOURG	10/5			HANOI	24/19	MOSCOW	-9/-7	TUNIS	19/10
	CLERMONT-F.	9/4			ISTANBUL	5/2	MIDNICH	4/1	VARSOVIE	-2/10
					JERUSALEM	9/2	NAIROBI	27/9	VIENNE	-3/4



Situation le 21 janvier 1995

MOIS CROISES

PROBLEME N° 6480

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTELEMENT
I. Groupe où l'on trouve des cancrs et des dormeurs.
II. Peut se produire en un moment. - III. Quand elle est grosse, ne sort pas de l'ordinaire. - IV. Cri dans une

entée, l'impact de l'air sur la peau. - V. Dans une zone de sept. - VI. Le premier d'un succès. - VII. Pourrait des nois. Une belle intouchable. - VIII. Un coup dans l'eau. - IX. Pris par le sauteur. Adverbe. - X. Qui ne manque pas de motifs. - XI. Pour trouver sa trace, il faut remonter au déluge. Dans un marais salant. - XII. Tonitru pour une messe. Présentera sur un plateau.

VERTICALEMENT
1. Peut être recherchée pour faire des brochettes.
2. Fera aussi bien. Fait la belote avec sa dame. - 3. Une belle veine. N'est pas de l'essence ordinaire. - 4. Un beau parleur. Sorti de l'enveloppe. - 5. Compagnons de tonus. A du relief. - 6. Invite à la discrétion. Quel n'y a rien à enlever. - 7. Supporte un système de forage. N'admet pas. - 8. Adjectif qu'on utilise pas pour la première fois. Agir par déduction. - 9. Mesure pour le charme. Parlera sur un autre ton.

SOLUTION DU N° 6480
HORIZONTELEMENT
1. Cabriolet. - II. Orelles. - III. Singleton. - IV. Tana. Otis. - V. Une. Arrêt. - VI. M. Créera. - VII. Is. Rassis. - VIII. Emue. - IX. Ré. Minime. - X. Relevés. - XI. Stase.

VERTICALEMENT
1. Costumiers. - 2. Ariane. - 3. Benne. R2. - 4. Ri. G. Crèmes. - 5. III. Ara. Ile. - 6. Oloréisme. - 7. Lettres. Ives. Ne. - 8. Esotérisme. - 9. Notes. Est.

Guy Brouty

LES SERVICES DU MONDE

Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LINDOC
CD-ROM : (1) 43-37-65-11
Index et microfilms : (1) 40-95-29-33
Abonnements, Minitel : 9615 LE MONDE
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : (1) 95-82-78 ou 3615 LE MONDE (2) 19-84-11
Le Monde : 3615 LE MONDE
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux d'information : 133-437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gershwin, 91002 Evry-Courcouronnes
PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordacq
Administrateur : Jean-Louis Luchini
Secrétaire général : Dominique Audebert
133, avenue des Champs-Élysées
75009 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE	LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Autres pays : y compris CEE avion
3 Mois	536 F	572 F	572 F	790 F
6 Mois	1 038 F	1 123 F	1 123 F	1 540 F
1 AN	1 890 F	2 006 F	2 006 F	2 960 F

ABONNEMENTS PAR MINUTEL : 3615 LE MONDE, code d'accès 880
PRÉPAREZ VOTRE MINUTEL : y compris les appels du service abonnements.
CHANGEMENT D'ADRESSE : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.
RÉABONNEMENTS PAR TÉLÉPHONE : (1) 40-40-32-30 (de 9 heures à 17 h 30)

LE MONDE : (1) 40-40-32-30 (de 9 heures à 17 h 30) - 1, place H. Borel-Michaux
10001 Evry-Courcouronnes, France, second class postage paid at Washington, DC, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 133, Avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris, France.
Pour les abonnements étrangers : LE MONDE, 133, Avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris, France.

POUR VOUS ABONNER
REMPLISSEZ CE BULLETIN EN CAPITALES D'IMPRIMERIE ET ENVOYEZ-LE
ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À L'ADRESSE SUIVANTE :
SERVICE ABONNEMENTS : 1, place H. Borel-Michaux
91002 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Code postal : _____ Pays : _____

LE CARNET DU VOYAGEUR

PARIS EN VISITE

Dimanche 22 janvier

■ FINLANDE. La Russie et la Finlande ont signé le 18 janvier, un accord pour l'ouverture d'une ligne aérienne directe Villandry, petite ville située près de la frontière suédoise, et Saint-Petersbourg. - (AFP)

■ MONDRES. American Airlines a annoncé, mardi 17 janvier, qu'elle assurait plus la liaison Londres-Philadelphie, qu'elle doublait ses vols à destination de Boston et qu'elle augmentait ses vols quotidiens entre New York et Londres. - (AFP)

■ NIGER ET BÉNIN. Satom, filiale de la Sogea, a signé deux contrats de travaux routiers, l'un avec le Niger pour la construction d'une route de 87 kilomètres entre Tillabéry et Ayoron, l'autre avec le Bénin pour la réfection des axes interurbains d'accès à Cotonou. - (AFP)

■ MOSCOU. Pour la deuxième fois en un mois, le prix du ticket de métro va augmenter à Moscou, passant de 400 roubles (environ 0,53 F) à 600. Le 20 décembre 1994, il était passé de 250 à 400 roubles. - (AFP)

■ TÉHÉRAN. Un hôtel cinq étoiles va voir le jour à Téhéran. La construction, qui commencera en mars et durera deux ans, sera effectuée par une compagnie suédoise. - (AFP)

■ ROSSLY. Le terminal 2 B de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, qui souffrait, comme le terminal 2 A (Le Monde du 19 janvier), de la grève observée depuis le 28 décembre par le personnel d'entretien de la Comatec, a été nettoyé par des non-grévistes dans la nuit du 18 au 19 janvier. - (AFP)

■ MANCHE. Par rapport à 1993, la compagnie Sealink, qui assure les liaisons transmanche, a enregistré, en 1994, des hausses de son trafic de 12 % pour les passagers, 14 % pour les véhicules de tourisme, 12 % pour les autocars et 13 % pour les camions. - (AFP)

■ NIGER. Pireux d'attendre depuis deux semaines un vol pour Londres ou Djeddah (Arabie saoudite), des voyageurs ont pris d'assaut, le 17 janvier, le siège de la compagnie Nigeria Airways à l'aéroport de Lagos. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Dimanche 22 janvier

■ LA COMÉDIE-FRANÇAISE (37 F), 10 h 15, place Colette, devant la porte de l'administration (Monuments historiques).

■ LA CONCIERGE (37 F), prix d'entrée, 14 h 30, 1, quai d'Orfèvre, à l'intérieur près de la caisse (Monuments historiques).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Région antefr).

■ LE MARAIS SAINT-PAUL : histoire de la communauté juive parisienne dans l'un de ses quartiers (37 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).

■ L'ABBAYE DE PORT-ROYAL, foyer du jansénisme (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Didier Bouchard).

■ L'APPARTEMENT ET LE JARDIN DE CLÉMENTINE (40 F + prix d'entrée), 15 heures, 8, rue Franklin (Approche de l'art).

■ LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL, décor du XIX^e siècle (60 F), 15 heures, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'État (Art et architecture).

■ MUSÉE NISSIM DE CAMONDO (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Elisabeth Romain).

■ LE VIEUX VILLAGE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (50 F), 15 heures, 63, rue de Monceau (Elisabeth Romain).

PARIS EN VISITE

Dimanche 22 janvier

■ MUSEE GUIMET (50 F, ou 80 F les deux visites + prix d'entrée) : Exposition « La Chine des origines », hommage à Lionel Jacob, 10 h 30 : La civilisation chinoise dans les collections permanentes, 14 h 30 (Pierre-Yves Jaslowski).

■ LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (50 F + 12 F, 14 h 30, 14 h 30, angle de la rue Coquiot-Jay et de l'avenue Bosquet (S. Rojov-Kern).

■ L'HÔTEL CAUL, actuelle mairie du 8^e arrondissement, et l'église Saint-Augustin (37 F), 14 h 30, 56, boulevard Malesherbes (Monuments historiques).

■ LES MERVEILLES DU 5^e ARRONDISSEMENT en suivant le mur de Philippe-Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde et mise en valeur du Paris historique).

■ NOTRE-DAME-DE PARIS et le quartier du cloître (45 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Découvrir Paris).

■ DU PONT-NEUF à l'enceinte de Philippe-Auguste (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Neuf, côté Samaritaine (Paris antefr).

■ LE COMPAGNONNAGE dans le quartier Saint-Sulpice et la foire Saint-Germain (40 F), 15 heures, sortie du métro Mabillon (Approche de l'art).

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Les enfants de la France

LA PRESSE PARISIENNE, dans son format réduit, n'a pas fait longuement ni largement écho aux paroles prononcées à Rennes et à Nantes les 14 et 15 janvier par M. Teitgen et par le général de Gaulle. C'est regrettable. Ces deux discours se complètent et tracent les grandes lignes d'une doctrine de la réconciliation nationale.

Le chef du gouvernement, avant de décorer la ville de Nantes de la croix de la Libération, s'est adressé familièrement, selon sa coutume, à la foule qui l'entourait. (...) « La France, a-t-il dit, a besoin pour sa victoire et ensuite pour son avenir de tous ses enfants... Elle veut que tous aient leur place autour d'elle, au foyer de la patrie. »

Le ministre de l'Information a pris, lui, si nous osions dire, le problème par l'autre bout. Il a défendu l'œuvre du nouveau régime et décrit l'effort accompli avec succès, malgré les circonstances défavorables, pour rendre à la France sa grandeur. Il a montré alors l'indifférence des critiques démodées et des dénégations mesquines. Il a fait appel au loyalisme de ses auditeurs et plus spécialement à celui des journalistes.

Ainsi se trouvait précisée la double condition de l'unité française. Le gouvernement a le devoir, du fait même qu'il est le gouvernement, d'être accueillant à tous. (...) En revanche, le gouvernement a le droit, lorsqu'il accomplit honnêtement sa tâche et bien davantage encore lorsqu'il l'accomplit avec éclat, d'exiger de tous un minimum de compréhension et de discipline.

C'est le devoir de tous les gouvernés, même de ceux qui constituent l'opposition, que M. Teitgen rappelle à ses auditeurs. Il ne suffit pas pour que tous les Français travaillent fraternellement sur le même terrain, que la porte en reste largement ouverte. Il faut encore que, jusqu'ici, sont restés inacceptables de franchir le seuil. (23 janvier 1945.)

Tous les programmes et les horaires des cinémas (Paris et Province) des théâtres et des spectacles

3615 LEMONDE

DÉFILÉS Les collections de haute couture de l'été 1995 sont présentées à Paris, du 21 au 26 janvier. Les palaces parisiens, ainsi que le Carrousel du Louvre, deviennent le

théâtre d'un rituel prestigieux organisé chaque année, en janvier et en juillet. Au programme, vingt et un défilés, dont dix-sept organisés par des maisons de couture parisiennes

● **LA HAUTE COUTURE** suscite auprès des médias et des créateurs internationaux un intérêt croissant, inversement proportionnel au nombre de ses clientes, rebutées par

les prix et tentées par le prêt-à-porter de luxe ● **LE RETOUR** d'une sophistication dans la mode et la reprise américaine contribuent à redonner à cet univers un nouvel

élan, malgré un appauvrissement du métier condamné à se défendre avec d'autres armes que les siennes : l'urgence de la nouveauté, le culte de l'instant.

La haute couture prise au piège de la mode

Les collections d'été des grands couturiers provoquent un grand engouement médiatique. Mais la profession doit faire face aux exigences de la rentabilité économique, de la concurrence du prêt-à-porter... et de la chirurgie esthétique

ON N'Y MANGE PLUS mais on y défie. On n'y mange plus, mais on y coud. A l'occasion des défilés de haute couture, la piscine de l'hôtel Ritz se transforme en podium, et l'Esplanade, l'ancien restaurant du palais, en atelier de couture. Arrivés de Milan, Gianni Versace règle, avec son équipe de vingt personnes, les derniers préparatifs de son défilé hautement médiatique.

Au programme, les plus célèbres des top-models, comme Nadja Auermann, l'interminable ange blond que tous s'arrachent (une quarantaine de couvertures de magazine en moins d'un an, de l'Australie à la Pologne...), Karen Mulder, Claudia Schiffer, Amber Valletta. Seules quelques-unes manquent à l'appel, comme Linda Evangelista, qui tourne un spot publicitaire pour une grande marque américaine de cosmétiques, Naomi Campbell, qui assure la promotion d'un film en Floride, ou encore Christy Turlington, Helena Christensen ou Kate Moss.

Le triangle d'or parisien, où sont situées les maisons Balmain, Gi-

venchy, Laroche, Yves Saint Laurent, Jean-Louis Scherrer, Nina Ricci, Lapidus, Torrente, vit dans la frénésie. Les attachés de presse croulent sous les demandes des journalistes qui sacrifient à la dernière tendance à la mode : le défilé vu en coulisses. Hier on voulait voir les modèles en avant-première ; aujourd'hui, on exige de l'action.

L'intérêt médiatique que suscite la haute couture va croissant, d'autant qu'il est porté, cette année, par les derniers exercices de style des créateurs européens, remettant à l'honneur talons hauts et petite robe noire rétro après trois ans de misérabilisme. La saison de l'été 1995 est donc particulièrement convoitée par les acheteurs (deux cents environ), et par l'Amérique, qui concentre l'essentiel des clientes.

« LA REPRISE EST LÀ »

« La reprise est là. Et les femmes riches ont toujours besoin de nouvelles robes », affirme Gndfrey Deeny, chef du bureau parisien de

Women's Wear Daily, et du Women's Wear, quotidien et mensuel spécialisés et tirés respectivement chacun à 70 000 et 400 000 exemplaires.

Paris est la seule capitale du monde à accueillir vingt-deux défilés de haute couture, dont dix-huit présentés par des maisons françaises. On note, cette saison, deux absents : Philippe Venet, qui a vendu sa griffe, et Pierre Cardin, qui préfère partir à la conquête de nouveaux marchés, comme la Birmanie, et même l'Albanie. Fort de huit cent quarante contrats de licences dans le monde, il fait cavalier seul, en annonçant un défilé confidentiel en février prochain.

Pourtant, l'affluence est là : mille journalistes et photographes en provenance de trente-neuf pays. Ils seront deux fois plus nombreux pour les défilés de prêt-à-porter, organisés, en mars et en octobre, au Carrousel du Louvre. Mais, comme l'explique Emmanuel Ungaro, soixante-deux ans, qui fête en 1995 les trente ans de sa maison : « La haute couture est un ri-

tuel, comme l'opéra. Elle fait partie des grandes messes de la beauté, du luxe, du raffinement. Il y a des règles, mais pas de loi... »

Aux antipodes d'Ungaro, se défilant lui-même comme « un baroque attardé », Michel Klein, trente-sept ans - qui présente sa troisième collection de haute couture pour Guy Laroche - défend ce même idéal, mais pour d'autres raisons : « Le prêt-à-porter s'adresse à des groupes de femmes déjà définis par le marché. Aujourd'hui, par manque de confiance en elles, elles s'habillent toutes de la même façon, veulent toutes se ressembler. La haute couture est peut-être l'un des derniers métiers où l'on prend autant en considération l'individu. »

Les clientes pourtant se font plus rares. Elles étaient 17 000 en 1947, 3 000 dans les années 70, et 1 500 dans les années 80. Un chiffre qui ne cesse de fondre, et pour cause : le prix d'un tailleur de haute couture s'élève entre 60 000 F et 120 000 F, soit trois allers-retours Paris-New York en Concorde, tarif

qu'exigent en général les mannequins les plus cotés. Mais la flamme des prix n'explique pas tout. D'autres éléments donnent la mesure d'une évolution qui n'est pas tant liée à l'argent qu'aux rapports avec le temps, et l'image d'une beauté soumise à l'état d'urgence.

Culte de la jeunesse

Le culte de la jeunesse a remplacé celui de l'élégance. Pour la première fois en France, une clinique spécialisée s'offre ces jours-ci un spot publicitaire à la télévision. Le couturier est aujourd'hui concurrencé sur son propre terrain par le chirurgien esthétique, dont on exige désormais qu'il affine le corps, rajustement la silhouette, selon des critères hier encore liés au sur-mesure. « Il y a une démedicalisation de l'acte au profit d'un phénomène de mode », selon Julien Glicenstein, président de la Société française de chirurgie plastique, 100 000 interventions seraient pratiquées chaque année en France.

Désormais, les techniques nouvelles, fils d'or, ou bandelettes de

plastique sous le peau, pour éviter les cassures et les plis du visage, sont proposées, et copiées aussi vite que des modèles. La salle d'attente a remplacé le salon d'essayage. Deux liftings pour le prix d'une robe de cocktail. Qui dit mieux ? On est loin du temps où la couture, faite pour cacher les défauts des femmes, libérait leur naturelle excentricité. Le désir est devenu une image griffée, siglée, mieux-disant visuel.

Les « grands » de ce métier ont toujours su prendre des distances avec la mode : Chanel, Vionnet, Balenciaga, Saint Laurent. Aujourd'hui, l'expérience est sacrifiée à la notion de séduction immédiate. C'est en revendiquant la jeunesse que la haute couture a vieilli, condamnée, chaque saison, à fouiller dans les greniers pour y trouver des thèmes nouveaux. Là où, hier, elle se contentait de répondre à un besoin : embellir les femmes.

L'image toutefois reste intacte. Jusque dans les écoles spécialisées, comme Esmod, un peu inéprouvée par l'élite de la profession, car plus comme pour alimenter les bureaux de styles de la confection. Pourtant, depuis trois ans, on y dispense à Paris une formation « haute couture ». Sur les quatre-vingt-dix élèves de modélisme, la majorité sont étrangers, avec une forte proportion de Coréens, de Japonais, et même quelques Chinois, auxquels des cours sont désormais dispensés en mandarin. Hongkong n'est-elle pas l'une des dernières villes du monde où les femmes s'habillent pour aller travailler ? Mais la direction reconnaît que, « en matière de style, être qui s'orientent vers la haute couture ont souvent une vision un peu démodée de la femme, très tournée vers le passé ».

La vente des parfums Saint Laurent, la succession d'Hubert de Givenchy (dont le contrat avec LVMH expire à la fin 1995), l'absence de véritable transmission du savoir-faire, affaiblissent un univers, certes solide, mais qui doit pour se défendre, utiliser d'autres armes que les siennes : celles du marketing.

Malgré toute son aura, l'héritage est menacé. Le rêve sous influence distille mal l'élégance des professionnels, dont le nombre est passé de 35 000 dans les années 30, à 4 500 aujourd'hui. « La haute couture ne fait plus vivre son artisan », déplore le brodeur François Lesage. « Les artisans sont utilisés comme la vitrine des financiers gestionnaires. Aujourd'hui, les couturiers travaillent sous pression : ils doivent rendre des comptes ».

Propos recueillis par Laurence Bernat

L.B.

Christian Lacroix : « Je crois au pouvoir du bizarre »

CHRISTIAN LACROIX, originaire d'Arles, est arrivé à Paris en 1973. Etudiant en histoire de l'art, et à l'Ecole du Louvre pour devenir conservateur de musée, il entre chez Hermès en 1978, puis chez Jean Patou en 1981. Il crée en 1987 sa propre maison de couture, financée par Bernard Arnault, alors PDG de la Financière Agache et aujourd'hui de LVMH, le plus grand groupe mondial du luxe. Un homme dont Christian Lacroix dit aujourd'hui : « Nous avons les mêmes intérêts, pas les mêmes idées ».

Si « C'est la vie » reste l'un des plus grands succès de l'histoire de la parfumerie, le succès de la nouvelle ligne de prêt-à-porter Bazar, lancée en 1994, donne au couturier un nouvel élan. Plus sensible à une ambiance générale qu'à une ligne, Christian Lacroix voit la mode en décorateur. Un univers où se croisent la gitane flamenco et l'excentrique anglaise. A travers ses téléscopages d'époques et de matières, de madones et de toreros, de tweed artisanal et de brocarts, il défend les couleurs d'une passion.

« En Angleterre, on est toujours frappé, lorsqu'on voit, au restaurant, un vieux monsieur très chic dans son costume un peu rapléché, discuter avec sa petite-fille punk. Aux Etats-Unis, il y a un retour à l'ordre terrible, qui s'exprime dans

un minimalisme hypocrite. Cette intolérance mène du terroir en France, se répand à l'intérieur d'une société lasque, en état d'engourdissement. Ce n'est pas dans la honte de l'argent qu'on résoudra

les problèmes des sans-abris. Je ne connais personne qui ne soit pas concerné par la mode : c'est une manière d'apparaître aux autres. Bien sûr, la haute couture, bien qu'elle fasse travailler beaucoup de

gens, est égoïste. On ne demande pas l'avis des autres, et surtout pas des commerciaux, qui ne sont que le reflet de l'angoisse générale, d'un monde mou, timoré. La rue a perdu son côté tribal, rituel.

Aujourd'hui, l'insipide sert de justificatif à la peur. Les femmes sont un peu perdues, parce qu'elles ne se reconnaissent plus à travers les magazines qui ont tendance à se complaire dans la masturbation d'images. Les photographes ont confisqué leur rôle aux couturiers. Ils se mettent en valeur eux-mêmes, au lieu de chercher à montrer au mieux un modèle.

A l'avenir, il faudra être jusqu'au-boutiste, si l'on veut vraiment se démarquer. La haute couture, c'est un état d'esprit. Je crois au pouvoir du bizarre, du choc, du grincement. La haute couture, je m'en sers comme d'un bouclier. Une manière de dénoncer le politiquement correct. En 1987, à mes débuts, j'ai voulu montrer toute mon enfance, toute ma famille. Arles était mon patchwork. Et puis, en 1992, j'ai eu quarante ans. Ma vie a changé. Je sortais beaucoup, je me suis senti le besoin d'un toilettage intérieur. J'ai pris du recul. Le luxe, désormais, c'est avoir du temps pour soi. Faire des aller-retour en chambre imaginaire. La haute couture, c'est une allure. Elle demeure, pour moi, un rêve éveillé. Elle ne doit pas être un exercice de géométrie dans l'es-



ARTS

Un hommage à des collectionneurs suisses qui valent bien le docteur Barnes

LUXE, CALME ET VOLUPTÉ, regards sur le post-impressionnisme. CASINO LUXEMBOURG, 41, rue Notre-Dame L. 2240 Luxembourg. Tél. : (352) 22-50-45. De 10 heures à 18 heures. Nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 26 mars. Entrée 300 FLUX (50 F).

LUXEMBOURG de notre envoyée spéciale. Luxembourg est la ville européenne de la culture pour l'année 1995. L'exposition qui inaugure le programme des manifestations n'est pas d'une hardiesse folle : elle porte sur le néo-impressionnisme, mais elle est belle et rend un juste hommage à des collectionneurs (suisses) avisés qui ont acquis des œuvres d'impressionnistes vieillissants, de nabis et de fauves, à une époque où ils étaient « les modernes », voire des modernes compromettants. Les Hahnloser de Winterthur ont en

effet constitué l'essentiel de leurs collections avant la première guerre mondiale.

Arthur et Hedy Hahnloser, des esprits ouverts et curieux, ont développé leur passion de collectionneurs à la faveur de rencontres privilégiées avec des artistes. Felix Vallotton fut l'un des premiers, dont ils ont acquis des œuvres dès 1907, et auprès de qui ils ont pu se familiariser avec l'esprit des nabis. Ils n'avaient pas d'énormes moyens (lui était optalmologiste, elle peintre-décorateur), mais un enthousiasme communicatif et un fort désir de faire partager leurs découvertes. Aussi ont-ils réussi à convaincre amis et parents - Richard Bühler, Hans Schuler, Emil Hahnloser - d'acquiescer ce qu'ils ne pouvaient acheter, et avec eux, d'ouvrir dans leur petite ville de 10 000 habitants un musée, où ils présentaient leurs peintures françaises.

Après la première guerre mondiale, Georg et Oskar Reinhart, eux aussi de Winterthur, ont pris

le relais, en collectionnant Delacroix, Daumier, Renoir, Van Gogh, Maillol, Picasso, Degas, Cézanne, Lautrec... Grâce à ces collectionneurs et quelques autres, la Suisse, c'était connu dans le milieu de l'art, comptait un Renoir pour mille habitants !

La mouvance de la création au début du siècle

On a beaucoup de plaisir à retrouver ou découvrir, bien accrochées, sans esbrouffe, des œuvres de ces collections, de grande qualité, qui valent bien celles du docteur Barnes, auquel on pense : il avait des goûts apaisants mais collectionnait plus massivement.

Beaucoup de ces artistes avaient

en mémoire les paroles de Baudelaire critique d'art, et encore plus les vers du poète des Fleurs du mal. D'où le titre de l'exposition : « Luxe, calme et volupté » conçu par Urs Raussmüller, pour le Casino, l'ancien centre de la vie mondaine à Luxembourg, que cet homme-orchestre, fondateur et directeur des « Hallen für neue Kunst » (Galerie pour l'art nouveau), à Schaffhausen (et de Renn Espace, à Paris), a transformé en un lieu d'expositions efficaces. Faut-il de la collection des Hahnloser, il a fait en sorte que l'exposition soit tout autre chose qu'un accrochage rappelant un chapitre important de l'histoire des collections suisses, et comment l'art moderne français y est entré pour détrôner l'art allemand. Celle-ci restitue bien la mouvance de la création au début du siècle. Et la volupté qu'il habite.

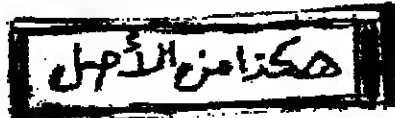
Volupté des Noirs et des fleurs vénéennes de Redon, dont les illuminations et les cavales visionnaires remplissent deux salles ; Le

Rêve ou La Pensée, une peinture majeure, est entourée de lithographies illustrant Les Fleurs du mal : volupté des fantômes cauchemardesques. Volupté des intérieurs de Vuillard et de cette Partie de dames au jardin, où tout est orchestré autour du damier devenu prétexte à un inextricable jeu de touches croisées. Volupté des petits nus nacrés de Bonnard, et de ces corps parfois rongés par la lumière dans cet au-delà de l'impressionnisme, si complexe, si secret. Volupté de collectionner de telles œuvres, pour certaines scandaleuses, comme celles de Vallotton, le favori des Hahnloser, dont les grands nus sont parfaits dans l'imperfection, et aussi impudiques que glacés. Des paysages dépouillés et construits de Marquet, des Rouault sont là aussi, comme pour exorciser les choix des amateurs de chaires troublantes qu'étaient Arthur et Hedy Hahnloser.

Un des points forts de l'exposition est la salle des Cézanne, qui

renvoie à un autre couple de collectionneurs plus tentés par les constructions plastiques que les états d'âme des nabis : Sidney et Jenny Brown, qui étaient eux aussi originaires de Winterthur, mais vivaient à Baden, où ils ont rassemblé dans leur villa, la villa Langmatt, aujourd'hui fondation, des pièces fortes, même de Renoir. Ils faisaient leur marché à Paris, deux fois par an, chez Vollard, chez Bernheim, chez Paul Rosenberg. C'est chez Vollard qu'ils ont acheté cette formidable nature morte, Pêches, carafe et personnage de Cézanne (sur les conseils de Chichoukine, le fameux collectionneur russe, comme quoi le monde des grands collectionneurs est petit) dont la nappe est plus chargée en motifs que couverte de fruits, au point que le peintre a cru bon de laisser du blanc : un très grand tableau, qui fait penser à la façon dont Matisse orchestre ses intérieurs à ramages.

Geneviève Brerette



Le marché frauduleux de la photographie de presse

Un grand nombre de tirages réalisés pour les journaux ont été retirés d'une vente

La vente de photographies qui a eu lieu vendredi 20 janvier, à Drouot, à l'initiative de l'étude Etienne et Damien Libert et Alain Castor,

était pour le moins hétéroclite. D'un côté des pièces de qualité, comme la série sur la guerre de Crimée (1853) estimée 20 000 francs; de

l'autre, de simples clichés destinés à la presse et vendus à des prix très modestes. Ces derniers avaient été volés indirectement à leur auteur.

de ces problèmes, j'ai décidé de retirer toutes les photos de presse de la vente.

Toujours selon Carmelo Carra, « les photos en cause se trouvaient dans les archives de Minute et du Parisien libéré. Ces journaux les ont vendus par dizaines de milliers à l'occa-

« Beaubourg » achète

Deux tiers environ des deux cent trente lots de photographies ont trouvé preneur, le vendredi 20 janvier à Drouot, ce qui est un résultat mitigé. Vingt photos de la guerre de Crimée, signées Szathmari, ont atteint la plus forte cote (19 000 F) et vingt-huit images de la cour impériale russe ont été vendues 15 000 F. Signalons une planche d'Animal Locomotion (1887) de Muybridge (4 600 F), un Photogramme de Geo Blau (3 200 F), un nu de Rodin (5 800 F), Inceft de Sandek (4 500 F) et un Fenton (3 800 F). Le Centre Pompidou a enrichi sa collection de modernes des années 30 avec un Nora Dumas et deux Germaine Kröll.

tion d'une restructuration d'un dépôt de bilan. Des librairies et marchands de papier ont acheté les clichés par lots, les ont revendus à des particuliers qui nous les ont ensuite proposés pour cette vente aux enchères. Les faillites seraient donc les

journaux qui ont vendu des photos qui ne leur appartenaient pas. Il n'est pas, deux indices au-dessus du alerter l'expert: les petits formats - 25 cm x 16,5 cm pour Cartier-Bresson - et les tampons des agences figurant au dos. D'ailleurs les estimations, fort modestes, semblent attester que le vendeur savait ce qu'il détenait entre les mains: 6 000 à 7 000 francs pour neuf photos de Cartier-Bresson, c'est plus que donné quand on sait qu'une belle épreuve en galerie avoisine les 20 000 francs. « Nulle part il est spécifié au dos des tirages qu'ils doivent être rendus aux agences », se défend Carmelo Carra.

Le problème posé par les tirages de presse est très fréquent. On ne compte plus les images volées dans les journaux et qui se retrouvent sur les marchés aux puces, en librairie ou en salle des ventes. Après le dépôt de bilan d'un journal, il arrive aussi que les archives photographiques soient bradées à des marchands de papier. Le problème se pose surtout pour quelques figures de la photographie (Cartier-Bresson, Doisneau, Klein, Boupat, Ronis, etc.) qui ont une cote appréciable sur le marché de l'art mais dont les images circulent également dans les journaux.

Ainsi, de nombreux « Doisneau de presse » sont vendus illégalement. L'agence Magnum, qui distribue des photographies prestigieuses (Cartier-Bresson, Depardon, Capa, Riboud), est souvent confrontée à ces ques-

tions: « Nous arrêtons régulièrement une ou deux photos en salle des ventes », explique François Hébel. Plus grave, nombre d'épreuves sorties du laboratoire de Magnum, et donc destinées à la presse, ont été récupérées par un ressortissant hollandais qui dit les avoir trouvées dans une poubelle, avant de les vendre au... réputé Musée Stedelijk d'Amsterdam. Après un an de procédure, l'agence a pu récupérer le stock encore détenu par ce particulier, mais pas les épreuves achetées par le musée. Dans le cas de la vente à Drouot, les agences Magnum et Contact ont déposé un référé, le 19 janvier, auprès du tribunal de grande instance de Paris pour mettre leurs photos sous sequestre, elles vont maintenant introduire une action pour récupérer leur bien.

Au-delà de ce problème, la coexistence, dans la même vente, de médiocres clichés de presse et d'épreuves de qualité, est un exemple de la confusion qui a gagné le monde de la photographie. Le public a du mal à s'y retrouver entre les épreuves originales, les tirages des tirages finis ou non, les petits et grands formats, le XIX^e et le contemporain... Qui en parle? Le marché de la photographie, bien sûr. Les galeries surtout, dont le travail de fond, auprès des collectionneurs, se trouve perturbé par des pratiques douteuses.

Michel Guerrin

Les étranges assises de l'art contemporain

S'ASSESSANT sur l'art contemporain, les trois cagots enluminés de pommes de terre rappellent à plus d'un titre l'époque héroïque où il travaillait à la coopérative des Malassis.

Quant Robert Combas s'attaque au thème, cela donne une inénarrable *Chaise du pendu*, où, selon les explications de l'artiste lui-même, qui sont à la mesure de l'œuvre, le « cul de chaise » est façonné, troué pour pouvoir regarder

la grosse tête du dernier dans ce sous-sol.

En fait, ce n'est pas tout.

Et le confort dans tout cela? Qu'importe si le siège à la poêle de la *Chaise bleue* de Jérôme Mesnager, où la complexité merveilleuse de la *Chaise pythone* de Tom Dixon. Ou si, au contraire, il a la simplicité radicale de la version originale du *Chair prototype* de Donald Judd. Le héritier de l'art minimal avait d'ailleurs tenu à mettre les choses au point: « La configuration et l'échelle de l'art ne peuvent

pas être transposées dans le mobilier.

et l'architecture, le mobilier est fait pour être utilisé, le mobilier est fait pour être utilisé.

Si une chaise ou un bâtiment n'est pas fonctionnel, si cela apparaît seulement comme étant de l'art, c'est très difficile... » Judd félicitait donc de avant certains lots de la vente, qu'hésitent réellement entre le meuble et la sculpture. Les enchevêtrements des frénétiques ou béatitudes eux-mêmes, c'est toute la question. Les tentes d'art contemporain font figure de sectes sinistres depuis quelque temps. Pourtant, à l'exception d'un George Segal souvent vu et où le toge fait, la place assise est à la fois, les estimations sont très raisonnables. La vacance propose le plus souvent des objets uniques ou très en très petite série. Ils sont aussi très révélateurs de la personnalité de leurs auteurs, et parfois franchement drôles.

Harry Bellet



« Chair prototype » de Donald Judd (1980).

LE MARCHÉ

VENDUS
Préemptions à New York. Les musées américains bénéficient exceptionnellement d'un droit de préemption lors de la vente des collections de la New York Historical Society (le 14 janvier). Ils disposent d'un délai d'une semaine pour se décider. Trois d'entre eux ont goûté aux joies du genre. Il s'agit tout d'abord du Metropolitan Museum de New York qui, comme on s'en doutait, n'a pas laissé longtemps au marchand londonien Rainer Zierz la joie de contempler son *Triomphe de la renommée*, aux armées des Médicis. Un Christ en croix bruyallos du XV^e siècle a été ensuite préempté par le Frances Lehman Loeb Art Center. Quant au Musée de Brooklyn, il a acheté, après la vente, un lot délaissé: pour 354 500 dollars (environ 1,9 million de francs), il s'est offert une *Verge d'enfant* de Nardo di Cione. Elle était estimée au moins à 600 000 dollars.

Le Portrait de George Townshend, par Reynolds, a pulvérisé son estimation haute pour atteindre 772 500 dollars (environ 4,1 millions de francs).

A VENDRE

Dessins et livres d'architecture. Les plus excellents bâtiments de France, par Andréroux Du Cerceau, les *Œuvres diverses* de François de Cuvilliers illustrées de 196 planches exemplaires du style rocaille, ou un volume du *Grand Marot* dans sa reliure d'époque: la dispersion d'une collection de dessins et de livres d'architecture par M. Tajan, le 23 janvier à Drouot, étonnera les amateurs du genre, et les bibliophiles.

Deux grandes maisons vidées. Joachim Joseph d'Estaing, évêque de Saint-Flour, construit son château à la fin du XVIII^e siècle à une vingtaine de kilomètres de Clermont-Ferrand. Les propriétaires actuels ont décidé de se séparer de son mobilier, sous le marteau de M. Tajan (Drouot, le 27 janvier). Quelques tableaux modernes ne sont guère excitants, à l'exception d'un joli paysage neigeux d'Albert Lebourg, mais les tableaux anciens sont plus intéressants, comme cette copie d'un Raphaël offerte à Talleyrand par le roi de Sardaigne en compensation de ses bons et loyaux services. Même remarque pour Les *Enfants de Niohé* par Pierre Charles

Jombert (1748-1825), dont l'esquisse est au Metropolitan Museum de New York, ou pour un très belle *Loth et ses filles*, par Jean-Charles de La Fosse (1734-1789). Les meubles paraissent d'une grande qualité, qu'il s'agisse d'un bureau Mazarin ou d'une somptueuse commode, tous deux en ébène rouge et cuivre, et d'époque Louis XIV; ou de ce miroir qui n'a pas quitté les lieux depuis le XVIII^e siècle. Le lustre, qui éclairait *Niohé* dans le salon du château, est estimé entre 150 000 et 200 000 francs.

Le lustre de Lalique que vend M. Picard le même jour au même endroit vaudrait exactement le même prix. Il appartient à M^{lle} de Trentinian, qui vide son hôtel particulier des pièces aux déco qui comptent.

Comme des amateurs de César, qui l'immortalise sous les traits de *Gillette*, Gin de Trentinian fut l'épouse de l'architecte Fernand Pouillon, régente de Cadix, et une collectionneuse insatiable.

VA-ET-VIENT

Christie's continuée pour un Schiele. La Haute Cour de Londres a condamné Christie's, le 11 janvier, à rembourser 557 500 livres (4,6 millions de francs), plus 100 000 livres (826 000 francs) d'intérêts, à M^{lle} Marie Zehinger de Balkany.

Cette collectionneuse suisse avait acquis le *Jeune homme agenouillé devant Dieu le Père*, d'Egon Schiele, lors d'une vente aux enchères en 1987 à Genève.

En 1991, un livre consacré à Egon Schiele mettait en doute l'authenticité du tableau. Un récent examen de la toile a confirmé l'importance des altérations: on estime les repeints à 94%. Christie's a en beau plaider que les tableaux sont vendus « en l'état » et « au risque de l'acheteur » lors de ses enchères, le juge a estimé qu'il était parti du principe que le tableau était de Schiele, le marchand d'art a eu tort de ne pas accorder « la moindre attention à la question des retouches ».

Des galeries subventionnées. La délégation aux arts plastiques et le Département des affaires internationales octroieront une aide financière aux galeries françaises sélectionnées pour la prochaine Foire de Bâle.

La condition de consacrer au minimum la moitié de leur stand à la présentation d'artistes vivants, français ou résidant en France, les bénéficieront d'une subvention de 50 % du coût d'un stand de 10 m², soit 36 000 francs environ. L'Association française d'action artistique soutiendra pour sa part aux mêmes conditions, les galeries participant à la Foire de Chicago.

DANS LES GALERIES

JEAN LE GAC

GALERIE DANIEL TEMPLON, 30, rue Beaubourg, 75004, Paris. Tél.: 42-72-14-16. Jusqu'au 5 février. Les pèlerinages de Jean Le Gac dans les contrées exotiques de son enfance n'en finissent pas. Il cultive le souvenir, le fait prospérer, l'enjolive et en fait son unique sujet. Selon un procédé auquel l'amateur est depuis longtemps accoutumé, son exposition rassemble quelques archives récemment retrouvées, quelques pages supplémentaires de ses mémoires d'artiste. De grands dessins rehaussés de pastel rappellent les bandes dessinées d'autrefois, aux lignes fines, aux compositions savantes et ornées d'accessoires. Des photographies s'y ajoutent, tantôt superposées au dessin, tantôt juxtaposées. Les uns et les autres évoquent l'Afrique, son point évidemment l'Afrique réelle, mais celle des indigènes armés de lances et drapés dans des peaux de panthères, celle des explorateurs aux casques blancs et aux lunettes d'aviateur. Des images de masques et de statues et des allusions au mobilier colonial de l'entre-deux-guerres complètent le dispositif. On se croirait en somme dans une planche des *Sept Boules de cristal*. Pour cette exposition, Le Gac a introduit de surcroît des télévisions qui le montrent en promenade dans une forêt en compagnie de ses petits-enfants ou déjeunant en famille. C'est peut-être pousser le narcissisme un peu loin.

Ph. D.

JEPHAN DE VILLIERS

GALERIE LAVIGNES-BASTILLE, 27, rue de Charonne, 75011, Paris. Tél.: 47-00-88-18. Jusqu'au 31 janvier. Anne et Patrick Poirier ont construit un monde de ruines; celui de Charles Simonds est déserté. Au contraire, l'univers imaginé par Jephhan de Villiers est non seulement habité, mais il est aussi étrangement vivant. Construits de brindilles, habillés d'écorces ou drapés de feuilles, ses personnages à la face de lune ouvrent des regards hallucinés sur l'extérieur. Ils évoquent ces lutins de la forêt, le petit peuple de dryades que les adultes repoussent sans cesse et qui ne trouvent plus grâce qu'aux yeux des enfants. Organisés en procession, ou regroupés en d'étranges convois funéraires, ils pleurent la disparition des grands arbres. L'exposition procure une poignante nostalgie pour une ethnie en voie de disparition, celle du pays des fées.

Ha. B.

DANIEL SPOERRI

GALERIE YVON LAMBERT, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003, Paris. Tél.: 42-71-09-33. Jusqu'au 22 février. La médecine opératoire dessinée d'après nature a paru en 1839. Ce livre contient, comme son titre l'indique, une abondance de planches anatomiques exécutées avec la dissection et à l'étude de toutes sortes de maladies et de difformités. Sa consultation met l'œil et les oreilles à l'épreuve. Les détails sont fins de très près, les organes sont vus sous tous les angles et dans tous les états, la précision des traits accentue la dureté des images. Daniel Spoerri, qui fut jadis un des nouveaux réalistes et demeure spécialiste des bricolages incongrus, s'est emparé de ces gravures. Chacune, il l'a faite par collage de fragments d'autres images, de menus objets trouvés, des débris de jonets en plastique, des dentelles en papier, des instruments médicaux métalliques et pointus, des boutons, des anneaux de tissu. Il suffit de quelques adjonctions judicieusement choisies et placées pour susciter le trouble et des métamorphoses inattendues. Cet ouvrage n'est pas une branche, ces chairs du sable ou du cuir, ces muscles des cordes et des filets? Que font ici ce crocodile et cet insecte si étrangement phallique? L'ironie étant le fort de Spoerri, il était plus souvent la redondance morbide. Si macabre soit son humour, il n'oublie cependant le malaise que provoquent les planches anatomiques. C'est l'appel à l'art d'utiliser les restes.

Ph. D.

JOHN DAVIES

GALERIE CLAIRE BURRUS, 30, rue de Lausanne, 75011, Paris. Tél.: 43-55-36-90. Jusqu'au 25 février. Le photographe John Davies est de retour à la galerie Claire Burrus. Ce Britannique discret était l'auteur, en décembre 1993, d'une exposition remarquable sur sa région industrielle du Pays de Galles, les vallées minées du Taff et de Rhondda. Davies propose aujourd'hui un extrait d'une commande sur Fos-sur-Mer. On retrouve chez ce paysagiste, les mêmes noir et blanc aux subtils dégradés de gris, des compositions d'une précision froide, parfois relevées d'un soupçon de lyrisme. On a l'impression d'un univers minimal qu'il affectionne, fait, comme toujours, de contrastes: une nature aride et des cheminées blanches; des chevaux incongrus et des constructions de science-fiction. Une végétation de garrigue et des champs de pylônes. L'avant- et l'après-industrialisation coexistent, s'entrechoquent, émettent par trouver leur place dans la même image. John Davies ne juge pas, il constate. Il y a dix photographies à peine au premier étage, Claire Burrus en conserve d'autres dans son « arrière-boutique », ainsi qu'un sujet subtil sur Nèvers. L'ensemble confirme John Davies comme un des acteurs les plus importants du renouveau du paysage en Europe.

M. G.

HELMUT DORNER

GALERIE PHILIPPE CASTINI, 13, rue Chapon, 75003, Paris; Tél.: 48-04-00-34. Jusqu'au 4 février. GALLERY NELSON, 40, rue Quincampoix, 75004, Paris; Tél.: 42-71-74-56. Jusqu'au 28 janvier. Helmut Dorner a longtemps joué de l'équivoque. Cet Allemand d'un peu plus de quarante ans alternait peintures absolument lisses et géométriques exécutées avec des lagues et toiles empâtées, aux couleurs écarlates les unes sur les autres par des gestes violents. La juxtaposition des deux techniques - une idée venue de Richter - avait une fonction critique et didactique. Il s'agissait de mettre à nu et à plat les dessous de la peinture, comprise comme activité de recouvrement mécanique d'une surface par des pigments. Mais, de nombre de ces toiles de déconstruction, en dépit de leurs sous-entendus, il demeurerait possible de tirer quelque plaisir, celui d'un chromatisme puissant et d'un matérialisme très adroitement maîtrisé. L'ambiguïté s'est dissipée. En substituant désormais le *Pierglass* à la toile, en n'usant plus que de nuances éteintes - rose grisâtre et gris rosé -, en restreignant le geste à de faibles mouvements répétitifs, en refusant tout effet de matière, Dorner appauvrit délibérément les œuvres, leur ôte leur substance charnelle et ne conserve que des surfaces translucides maculées de quelques taches qui rappellent lointainement Twombly, la poésie en moins. La démonstration gagne peut-être en efficacité, la démonstration en rigueur. Mais c'est au prix de trop de suppressions et de sacrifices.

Ph. D.

Louanges ou Critiques.
dites-nous ce que vous inspire
le nouveau Monde

3615 LEMONDE
2,19 fr la minute

الرياضيات

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JANVIER 1995 / 23

SAMEDI 21 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
20.45 Variétés : Super Mamas. Invités : Marie Laforêt, Joanne Longo, Josiane Balasko. Jury : Alain Chabat, Gérard Hernandez, Laurent Baffie, Roger Zabel, présidé par Guy Montag. Avec l'Orchestre de Dard.	20.50 Divergence : N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagu. L'émission-revoler.	20.50 Téléfilm : La Vieillesse du soir. De Ken Camm, avec Nicole Kidman, Deborah Elliott. D'une courte rencontre entre Hal et Catherine, naît une histoire.	20.45 Téléfilm : Bangkok Hilton. De Ken Camm, avec Nicole Kidman, Deborah Elliott. D'une courte rencontre entre Hal et Catherine, naît une histoire.	20.30 Téléfilm : Retour à la case départ. De Jack Sholder, avec Jonathan Siverman.	20.40 Téléfilm : Les Ténors. En cavale, de Geoffrey Sax, avec Nigel Havers, Warren Clarke (3 ^e partie). Tout le monde recherche les deux espions du KGB qui ont disparu. Une série très britannique.
22.45 Magazine : Ushual. Météores du vertige, les monastères grecs. Les Caballeros de Toloja. Le Maître de Carrare. Les Harpes de Festeira.	23.10 Magazine : Chien ouate. Les jeunes et l'exclusion. Invité : M. Gallot.	22.25 Magazine : Ah ! Quelles étirées ! Présenté par Philippe Tesson et Patricia Martin. Invités : Lauren Bacall (Maintenant), Denise Gence (Mémoires), Claude Olievenstein (Écrit sur la bouche), Hippolyte Roman (Hés à mourir).	0.35 Série : Les Professionnels. Une nuit diaboliquement chaude.	22.15 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 23 ^e journée du championnat de France de D1.	21.35 Documentaire : Méditerranée. Vivre à Liria de Hedy Honigmann et Peter Debut.
23.55 Magazine : Formule foot. 23 ^e journée du Championnat de France de D1.	1.10 Les Films Lumière. 1.15 Journal, Météo et Journal des courses. 1.30 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.) : 1.55, Tarentaise (rediff.) : 3.10, Bouillon de culture (rediff.) : 4.15, Bolivie (2) : 5.50, Dessin animé.	23.25 Magazine et Journal. 23.50 Musique et compagnie. Présenté par Alain Duault. L'œil écoute... La Nouvelle-Orléans, ville musicale.	3.30 M 6 : 3.55, Fax'O : 4.20, Culture pub : 5.15, Portrait des personnalités françaises (Le désir).	23.00 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse. Film américain de Tobe Hooper (1974).	22.55 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Patricia Blanc-Francard. Talking Loud. Curious the Velvet Underground in Europe, de Declan Lowney. Angélique Kidjo.
0.30 Journal et Météo. 0.40 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.00 TF 1 nuit (et à 1.55, 3.55, A35). 1.10 Programmes de nuit. Peter Ström : 2.05, La Maria II : 4.05, Histoire naturelle : 4.45, Musique : 5.05, Histoire des inventions.		0.50 Musique : Cadran lunaire. Sonate pour piano, de Haydn, par Xu Zhong (25 min).	Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < Film à éviter ; < On peut voir ; < Ne pas manquer ; < < < Chef-d'œuvre ou classique.	2.00 Cinéma : Henri le Vert. Film suisse-franco-allemand de Thomas Koster (1993).	0.10 Série : Johnny Staccato. 3. Les Parents, avec John Cassavetes, Eduardo Gattini (v.o., 26 min). Série culte.
				4.00 Cinéma : Meurtre d'un bookmaker chinois. Film américain de John Cassavetes (1976, v.o.).	
				5.45 Documentaire : Guy Debord, son art et son temps. De Brigitte Comand.	
				6.45 Surprises (15 min).	

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Météo des cinq continents. (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

PARIS PREMIÈRE 20.00 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : Levallois-Perret - ASVEL. 20.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Météo des cinq continents. (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

PARIS PREMIÈRE 20.00 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : Levallois-Perret - ASVEL. 20.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Météo des cinq continents. (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

PARIS PREMIÈRE 20.00 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : Levallois-Perret - ASVEL. 20.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Météo des cinq continents. (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

PARIS PREMIÈRE 20.00 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : Levallois-Perret - ASVEL. 20.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Météo des cinq continents. (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

PARIS PREMIÈRE 20.00 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : Levallois-Perret - ASVEL. 20.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Théâtre : L'Amour foot. Pièce de de Robert Lamoureux. Mise en scène de Francis Joffe, avec Robert Lamoureux. 23.10 L'œil problème. Présenté par Christine Bravo. Rediff. de France 2 du 14 janvier.

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

EUROSPORT 19.55 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Feuilleton : Les Bouscandés. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Visibles (120 min).

Kobé, dévastée, recherche encore ses morts

Après quelques jours de flottement, les secours se sont organisés dans la ville japonaise endeuillée par le séisme du 17 janvier

KOBÉ
de notre envoyé spécial
Dans ses décombres, Kobé se réorganise. Les fouilles se poursuivent pour retrouver les disparus, qui étaient encore six cents le samedi 21 janvier. Le nombre des victimes du tremblement de terre du 17 janvier continue à croître : plus de cinq mille quatre cents morts ont été recensés et il y avait de forte probabilité pour que leur nombre dépasse les six mille. Après une longue période de flottement, les autorités se sont ressaisies. Les secours paraissent en fin de semaine bien coordonnés. Ville fantôme la nuit, noire comme les ténèbres dans les quartiers sinistrés, éclairée par endroits dans le centre par des enseignes lumineuses inopinément allumées, Kobé, à l'aube, apparaît comme une ville dévastée. Les destructions du centre, avec ses bâtiments modernes effondrés et sa chaussée fissurée, sont spectaculaires. Et pourtant le drame est ailleurs : dans les quartiers populaires dont les frêles maisons ou les constructions légères ne forment plus que des amas de débris. Chaque heure apporte son lot de nouveaux deuils.

La « route 2 » qui mène à Osaka, bordée de maisons effondrées, est encore la route de l'exode. Voitures à la queue leu leu, chargées jusqu'au toit, allant vers le centre ou quittant Kobé ; foules sur les trottoirs tirant ou poussant des chariots ou des poussettes surchargés de caisses d'eau ou de produits alimentaires. Des familles quittent la ville avec ce qu'elles peuvent emporter, tandis que d'autres, dans le sens inverse, apportent des vivres à des parents sinistrés. Sans cesse retentissent les stréps buillonnants des pompes et des ambulances.

« NOUS N'AVONS PLUS RIEN »
Au sud de la « route 2 » s'étendent les sections est et ouest du quartier Nada. Par endroits, elles ont été pratiquement rasées. De part et d'autre des petites rues perpendiculaires à la « route 2 », qui vont vers la mer, ce ne sont plus que des amas de débris : un immense bric à brac où se mêlent dans un collage sinistre les

restes de ce que furent des existences. Là, un pan de mur est resté debout avec des vêtements accrochés à une patère. Ici, une poupée gît sur des tuiles brisées. Plus loin, un album de photographies est ouvert. La vie s'est retirée. Un message s'agit dans le vent, destiné à des parents ou à des amis : « Notre mère n'est plus. » Ailleurs un autre dit : « Unel est mort. Nous sommes à tel endroit. » Dans une venelle, solitaire au milieu des débris, une jeune fille agenouillée sanglote en caressant le visage d'un corps enveloppé dans une couverture qui repose sur des gravats.

Par endroits, des habitants fouillent les ruines de leur maison pour prendre ce qui peut être sauvé. D'autres ont installé un bivouac dans les décombres avec des planches et des bâches. Dans la rue voisine d'une galerie marchande dont les magasins sont effondrés, un père et une mère, enveloppés dans des couvertures, sont assis sur un banc, l'air absent, face aux ruines de leur petite maison abritant le snack qui les faisait vivre. Que vont-ils faire ? « Je ne sais pas, dit le père, nous n'avons plus rien. » Comme beaucoup de familles, ils n'étaient pas assurés. Leurs deux enfants recueillent dans les tasses l'eau qui coule d'une fuite dans la chaussée et la mettent dans un seau.

ÉQUIPES SUISSES ET FRANÇAISES
L'armée et les pompiers poursuivent les recherches. Dans cet immeuble hôte de Konam-machi où vivent vingt familles, on compte vingt-trois morts. Ce n'est plus qu'un amas de ruines d'une dizaine de mètres de hauteur. Par un dédale de couloirs effondrés et d'escaliers branlants de la maison voisine, on accède à une fenêtre de ce qui était le troisième étage, par laquelle s'insinuent les sauveteurs. Ils y découvriront deux nouveaux cadavres. Il faudra des heures d'efforts pour les dégager.

Les recherches se poursuivent : à Nada, 20 janvier, les sauveteurs avaient retrouvé quatre-vingt-neuf morts pour six survivants. Selon le capitaine Katsugawa, qui dirige les opérations dans le quartier, la priorité a été donnée aux survivants. Il s'agit ensuite de retrouver ceux qui sont encore en-

sevels. Depuis le 21 janvier, la recherche est systématiquement menée de maison en maison avec les registres des municipalités. Auparavant, les sauveteurs n'intervenaient que lorsque des voisins pensaient qu'il devait y avoir des victimes. Ne disposant pas d'appareils sophistiqués pour détecter des personnes ensevelies, les soldats creusaient là où on le leur disait. Le capitaine reconnaît à mots que les opérations de sauvetage n'ont pas été menées plus rapidement en raison du manque d'hommes.

Depuis le 20 janvier, des équipes de sauveteurs suisses (vingt-cinq spécialistes et douze chiens) sont à l'œuvre. Des équipes françaises et une secouriste américaine, venue à titre individuel, sont arrivées en renfort le samedi 21. Ces secours auraient pu intervenir dès que la catastrophe a été connue, mais les autorités japonaises ont tergiversé avant de répondre aux offres d'aide étrangères. L'approvisionnement en nourriture et en eau a commencé lui aussi à arriver de manière plus satisfaisante. « Je

pense que les sinistrés ont maintenant assez pour survivre », estime le responsable d'un centre de distribution de vivres du quartier de Nada.

Les autres quartiers les plus touchés se trouvent à l'autre extrémité de la ville, vers l'ouest. Avec ses débris calcinés, Nagata donne l'impression d'une ville bombardée. Sur des hectares, il ne se dresse plus rien que des pans de murs ou des poteaux électriques en béton noircis. A Nagata, beaucoup de victimes ensevelies, incapables de se dégager, auraient été brûlées vives par les incendies provoqués par les fuites de gaz que les pompiers n'ont pu maîtriser que deux jours plus tard.

Dans ce qui fut une ruelle dont les maisons, d'un côté, sont en cendres et, de l'autre, réduites à des décombres, une petite fille porte à deux mains un seau d'eau qui se renverse un peu à chaque pas. Il faudra des années avant que Kobé retrouve une vie normale.

Philippe Pons

La monnaie unique européenne est en bonne voie

L'écu pourrait voir le jour dès 1997

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
Fin l'abstraction, le compte à rebours a commencé, l'Union européenne va bel et bien se doter, en 1997 ou en 1999, d'une monnaie unique. Tel est le message du rapport intermédiaire rendu public vendredi 20 janvier à Bruxelles par le groupe d'experts créé par la Commission européenne en mai 1994 pour examiner les questions pratiques que soulève cette opération peu commune.

« Le processus est lancé, ça va se faire, l'introduction de l'écu est planifiée, il faut que le secteur bancaire s'y prépare, c'est un défi de proportion historique », s'est exclamé le banquier néerlandais Cees Maas, président de ce groupe, en présentant son rapport à la presse aux côtés de Henning Christophersen, le commissaire sortant chargé des affaires économiques et monétaires.

Compte tenu de la complexité de l'exercice, le groupe écarte la possibilité d'un « big bang », où l'on verrait, en l'espace d'un week-

end, les monnaies nationales retirées du marché et remplacées par des écus, tandis qu'entreprises, banques et administrations feraient d'entrée de jeu toutes leurs opérations dans la nouvelle monnaie. Il se prononce pour une approche progressive, comportant deux principales étapes, mais aussi brèves que possible, afin notamment d'éviter que ne se prolonge le coût d'une double comptabilité.

On ignore quand s'effectuera le passage à la troisième étape de l'Union économique et monétaire (UEM), et quels sont les Etats membres qui composeront la première vague d'écus. « Si cela doit se faire en 1997, le coût sera plus élevé, mais c'est possible, on peut accélérer le processus de fabrication de monnaies », estime M. Maas. Pourquoi évoque-t-on alors de plus en plus souvent, notamment en France, un passage à la monnaie unique dès le 1^{er} janvier 1997 ? M. Christophersen a répondu que plusieurs Etats membres ont présenté des programmes de convergence indiquant qu'ils seraient prêts en 1997 et qu'il serait illusoire de ne pas en tenir compte.

Une fois la décision prise, le groupe envisage une première période de transition d'un maximum de six mois avant le jour J. A cette date, les entreprises effectueraient leurs opérations commerciales en écus, les pièces et billets libellés en écus seraient introduits dans l'ensemble des pays qui auront franchi le seuil de la troisième étape de l'UEM. A titre d'exemple, si huit Etats membres s'engageaient le 1^{er} janvier 1997 dans le processus, les billets en écus pourraient faire leur apparition dans la vie quotidienne des Français le 1^{er} mai.

Dans la seconde étape de la période transitoire, les billets et pièces en écus cohabiteraient avec les monnaies nationales. Le groupe ne propose pas de délai pour cette seconde phase, mais souligne qu'elle ne devra pas être trop longue. Six mois seraient suffisants, selon M. Maas, pour mener à leur terme les adaptations nécessaires. Il n'est pas impossible que, dans quelque mille jours, le franc soit remplacé par l'écu.

Philippe Lemaître

ERIDANIA BÉCHIN-SAY renchérit pour acquérir le numéro cinq américain de l'Amidon. Le président Eridania Béchin-Say (EBS), leader européen du sucre et de l'amidon, Stefano Meloni, a proposé, vendredi 20 janvier, de racheter comptant la totalité des actions du numéro cinq de l'Amidon aux Etats-Unis, American Maize-Products, au prix de 37 dollars (196 francs) par action. EBS avait déjà émis une proposition au prix de 32 dollars (170 francs) par action, mais elle avait été jugée, vendredi 6 janvier, « inappropriée » par son conseil d'administration.

CARLOS : le comportement « insolite » de M. Mario-Arnold Ramassamy-Vergès, l'un des avocats de Carlos, est stigmatisé dans deux rapports, signés par un lieutenant de gendarmerie chargé de la surveillance du terroriste au palais de justice de Paris et par le directeur de la prison de la Santé, dont *Le Point* du 21 janvier publie des extraits. Ancien membre du cabinet de M. Arpaillange à la chancellerie, l'avocat aurait effectué des repérages sur le dispositif de sécurité autour de Carlos et aurait été surpris assis sur ses genoux au cours d'une visite.

Le Serveur Judiciaire
Renseignements sur 2 500 000 sociétés
Règles d'identité, procédures collectives
(faillites, liquidations, redressement, réhabilitation, etc.)
minitel 3617 LSI
Assistance et conseil juridiques
Judiciaires et volontaires
minitel 3617 VAE

L'accord de libre-échange avec le Mexique est de nouveau attaqué à Washington

LE MONTAGE du plan d'aide américain au Mexique (des garanties de crédits de 40 milliards de dollars) a réveillé au Congrès américain les oppositions qui s'étaient exprimées naguère contre l'accord de libre-échange avec ce pays (Alena).

Les opposants mettent à nouveau en avant les risques de pertes d'emplois aux Etats-Unis par suite de la concurrence des bas salaires mexicains : la baisse du peso, qui a perdu en un mois 60 % de sa valeur, ne fera, disent-ils, qu'accentuer les décalages entre les deux pays, au détriment, notamment, de nombreuses entreprises des Etats proches de la frontière. Et rendant l'immigration aux Etats-Unis encore plus attrayante pour les travailleurs mexicains, il va provoquer un afflux supplémentaire de milliers de migrants illégaux en Californie et au Texas. Pour eux, le risque financier pris aujourd'hui par l'administration américaine ne fait que démontrer le danger d'un accord de libre-échange avec un pays en développement.

L'administration américaine s'est efforcée de renverser ces arguments, en soulignant la nécessité de l'aide au Mexique, pour le bien même de l'économie américaine et en minimisant ses risques. « En soutenant le Mexique, nous aidons les travailleurs mexicains à entretenir un travail décent et à gagner un avenir sûr dans leur pays de l'autre côté de la frontière », a déclaré, vendredi 20 janvier, le président Clinton.

De son côté, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a affirmé que la Maison Blanche ne s'engageait pas

sans de « fortes garanties » : le produit des ventes de pétrole mexicaines, libellé en dollars, servira de caution aux garanties de prêts que Washington se propose d'accorder à Mexico.

Mais ce « forcing » risque encore plus de faire du programme d'aide un enjeu politique, le vote du plan étant conditionné par d'autres concessions, voire par des demandes de modification de l'Alena.

D'autre part, l'annonce de l'utilisation des ventes de pétrole comme garantie des crédits suscité des réactions de l'autre côté de la frontière. En fait, le système a déjà été mis en place lors de la crise de la dette au début des années 80, et dès le début de janvier, on envisageait à Mexico de récupérer l'opération. Mais la déclaration du secrétaire au Trésor a ramené les craintes de pressions américaines pour une dénationalisation de la compagnie nationale Pemex.

Le péril est double. D'une part, le retard dans l'adoption du programme d'aide américain peut renforcer les inquiétudes des marchés financiers sur le Mexique : déjà le peso mexicain est tombé jeudi à son plus bas depuis dix jours. D'autre part, il risque de rendre encore plus délicate la mise en œuvre du plan de redressement mexicain : celui-ci suppose une nouvelle cure d'austérité qui sera difficile à faire accepter par les Mexicains. Le retard du programme d'aide risque aussi de susciter la méfiance des financiers à l'égard de l'ensemble des économies latino-américaines.

Guy Herzlich

Les nominations au CSA sont suspendues à des considérations politiques

LA NOMINATION de trois nouveaux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dont le président de cette instance de régulation, devait avoir lieu dans une relative sérénité. Elle tourne depuis vendredi 20 janvier à une forme de jeu de Poie politique, dont l'issue sera entre les mains du président de la République.

Trois sages doivent être remplacés : le président, Jacques Boutet, nommé en 1989 par le chef de l'Etat, et deux conseillers, Daisy de Galard et André Gauron, respectivement désignés par le président du Sénat (à l'époque Alain Poirer) et par le président de l'Assemblée nationale (alors Laurent Fabius). En fin de semaine, François Mitterrand semblait bésiter entre deux successeurs pour Jacques Boutet : Hervé Bourges, ancien président de TF1 et de France Télévision, et Georges-François Hirsch, ancien administrateur général de l'Opéra de Paris et actuel membre du CSA. Dans la matinée du vendredi 20 janvier, le nom d'Hervé Bourges circulait avec le plus d'insistance. Au cours de l'inauguration du Musée Mollat, à Paris, des conseillers de l'Elysée glissaient même le nom de l'ancien président de France Télévision dans le creux de l'oreille de certains invités.

La nomination dépendant du président du Sénat réglée - il s'agit du juriste Jean-Marie Cotteret, actuellement conseiller parti-

culier du garde des sceaux, Pierre Mébaignier -, il restait à attendre celle du président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin. Selon diverses sources, M. Séguin a songé à l'écrivain Philippe de Saint-Robert ou à l'ancien directeur général de La Cinq, Philippe Ramond (*Le Monde* du 21 janvier). Vendredi midi, c'est finalement le nom du journaliste Philippe Labarde qui sortait du chapeau.

Ex-directeur de la rédaction de la Tribune-Desfossés, récemment encore directeur de l'information au Monde, avant qu'il ne démissionne de ses fonctions (*Le Monde* du 18 janvier), Philippe Labarde est connu pour sa connaissance de l'univers médiatique, notamment de la presse écrite, et son goût de l'indépendance. Mais ses récentes prises de position contre le traité de Maastricht et son hostilité à l'égard d'une politique uniquement monétariste ont aussi fait passer pour un opposant à Edouard Balladur. Dans un entretien à *Libération* du 19 janvier, il déclarait, en évoquant son départ du Monde et la nomination d'Alain Minc à la présidence du conseil de surveillance transitoire de notre journal : « Nommer à ce poste-là un homme engagé dans la campagne d'un des candidats à la présidence de la République [Edouard Balladur, NDLR] est une erreur politique. »

La lettre de Philippe Séguin

Yves-Marie Labé

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Sri Lanka : la visite de Jean Paul II.
Drôle de paix à Jaffna. 2
Soudan : offensive et contre-offensive dans le sud du pays. 3
Tunisie : M. Ben Ali veut favoriser la consommation. 3
Russie : incertitude sur les réformes économiques. 4
Tchécoslovaquie : la Croix-Rouge dénonce les violations du droit humanitaire. 4
Bosnie : entretien avec le général Rose. 5
Canada : vers un budget d'austérité. 5

FRANCE
Présidentielle : entretien avec François Bayrou. 6
Grands travaux : le premier ministre inaugure le pont de Normandie. 7
Régions : le Grand Stade animera un nouveau quartier. 8

SOCIÉTÉ
Exclusion : Les organismes sociaux réclament un « pacte » contre la pauvreté. 9
Criminalité : les chiffres de la délinquance. 10
Sports : malaise au sein du Défi français pour la Coupe de l'America. 10

CARNET
Départ : Mehdi Bazargan. 12

HORIZONS
Histoire : la libération d'Auschwitz. 13
Débats : un entretien avec René Thom. 14
Editoriaux : Felipe Gonzalez acculé.
Les dignitaires au vert ? 15
L'avis du médiateur. 15

ENTREPRISES
La mort de Bernard Dumon, PDG du groupe Saint-Louis. 16
Finances et marchés : 17-18

CULTURE
Défilés : la haute couture prise au piège de la mode. 20
Le marché frauduleux de la photographie de presse. 21

RADIO-TÉLÉVISION
23

SERVICES
Abonnements 19
Agenda 19
Carnet 12
Guide culturel 22
Marchés financiers 17-18
Météorologie 19
Mots croisés 19
Programmes radio-TV 23

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

QUÉBEC-CANADA, JE T'AIME MOI NON PLUS : Les Québécois devraient se prononcer cette année, par référendum, sur leur « souveraineté ». Ils sont « branleurs », hésitants. Comment divorcer du Canada sans rompre tout à fait ?

Tirage du Monde du vendredi 20 janvier : 514 314 exemplaires

مكتبة الجليل